

VOLUME 1

RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'AIDE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

2021-2022



Référence photographique de la page couverture : © BRAC

This document is also available in English under the title: *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2021-2022*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada

125, promenade Sussex

Ottawa ON K1A 0G2

Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)

613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un télécriteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca

Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, 2023

N° de cat. FR2-28F-PDF





Message du ministre du Développement international et de la ministre des Affaires étrangères

En tant que ministres des Affaires étrangères et du Développement international, nous sommes ravis de présenter le Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2021-2022. Cette année, le Canada a pris des mesures à l'égard de nombreux défis extraordinaires et persistants, notamment la lutte contre les changements climatiques et la reprise post-pandémie. Plus important encore, en partenariat avec ses alliés et la communauté internationale, le Canada a [répondu](#) à l'agression de la Russie en Ukraine en fournissant une aide économique, une aide humanitaire, une aide au développement et une aide militaire.



De manière plus générale, le Canada s'est employé à subvenir aux besoins des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, tout en défendant les valeurs canadiennes. Ce faisant, il s'est appuyé sur divers partenariats pour permettre aux populations d'améliorer leur sort et pour construire un monde plus juste et plus durable. Il a notamment pris un engagement en faveur de l'approche de la triple articulation, qui permet d'intégrer l'action humanitaire, les activités de développement et les efforts et initiatives liés à la sécurité et à la recherche de la paix, et qui est conçue pour favoriser une réponse plus efficace aux conflits et leur prévention.

La [Politique d'aide internationale féministe](#) (PAIF) du Canada est un pilier essentiel de la politique étrangère féministe canadienne dans son ensemble et elle continue d'occuper une place centrale dans tous les programmes d'aide internationale du Canada. Le Canada s'est engagé à améliorer constamment la manière dont il apporte son aide internationale, en adoptant une approche féministe, fondée sur les droits de la personne et inclusive. Il s'agit avant tout d'intégrer les principes clés des droits de la personne, à savoir l'égalité et la non-discrimination, la participation et l'inclusion, ainsi que la transparence et la responsabilisation, des éléments que nous estimons nécessaires pour parvenir à un développement durable pour tous.

Dans le cadre de l'[Initiative de transformation des subventions et des contributions](#) en cours, le Canada s'efforce de réorganiser, du début à la fin, la manière dont il gère les subventions et les contributions en matière d'aide internationale. L'accent est mis sur la création de méthodes de travail plus rapides, plus transparentes et plus souples, qui renforcent la capacité du Canada à produire des résultats et à avoir des répercussions durables qui apportent des changements positifs dans la vie des gens.



Le Canada demeure déterminé à contribuer à la pleine mise en œuvre du [Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies](#) et à l'accélération des progrès dans l'ensemble des Objectifs de développement durable (ODD) tout au long de la Décennie d'action. En mettant en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), notre gouvernement entend contribuer à une reprise mondiale inclusive et résiliente après la pandémie, tout en construisant un monde plus juste et plus durable où personne n'est laissé pour compte. Nous sommes fiers des contributions que le Canada a apportées en 2021-2022 pour [faire progresser les ODD](#).

Pour conclure, nous tenons à remercier nos partenaires pour leur souplesse et leur capacité d'adaptation. Comme l'illustre le présent rapport, ces partenariats ont permis au Canada de répondre rapidement et efficacement aux multiples défis auxquels notre monde est confronté aujourd'hui, et d'accorder la priorité aux besoins des personnes et des communautés vulnérables.

Merci.

L'honorable Harjit S. Sajjan
Ministre du Développement international

L'honorable Mélanie Joly
Ministre des Affaires étrangères





Message de la vice-première ministre et ministre des Finances

Le Canada contribue à rendre le monde meilleur en prenant des mesures constructives pour promouvoir la dignité humaine et bâtir un monde plus juste, plus inclusif, plus durable et plus sûr pour toute la population.

La dernière année a été marquée par l'invasion illégale, barbare et massive de l'Ukraine par la Russie, qui a fait des milliers de victimes et forcé des millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens à fuir leur foyer, ce qui a provoqué la plus grande crise migratoire en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le Canada continue de soutenir l'Ukraine et de s'opposer à l'attaque de Poutine contre l'ordre international fondé sur les règles en offrant de l'aide financière, militaire et humanitaire directe à l'Ukraine, et en imposant de strictes sanctions à la Russie et au Bélarus.



Je suis particulièrement fière du rôle de premier plan que le Canada a joué dans la création du compte pour l'Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI). Ce compte permet aux pays donateurs, dont le Canada, de fournir des subventions ou des prêts pour aider directement l'Ukraine qui doit de toute urgence équilibrer sa balance des paiements et répondre à ses besoins budgétaires afin de stabiliser son économie. Le Canada continuera d'appuyer les Ukrainiennes et les Ukrainiens, qui luttent pour leur vie, leur liberté et leur démocratie, aussi longtemps qu'il le faudra.

Je suis également fière de voir que le Canada utilise maintenant 30 % des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) nouvellement attribués au Canada pour soutenir les pays à faible revenu et vulnérables, ce qui dépasse la cible de 20 % à laquelle s'était engagé le premier ministre. La nouvelle contribution du Canada au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI et le soutien que le Canada a apporté à la création du nouveau Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI ont accru l'accès au financement concessionnel des pays qui en ont le plus besoin.

La politique étrangère féministe du Canada est une autre belle réalisation. Cette approche place les femmes et les filles au centre du travail de développement international du Canada. Qu'il s'agisse d'appuyer la santé sexuelle et reproductive et les droits des femmes et des filles, ou encore d'offrir des programmes d'agriculture sensibles au genre et adaptés au climat, le Canada demeure résolu à mettre en œuvre sa Politique d'aide internationale féministe, parce qu'investir dans les femmes et les filles est la bonne chose à faire et le moyen sensé de réduire la pauvreté et les inégalités.

Si nous faisons le bilan de la dernière année, le Canada a continué d'aider les pays en développement à renforcer leur réponse à la pandémie de COVID-19. Il a notamment fourni une contribution accélérée et ambitieuse à la 20^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20) de la Banque mondiale, contribution qui représente une hausse de 44 % de l'aide au développement international offerte par le Canada durant les exercices visés par l'IDA-20. Ce soutien



financier a aidé les pays à réagir aux contrecoups de la COVID et à l'insécurité alimentaire, et permettra une reprise plus vigoureuse après la crise.

De concert avec l'honorable Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international, et l'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères, j'ai le plaisir de présenter le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2021–2022*.

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre et ministre des Finances



Table des matières

Résumé et points saillants	8
Décassements du gouvernement du Canada en aide internationale et en aide au développement officielle par organisation, 2021-2022	12
Programme 2030 et ODD	14
Réagir à l'importance de la situation : le leadership du Canada en temps de crise	15
<ul style="list-style-type: none"> L'approche canadienne de la triple articulation: aide humanitaire, aide au développement et paix 	15
<ul style="list-style-type: none"> Prévention des conflits et consolidation de la paix 	17
<ul style="list-style-type: none"> Réponse à la COVID-19 et reprise 	20
Le Canada au travail dans le monde : l'aide internationale en action	26
<ul style="list-style-type: none"> Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles 	26
<ul style="list-style-type: none"> Santé mondiale, santé et droits sexuels et reproductifs, et nutrition 	34
<ul style="list-style-type: none"> Éducation 	42
<ul style="list-style-type: none"> Action humanitaire 	49
<ul style="list-style-type: none"> Emplois, possibilités et croissance économique 	53
<ul style="list-style-type: none"> Climat et environnement 	60
<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance inclusive 	70
<ul style="list-style-type: none"> Paix et sécurité 	78
Aller de l'avant : partenariats et innovation	85
<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les partenaires du Canada 	85
<ul style="list-style-type: none"> Financement innovant du développement 	91
<ul style="list-style-type: none"> Innovation et expérimentation en matière de développement 	92





Source : © FCIL, République dominicaine

Résumé et points saillants

Le monde est actuellement confronté à une série de défis complexes et cruciaux : insécurité alimentaire et énergétique, pandémie, crise climatique et menaces pour la paix internationale. En travaillant avec ses partenaires, le Canada montre la voie à suivre pour relever ces défis par l'entremise de ses programmes d'aide humanitaire internationale. Parallèlement, le pays fait progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le but de mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, de construire des sociétés plus prospères et pacifiques, et de protéger la planète.

Au cours de l'année 2021-2022, le Canada a continué d'améliorer la vie de millions de personnes grâce à ses efforts en matière de développement international, en fournissant 7,9 milliards de dollars pour répondre à des besoins à l'échelle mondiale. En finançant des programmes de lutte contre la faim et la malnutrition, de promotion des droits de la personne, d'amélioration de la santé mondiale et de promotion de l'égalité des genres, l'aide canadienne a fait une différence tangible dans la vie de gens de partout dans le monde.

Promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles

L'aide internationale du Canada est fondée sur la conviction que nous pouvons construire un monde meilleur en faisant progresser les droits des femmes et des filles et en promouvant le renforcement de leur pouvoir. Bien que des progrès aient été accomplis, les inégalités entre les hommes et les femmes persistent, et les femmes et les filles continuent d'être touchées de manière disproportionnée par la pauvreté et d'autres difficultés, ce qui entrave le développement durable dans tous les domaines.

Les efforts déployés par le Canada pour remédier aux inégalités entre les genres qui sont à l'origine de la pauvreté et des défis particuliers auxquels sont confrontées les femmes et les filles sont guidés par notre politique d'aide internationale féministe. En 2021-2022, la Politique a contribué à promouvoir des changements transformationnels dans nos pays partenaires et a permis au Canada de se présenter comme un chef de file de l'égalité des genres. En fait, environ 99 % de l'aide bilatérale au développement international fournie par le Canada au cours de l'année écoulée a soit visé directement l'égalité des genres ou intégré les considérations liées à l'égalité des genres.

Le financement du Canada a ainsi permis de soutenir plus de 1 800 organisations de défense des droits des femmes qui promeuvent l'égalité des genres et font progresser les droits des femmes et des filles. Durant l'année dernière, les programmes financés par le Canada ont touché plus de 42 millions de personnes dans le cadre de projets visant à mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision.

Prévenir les conflits et les crises dans le monde et y répondre

Le Canada collabore depuis longtemps avec des partenaires internationaux pour prévenir les conflits et les crises à l'étranger et y répondre, notamment en soutenant des opérations de paix et de stabilisation. En 2021-2022, le programme pour la stabilisation et les opérations de paix du Canada a fourni

138,9 millions de dollars pour promouvoir la paix et la stabilité dans des États fragiles et touchés par des conflits, notamment l'Ukraine, le Cameroun, la Colombie, le Burkina Faso, Haïti, l'Irak, le Mali, le Myanmar et le Soudan du Sud. Le Canada a également contribué à la mise en place d'une formation spécialisée de grande qualité sur les opérations de paix et le renforcement des capacités qui intègre les considérations liées à l'égalité des genres. Cette mesure a renforcé la capacité et la crédibilité du personnel militaire, policier et civil déployé ou déjà affecté à des opérations de paix dans le monde entier.

En 2021-2022, l'aide humanitaire du Canada a contribué à répondre aux besoins de plus de 326 millions de personnes dans le besoin dans 63 pays. Ce financement a permis de soutenir le travail de partenaires de confiance qui ont fourni une aide vitale sous forme de nourriture, d'eau potable, d'installations sanitaires et de soins de santé. Plus particulièrement, l'aide du Canada a permis de répondre à la crise alimentaire mondiale croissante en aidant un chiffre record de 128,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, soit une augmentation impressionnante de 11 % par rapport à l'année précédente. En outre, nous avons fourni une aide et une protection à près de 95 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). En 2021-2022, les ministères fédéraux du Canada ont annoncé 145 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires accrus en Ukraine et dans les pays voisins. En outre, le Canada a envoyé 20 vols de fret transportant plus de 377 000 articles de première nécessité dans la région.

Fournir un accès égal à l'éducation et aux services de santé

On estime que 222 millions d'enfants et d'adolescents touchés par des crises dans le monde ont besoin d'un soutien éducatif. Environ 78 millions d'enfants ne sont pas scolarisés en raison des conflits, des changements climatiques et d'autres crises prolongées. En 2021-2022, le Canada a continué à se concentrer sur le soutien aux enfants et aux jeunes forcés de se déplacer pour leur permettre d'accéder à l'éducation qu'ils méritent. En outre, le Canada a respecté son engagement de verser 400 millions de dollars sur trois ans en appui à la Déclaration du G7 de Charlevoix sur l'éducation de qualité, ce qui a permis à plus de 4 millions de femmes et de jeunes filles d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient d'avoir accès à une éducation de qualité et à une formation professionnelle.

En 2021-2022, le Canada a investi 1,3 milliard de dollars dans la santé mondiale, dont 561 millions de dollars pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). Ce financement a permis de fournir des services de planification familiale à plus de 3,3 millions de femmes dans 28 pays et d'éviter plus de 5,4 millions de grossesses non désirées.

Appuyer la réponse mondiale continue à la COVID-19

Bien que le Canada ait progressé dans ses efforts visant à construire un monde plus pacifique et plus inclusif, la pandémie de COVID-19 a entravé les progrès dans de nombreux domaines très importants. Tout au long de la pandémie, le Canada est resté à la tête des efforts déployés au niveau mondial pour faire face aux effets dévastateurs de la pandémie sur la santé, la société, l'économie et la sécurité.

Depuis le début de la pandémie et jusqu'en mars 2022, le Canada a alloué plus de 2,7 milliards de dollars d'aide internationale pour faire face aux répercussions de la COVID-19. Ce montant comprend environ 1,4 milliard de dollars pour des programmes visant à répondre aux besoins immédiats en matière d'aide humanitaire et de développement engendrés par la pandémie. Par exemple, l'année dernière, le soutien du Canada au [Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19](#) (Accélérateur ACT) a permis de faciliter l'envoi de plus de 1,4 milliard de doses de vaccins à 145 pays et territoires par l'intermédiaire du mécanisme COVAX.



Faire progresser le Programme 2030 et les ODD

Les efforts de développement international déployés par le Canada au cours de la dernière année ont contribué à améliorer la vie de millions de personnes. Mais il reste beaucoup à faire. Le Canada reste fermement attaché au [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) des Nations Unies et à ses 17 Objectifs de développement durable. Le Programme fournit un plan détaillé pour atteindre l'égalité des genres, protéger la planète, garantir un accès égal à l'éducation et aux soins de santé, et construire des économies résilientes.

Aider les plus vulnérables à s'adapter aux changements climatiques et à en atténuer les effets

Pour soutenir le Programme 2030, le Canada a doublé son engagement en faveur du financement international pour le climat, le portant à 5,3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. En 2021-2022, nous avons été le septième plus grand donateur du [Fonds pour l'environnement mondial](#). En outre, notre contribution au [Fonds vert pour le climat](#) a permis de soutenir des projets qui font progresser la transition vers des économies à faible émission de carbone et résilientes face aux changements climatiques dans 67 pays en développement.

En 2021-2022, le Canada, aux côtés d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à la réalisation de projets d'adaptation aux changements climatiques qui ont bénéficié à près de 3 millions de personnes et à 18 millions de personnes supplémentaires par l'entremise de projets financés par le soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux. Ces projets ont également permis de réduire ou d'éviter 2,99 mégatonnes métriques d'émissions de gaz à effet de serre, le soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux contribuant à une réduction supplémentaire de 151,51 mégatonnes d'émissions de gaz.

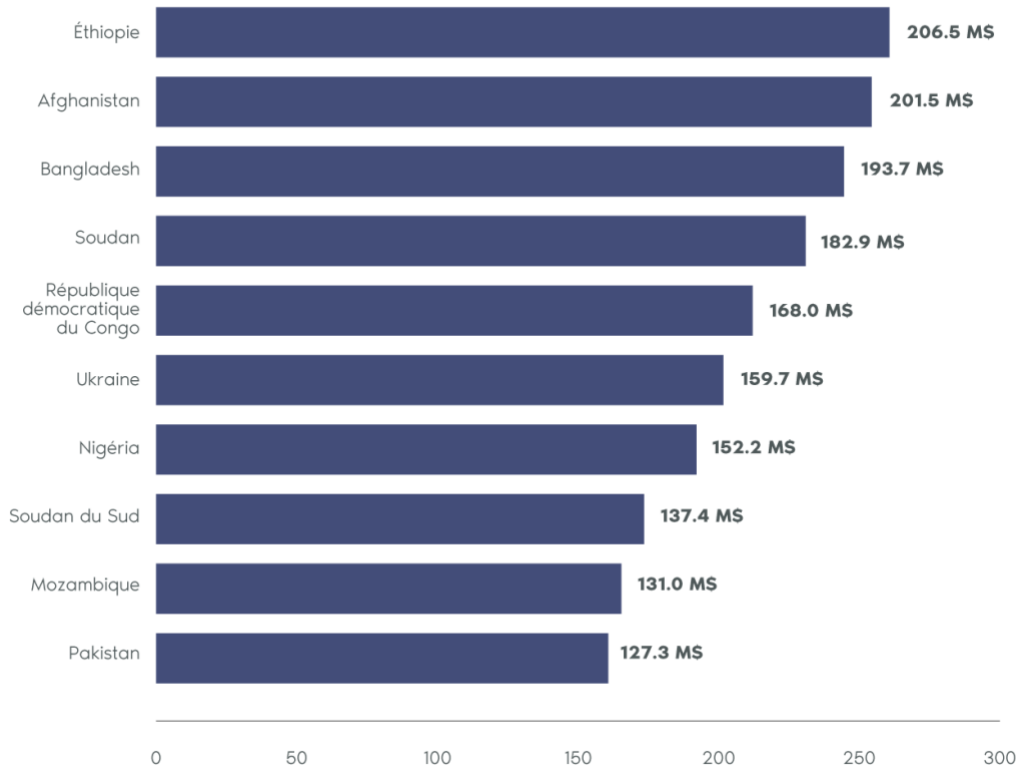
Travailler ensemble pour construire un meilleur avenir pour tous

Au cours de la dernière année, le Canada a maintenu son engagement à soutenir des solutions et des initiatives novatrices qui profitent aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde et leur donnent les moyens d'agir. Nos programmes d'aide internationale sont un moyen de contribuer à ce que chacun ait la possibilité de vivre une vie paisible et prospère, indépendamment de son genre, de son âge, de son appartenance ethnique, de ses capacités, de son orientation sexuelle ou de l'endroit où il vit dans le monde.

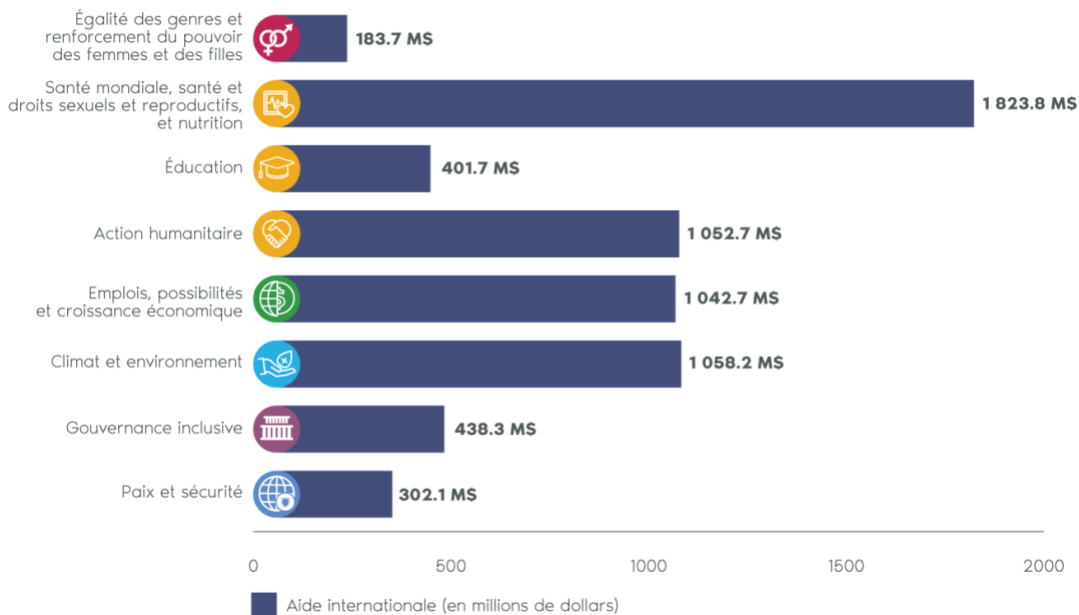
Cependant, créer un monde meilleur et plus sûr pour tous n'est pas une tâche aisée. Nous nous adaptons constamment et tirons des enseignements du travail que nous accomplissons. Nous cherchons continuellement à améliorer la manière dont nous fournissons l'aide internationale et à renforcer nos partenariats de développement afin que le financement du Canada ait une incidence encore plus importante. Ce faisant, nous espérons continuer à accélérer l'accomplissement de progrès en vue de la construction d'un avenir plus durable, résilient, pacifique et équitable pour tous.



LES 10 PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE



DÉCAISSEMENTS FÉDÉRAUX PAR CHAMP D'ACTION DE LA POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE FÉMINISTE





Décaissements du gouvernement du Canada en aide internationale et en aide au développement officielle par organisation, 2021-2022

Le gouvernement du Canada a déboursé 7,9 milliards de dollars en aide internationale en 2021-2022. L'aide publique au développement (APD) représentait 95 % du total, soit 7,5 milliards de dollars. Le [Rapport statistique sur l'aide internationale](#) fournit des détails supplémentaires sur les dépenses au titre de l'aide internationale et de l'APD.

Le gouvernement du Canada a fourni de l'aide internationale par l'entremise de 19 organisations fédérales.

Montant déboursé (en millions de dollars) par chacune des 19 organisations fédérales :

Aide internationale canadienne 2021-2022				
MINISTÈRE/SOURCE	Aide internationale	dont		
		Programmes financés par l'enveloppe de l'aide internationale (EAI)	ADO : (LRADO)	APD: CAD de l'OCDE*
Ministères faisant rapport en vertu de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO)				
Affaires mondiales Canada	5 954,03	5 909,08	5 769,11	5 769,11
Ministère des Finances Canada	1 107,87	1 107,87	905,87	905,87
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada**	457,45	-	457,45	457,45
Centre de recherches pour le développement international	141,34	141,34	141,34	141,34
Agence de la santé publique du Canada – Dons de vaccins***	130,03	-	130,03	130,03
Environnement et Changement climatique Canada	18,41	11,92	17,27	17,27
Gendarmerie royale du Canada	20,23	20,23	20,11	20,11
Agence du revenu du Canada	7,06	5,18	7,06	7,06
Ministère de la Défense nationale	6,01	-	6,01	6,01
Emploi et Développement social Canada — Programme du travail	6,78	-	6,78	6,78
Parcs Canada	5,20	-	5,20	5,20
Ressources naturelles Canada	1,42	1,42	1,42	1,42



Innovation, Science et Développement économique Canada	0,92	-	0,92	0,92
Postes Canada — Union postale universelle	0,32	-	0,32	0,32
Statistique Canada	0,17	-	0,17	0,17
Agence spatiale canadienne	0,05	-	0,05	0,05
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,03	-	0,03	0,03
Musée canadien de la nature	0,02	-	0,02	0,02
Transports Canada****	0,00	-	0,00	0,00
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada	25,00	10,55	25,00	25,00
Total partiel — ministères faisant rapport en vertu de la LRADO	7 882,34	7 207,60	7 494,16	7 494,16
Pourcentage de l'aide internationale		91 %	95 %	95 %
Autres ministères ou sources				
Coûts des réfugiés au Canada (1^{re} année) – gouvernements provinciaux	459,54	-	-	459,54
Provinces, territoires et municipalités	56,54	-	-	56,54
Total partiel — autres ministères ou sources	516,08	-	-	516,08
Total	8 398,42	7 207,60	7 494,16	8 010,24
Pourcentage de l'aide internationale totale		86 %	89 %	95 %

*CAD de l'OCDE : Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les chiffres de la colonne « APD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice, en dollars canadiens, afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO avec les données déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements sur la base de l'équivalent-subvention. Les remboursements de prêts sont inscrits au tableau A à titre indicatif.

** Inclut les coûts pour les réfugiés au Canada (1^{ère} année) et pour d'autres projets.

*** Dans le cadre de l'engagement du Canada à donner l'équivalent de 200 millions de doses de vaccins contre la COVID-19, les doses excédentaires sont données aux pays en développement et évaluées à 6,72 \$ US pour 2021 et 6,66 \$ US pour 2022, conformément à la recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE-CAD).

**** Les chiffres de ce tableau sont représentés en millions de dollars. Les contributions de Transports Canada sont inférieures à 0,01 million de dollars. Elles se chiffraient à 2 000 \$ pour 2021-2022.





Programme 2030 et ODD

Le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) fournit un cadre mondial pour transformer le monde dans lequel nous vivons. Il établit les mesures concrètes devant être prises pour assurer l'accomplissement de progrès en matière de développement durable pour les entités suivantes :

- gouvernements
- société civile
- secteur privé
- universités
- communautés
- particuliers

Le Programme 2030 contient 17 Objectifs de développement durable (ODD) interreliés et indivisibles qui s'accompagnent de cibles et d'indicateurs. Ces objectifs établissent un juste équilibre entre les trois éléments du développement durable :

- économique
- social
- environnemental

Le Canada s'efforce d'intégrer les ODD dans tous les éléments de ses activités, y compris la politique étrangère, le commerce et l'aide internationale. La [Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble](#) décrit une approche pangouvernementale et sociétale qui guide la mise en œuvre de ces objectifs par le Canada. Le [Plan de mise en œuvre fédéral](#) explique comment le Canada atteindra les objectifs définis dans cette stratégie, tandis que le [Cadre canadien d'indicateurs](#) et la [Stratégie fédérale de développement durable 2022-2026](#) ajoutent des objectifs, des ambitions, des cibles et des indicateurs propres au Canada.



Le rôle du premier ministre Trudeau en tant que coprésident des [défenseurs des ODD du Secrétaire général des Nations Unies](#) (l'autre coprésidente étant la première ministre de la Barbade, Mia Mottley), donne au Canada l'occasion d'accorder une attention renouvelée aux ODD à l'avenir. À ce titre, le premier ministre travaillera aux côtés des [17 défenseurs des ODD](#) sélectionnés par le Secrétaire général des Nations Unies pour inciter les dirigeants mondiaux à œuvrer à la réalisation des objectifs. Cet effort est particulièrement crucial au cours de la présente [Décennie d'action](#) (2021-2030) et à un moment où la pandémie de COVID-19 a créé des défis importants pour tous les aspects du développement durable.





Source : © Aéroport international de Vancouver

Réagir à l'importance de la situation : le leadership du Canada en temps de crise

Le Canada a adopté l'approche de la triple articulation de l'action humanitaire, des activités de développement et des efforts de recherche de la paix pour fournir son aide internationale. Cette approche permet au Canada de répondre plus efficacement aux besoins des populations, d'atténuer les risques et les vulnérabilités et de progresser vers une paix durable. Elle se concentre sur l'établissement de liens entre les trois piliers de l'aide internationale du Canada :

- l'aide humanitaire;
- l'aide au développement;
- la recherche de la paix.

Le concept, qui a été introduit pour la première fois en 2016 dans le cadre de la [nouvelle méthode de travail des Nations Unies](#), a évolué depuis. Aujourd'hui, il permet une compréhension globale des conflits et de la fragilité qui met en évidence la nécessité d'une coordination et d'une cohérence entre les divers piliers, avant, pendant et après les crises.

L'approche canadienne de la triple articulation : aide humanitaire, aide au développement et paix

En s'attaquant à la vulnérabilité à tous les stades des crises, l'approche canadienne de la triple articulation contribue à renforcer la résilience face aux défis complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui, comme la pauvreté, la violence et la dégradation de l'environnement. Cette démarche est axée sur l'établissement de partenariats efficaces entre les organisations multilatérales et régionales, ainsi qu'avec les institutions financières internationales comme la Banque mondiale. Il est ainsi possible d'obtenir des résultats communs dans les États fragiles et touchés par des conflits, tout en tenant compte des avantages comparatifs des divers acteurs et de leur capacité à fournir un soutien.

En 2019, le Canada s'est joint aux autres membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE), ainsi qu'à six organismes des Nations Unies, pour s'engager à soutenir la [Recommandation du CAD-OCDE sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#). Elle favorise la coordination des programmes et du financement dans les situations précaires et de conflit.



Engagements clés

En 2021-2022, le Canada est resté fidèle à l'approche de la triple articulation, ce qui a permis de renforcer les capacités stratégiques, opérationnelles et fonctionnelles de ses programmes d'aide internationale et de soutenir des politiques et des programmes plus cohérents et plus efficaces. Les principaux engagements financiers sont les suivants :

- fournir 115,4 millions de dollars sur deux ans pour réagir aux déplacements massifs de Vénézuéliens, notamment pour financer des projets portant sur l'éducation, la santé, la régularisation, l'emploi, la sécurité, la gestion et la protection des frontières;
- fournir 20 millions de dollars sur 3 ans pour aider la Banque canadienne de grains à faire face aux conséquences humanitaires et de développement de l'insécurité alimentaire liée à la COVID dans 8 pays : Pakistan, République démocratique du Congo, Kenya, Madagascar, Nigeria, Soudan du Sud, Burundi et Zimbabwe;
- verser une contribution de 10 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies pour permettre au fonds pour l'aide humanitaire, le développement, la paix et les partenariats d'octroyer des subventions aux régions touchées par une crise;
- allouer 10 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies pour répondre aux besoins urgents en matière de consolidation de la paix dans les États fragiles et touchés par un conflit, par l'entremise d'initiatives rapides et souples qui tiennent compte de l'égalité des genres et de l'inclusion des jeunes.



Histoires de changement

Du conflit au débouché économique

La Colombie est le deuxième pays le plus dangereux au monde en raison des mines terrestres. Il existe de graves risques de décès et de blessures pour les civils et les terres ont été rendues impraticables et inutilisables. Dans le cadre du projet [Action contre les mines terrestres en Colombie](#), l'organisation HALO Trust, financée par le Canada, a aidé les communautés à mener des initiatives de détection et de neutralisation des mines terrestres.

Argelia, Antioquia, est une zone touchée par un conflit où 90 % de la population de la ville a été forcée de fuir. Blanca Giraldo, une habitante de la région, explique que la présence de mines terrestres mettait les habitants en danger, tant sur le plan physique qu'économique.

« Nous avons dû arrêter la culture du café. Il ne nous restait que peu de débouchés économiques. Là où il y avait du café, du cacao et du maïs, les groupes armés ont planté des cultures illicites de coca et enterré des mines terrestres ».

Grâce au travail du HALO Trust, Blanca a pu retourner dans sa ferme et recommencer à travailler. « Je suis très reconnaissante aux démineurs, à tous les gens et à leur soutien. Après que HALO ait déminé ma ferme, j'ai enfin repris le contrôle de ma vie. Le fait de pouvoir marcher sans craindre de marcher sur une mine et de cultiver à nouveau du café a considérablement amélioré ma vie ».



Le projet a permis de neutraliser plus de 97 000 mètres carrés de terres dangereuses. En outre, 122 mines antipersonnel ont été détruites dans la seule ville d'Argelia. HALO prévoit de pouvoir déclarer l'ensemble de la municipalité « exempte de mines antipersonnel » d'ici le début de l'année 2023.



*Blanca Doly Giraldo (à gauche), bénéficiaire directe de l'activité de déminage de HALO, accompagnée de Zita Nazha, responsable des opérations, et d'Alejandro Quintana, superviseur principal des opérations, à Vereda El Rosario, Argelia, Antioquia.
Source : © HALO, Colombie, 2019*

En savoir plus sur ce thème

- [Examen provisoire de l'état d'avancement de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#) (en anglais seulement)

Prévention des conflits et consolidation de la paix

Au cours de la dernière décennie, les conflits violents se sont multipliés dans le monde entier. La prévention de ces conflits et l'instauration d'une paix durable sont essentielles à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Bien que la stimulation des économies et la réduction de la pauvreté soient également essentielles à la réalisation des ODD, elles ne suffisent pas à elles seules à instaurer une paix durable.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 met en évidence qu'il ne peut y avoir aucun développement durable sans paix, et pas de paix sans développement durable. Cette constatation se reflète dans l'[ODD 16](#), qui vise à promouvoir la paix, la gouvernance inclusive et la justice pour tous.



Engagements clés

Le Canada est déterminé à s'attaquer aux facteurs de conflit au moyen d'approches adaptées et intégrées favorisant l'égalité des genres. En outre, il continue d'assurer la participation cohérente et coordonnée des partenaires de l'aide humanitaire, du développement, et de la paix et de la sécurité. En favorisant l'inclusion politique, la sécurité, la justice et le respect des droits de la personne, le Canada a contribué à régler les griefs collectifs et les inégalités dans des situations de tensions croissantes, de conflits violents ou de transitions vers la paix et la stabilité.

Le Canada travaille avec divers partenaires locaux, régionaux, nationaux et internationaux, notamment avec la société civile, pour soutenir les capacités locales et nationales de consolidation de la paix. Faciliter la participation significative des femmes et des filles à ces efforts est essentiel pour construire une paix durable à long terme.

En 2021-2022, le Canada s'est engagé à fournir une aide internationale pour soutenir la prévention des conflits et la consolidation de la paix, en offrant notamment :

- un financement ciblé pour les organisations féminines locales, y compris un financement ciblé de 5 millions de dollars pour soutenir les femmes qui œuvrent à la construction de la paix au niveau local et les femmes dans les Forces canadiennes;
- une aide internationale de 138,9 millions de dollars pour promouvoir la paix et la stabilité dans les États fragiles et touchés par des conflits, y compris des initiatives particulières dans des pays tels que le Cameroun, la Colombie, le Burkina Faso, Haïti, l'Irak, le Mali, le Myanmar, le Soudan du Sud et l'Ukraine.

Point de mire sur les résultats

En janvier 2022, le Canada était le huitième plus important donateur au chapitre des contributions au budget de maintien de la paix des Nations Unies. En outre, il a été l'un des principaux donateurs de financement volontaire pour aider à améliorer et à réformer les opérations de paix des Nations Unies. Il a notamment appuyé la formation médicale, le développement du leadership, le renforcement des ressources linguistiques en français et le renforcement de l'expertise en matière d'égalité des genres.



En 2021-2022, les autres contributions du Canada à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- formation de 8 473 militaires policiers et civils (dont 1 214 femmes) aux compétences en matière de maintien de la paix qui comprennent l'égalité des genres et la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que l'exploitation et les abus sexuels;
- réalisation d'une évaluation rapide des besoins convocation d'experts et financement de programmes urgents en réponse au conflit dans la région du Tigré en Éthiopie notamment le financement rapide d'un rapport conjoint du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme sur les violations des droits de la personne;



- déploiement d'experts en justice sur l'égalité des genres pour enquêter sur les crimes de violence sexuelle et fondée sur le genre dans les zones de conflit comme l'Irak la République démocratique du Congo et le Yémen, documenter ces enquêtes et aider à traduire les auteurs en justice.



Initiatives clés sous les projecteurs

Reconnaître le rôle des femmes dans la consolidation de la paix

En février 2022, le Canada a organisé la première cérémonie de remise des prix Femmes, paix et sécurité (FPS). Le programme des prix FPS a été lancé en 2020 pour marquer le 20^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui constitue le fondement du programme FPS.

Le programme comporte deux volets :

- le Prix du leadership de la société civile, administré par Affaires mondiales Canada;
- le Prix recherche sur les femmes, la paix et la sécurité, administré par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

La cérémonie de remise des prix 2021 a été organisée par la ministre Joly et animée par l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, Jacqueline O'Neill. Elle a rassemblé plus de 120 participants de différentes régions et de différents secteurs. Sur le thème des « Femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix », le Prix du leadership de la société civile a été décerné à deux organisations de femmes autochtones : Tejido Mujer et Pauktuutit Inuit Women of Canada. Pauktuutit Inuit Women of Canada a été récompensée pour sa contribution significative à la promotion et à la protection des droits de la personne et de la sécurité des femmes et des filles inuites au Canada. L'organisation colombienne Tejido Mujer a été récompensée pour son travail de soutien à la participation des femmes autochtones aux processus décisionnels, de lutte contre la violence fondée sur le genre et de résistance pacifique continue au conflit armé dans la région colombienne du Cauca.

Le [prix de recherche sur les femmes, la paix et la sécurité](#), administré par le CRDI, fait la promotion d'une meilleure compréhension du rôle essentiel que jouent les femmes dans la prévention et la résolution des conflits et la consolidation de la paix après un conflit. Les premières lauréates de ce prix ont été la chercheuse Marsin Alshamary, dont les travaux ont porté sur le leadership des femmes irakiennes dans la politique officielle et dans la société civile, et deux chercheuses, Hafsa Afailal et Muzna Dureid, qui ont partagé un prix pour leurs travaux sur la sécurité numérique des femmes défenseuses des droits de la personne, militantes et artisanes de la paix en Syrie et au Yémen.

Prévenir la propagation de la haine

Au Mali, le projet financé par le Canada et mis en œuvre par [Search for Common Ground](#) a renforcé la résilience des communautés face à la désinformation dans les régions du nord et du centre du pays, afin d'améliorer la sécurité et de réduire le risque de conflit. En 2021-2022, le projet a organisé 14 forums communautaires qui ont rassemblé environ 750 personnes, dont des dirigeants communautaires et des autorités locales. Les participants ont discuté de la désinformation et de la manière dont elle contribue aux conflits intercommunautaires, à l'extrémisme et à l'érosion de la cohésion sociale. Ces forums ont contribué à renforcer la capacité des jeunes, des femmes et des autorités locales à communiquer de manière constructive et en tenant compte des séquelles des conflits afin de renforcer la paix et la stabilité au Mali.



Construire la paix par la réconciliation

En 2021-2022, le Canada a soutenu 66 projets de paix et de sécurité par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL). Au Soudan du Sud, les responsables du programme ont collaboré avec l'ONG locale Voice Post afin d'utiliser le savoir autochtone pour prévenir les conflits ethniques et plaider en faveur de la paix et de la réconciliation. Ce projet a réuni un large éventail d'intervenants de la communauté pour discuter de la manière de prévenir les conflits et de promouvoir la paix. Ces discussions ont alimenté les messages de paix et de réconciliation diffusés par les jeunes ambassadeurs dans les villages locaux ainsi qu'à l'occasion de trois concerts pour la paix.



Renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme et la criminalité

En 2021-2022, le [Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes \(PARCA\)](#) a continué de soutenir les efforts d'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans le secteur de la sécurité en Jordanie. Depuis 2017, le Canada a aidé les organismes du secteur de la sécurité à augmenter le nombre de femmes en uniforme de 2,2 % en moyenne. La représentation des femmes dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies a augmenté de plus de 3 % depuis 2018. En outre, les forces armées jordaniennes et la Direction de la sécurité publique ont adopté une stratégie d'intégration des considérations liées à l'égalité des genres pour 2020-2025.

L'année dernière, le programme a permis une participation significative des femmes à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ainsi qu'à la consolidation de la paix aux niveaux national et régional. Par exemple, grâce au soutien apporté au partenaire de la société civile Madrasati, 400 élèves et 95 parents, dont plus de la moitié étaient des femmes et des filles, et près de 900 membres du personnel scolaire ont été sensibilisés à l'extrémisme violent, aux stéréotypes fondés sur le genre et aux stratégies de prévention de la radicalisation.

En savoir plus sur ce thème

- [Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité](#)
- [Programmes d'aide au renforcement des capacités en sécurité](#)
- [Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)
- [Chaîne YouTube d'Affaires mondiales Canada](#)

Réponse à la COVID-19 et reprise

Le Canada reconnaît que la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités et inversé les progrès du développement, en particulier pour les femmes et les enfants.



Tout au long de la pandémie, le Canada est resté déterminé à faire face à ses répercussions dévastatrices sur la santé, la société, l'économie et la sécurité des populations du monde entier.

L'intervention du Canada s'est notamment concentrée sur les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées de la planète. En outre, elle a pris en compte les besoins différents des femmes et des filles, tel qu'ils sont définis dans la Politique d'aide internationale féministe du Canada.



Engagements clés

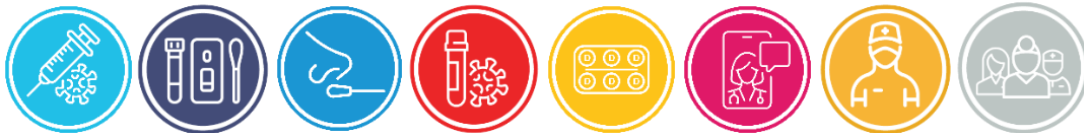
En 2021-2022, le Canada a dépensé plus de 566 millions de dollars en aide internationale pour répondre à la COVID-19.

Cette aide comprenait :

- l'allocation de 465 millions de dollars à l'Accélérateur ACT pour les vaccins, les thérapies, les diagnostics et la réponse des systèmes de santé;
- environ 101 millions de dollars alloués aux programmes d'aide humanitaire et d'aide au développement afin de répondre aux besoins immédiats créés par la pandémie;
- l'engagement de donner l'équivalent d'au moins 200 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 au niveau international.

Depuis le début de la pandémie et jusqu'en mars 2022, le Canada a alloué plus de 2,7 milliards de dollars d'aide internationale pour faire face aux répercussions de la COVID-19. Ce montant comprend plus de 1,3 milliard de dollars pour l'Accélérateur ACT et près de 1,4 milliard de dollars pour soutenir les programmes d'aide humanitaire et d'aide au développement.

Point de mire sur les résultats



En 2021-2022, la réponse du Canada à la COVID-19 a permis d'obtenir des résultats significatifs :

- envoi de plus de 1,4 milliard de doses de vaccins à 145 pays et territoires par l'intermédiaire du mécanisme COVAX, dont environ 1,2 milliard a été affecté au Mécanisme de garantie de marchés pour les participants à revenu faible et moyen inférieur;

- don de l'équivalent de plus de 125 millions de doses de vaccin au mécanisme COVAX;

- partage de plus de 760 000 doses de vaccin d'AstraZeneca dans le cadre d'ententes bilatérales directes avec des pays d'Amérique latine et des Caraïbes;

- soutien qui a permis dans le cadre de l'Accélérateur ACT d'acheter plus de 167 millions de tests de dépistage de la COVID-19 pour les pays à revenus faibles et moyens et en livrant plus de 40 millions de comprimés de dexaméthasone à 47 pays;

- [collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la Santé](#) pour fournir un accès à plus de 895 000 doses de vaccin aux populations vulnérables en Colombie, en Guyane et aux Bahamas;

- offre d'une formation sur la santé et la communication interculturelles à 80 jeunes et 32 femmes dirigeantes en Colombie, afin de les aider à diffuser des messages de prévention et de promotion de la santé au sein de leurs communautés.



Initiatives clés sous les projecteurs

Grâce au financement du Canada, le projet de CODE sur l'[Enseignement à distance en situation de crise](#) au Libéria et en Sierra Leone a appuyé la formation continue lorsque les écoles ont dû fermer leurs portes en raison de la crise de la COVID-19. Le projet a permis d'aider 46 000 ménages depuis juillet 2020 en utilisant la radio pour promouvoir l'alphabétisation continue. Ces leçons radiophoniques comportaient des éléments interactifs innovants qui ont permis aux enfants de maintenir leur engagement et de rester enthousiastes à l'idée d'apprendre. En outre, le projet a renforcé l'implication des parents, qui ont été nombreux à écouter la radio avec leurs enfants, ce qui a motivé les élèves à maintenir leur engagement.

Lorsque la COVID-19 a interrompu la plupart des voyages internationaux et nationaux, les administrations fiscales et les organisations du monde entier ont cherché des moyens novateurs de poursuivre leurs efforts de renforcement des capacités fiscales. Grâce à la Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales (KSPTA), l'Agence du revenu du Canada (ARC) a aidé toutes les juridictions participantes et les organisations internationales et régionales à passer rapidement d'activités en personne à des activités virtuelles. Grâce à cette plateforme, l'ARC a offert des formations virtuelles à des publics du monde entier. En outre, l'Agence a accueilli un réseau mondial de fonctionnaires des impôts de plus de 100 pays afin de partager des initiatives d'urgence ainsi que des plans de continuité et de reprise des activités en réponse à la COVID-19.

Fournir des formations et des fournitures essentielles pendant la pandémie

En 2021-2022, le soutien du Canada au [Partenariat pour l'éducation en soins infirmiers pédiatriques](#) avec SickKids au Ghana a permis d'offrir une formation à la COVID-19 à plus de 21 000 travailleurs de la santé. Le projet a permis de distribuer près de 150 000 articles d'équipement de protection individuelle à l'établissement de santé du Ghana College of Nurses and Midwives. En outre, les activités de sensibilisation à la santé publique et d'engagement communautaire menées par le Canada pour lutter contre la désinformation sur la COVID-19 au Ghana ont touché près de 60 000 personnes, en particulier des femmes enceintes et des jeunes filles.

Au Bangladesh, l'action du BRAC [Entente de partenariat stratégique](#) a permis à plus de 21 millions de personnes à faible revenu de recevoir des masques et d'améliorer leur santé. Cette aide a :

- fourni à 1,8 million de personnes des services de santé complets, y compris en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs;
- aidé environ 186 000 élèves (plus de 94 800 filles et plus de 2 800 apprenants handicapés) à s'inscrire dans des établissements scolaires du primaire et du secondaire (premier et deuxième cycles) ainsi que dans des établissements d'enseignement postsecondaire;
- fourni des conseils et une aide juridique à plus de 26 200 femmes victimes de violence fondée sur le genre.

Cette année seulement, le Canada a contribué à fournir plus de 9,2 millions d'articles d'équipement de protection individuelle à six États membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, au secrétariat de l'ANASE et au Centre de coordination de l'ANASE pour l'aide humanitaire et la gestion des catastrophes. Cette donation s'inscrit dans le cadre du partenariat Canada-ANASE visant à atténuer les menaces biologiques dans la région. Elle s'aligne également sur l'engagement du Canada à renforcer la capacité de la région à contrer les menaces biologiques, y compris celles résultant de la pandémie de COVID-19.





Jeanette Stovel, Haute Commissaire au Brunéi Darussalam, recevant les envois d'équipement de protection individuelle (EPI).

Source: © [Compte Twitter](#) du Canada au Brunéi

En mai 2021, les Forces armées canadiennes (FAC) ont transporté vers l'Inde des fournitures médicales dont le pays avait grand besoin en réponse à une épidémie dévastatrice de COVID-19. Les fournitures ont été acheminées par deux vols CC-150 Polaris de l'Aviation royale canadienne. En juin 2021, les FAC ont transporté des fournitures médicales au Népal et au Pakistan. Ils ont apporté au Népal :

- 27 ventilateurs;
- près de 1 900 blouses d'hôpital;
- plus de 15 000 écrans faciaux;
- de l'équipement de protection individuelle (EPI).

Ces envois ont également permis de fournir au Pakistan 162 ventilateurs, y compris trois ensembles de produits consommables par unité.

Soutenir les systèmes de santé en temps de crise

En 2021-2022, le Canada a continué de collaborer avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour mettre en œuvre le connecteur des systèmes de santé et de la réponse du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (l'Accélérateur ACT). Grâce au soutien du Canada pour ce programme, l'Accélérateur ACT a aidé 73 pays à cerner les goulots d'étranglement des systèmes de santé qui affectent la prestation des services liés à la COVID-19 et à les résoudre. Ceci a été réalisé grâce aux activités suivantes :

- la budgétisation de la réponse à la COVID-19;
- le déploiement d'une main-d'œuvre de réserve avec des pratiques renforcées de prévention et de contrôle des infections;
- l'utilisation de la gestion intégrée des données;
- l'amélioration des communications sur les risques et la participation des communautés.

L'année dernière, le Canada a collaboré avec l'OMS pour aider dix pays cibles à fournir des services de santé essentiels et à renforcer les soins de santé primaires axés sur l'équité dans le contexte de la réponse à la pandémie de COVID-19 et de la reprise post-



pandémique, en plus d'élaborer un plan stratégique de préparation et de réponse à la COVID-19 pour l'ensemble de l'Afrique.

Avec le soutien du Canada, UNICEF a rapidement développé la nouvelle [Usine de production d'oxygène en boîte](#) au cours de l'année écoulée. Ces systèmes contribueront à répondre au besoin urgent d'oxygène médical dans les établissements de soins de santé qui ne répondent pas actuellement aux normes de l'OMS, en permettant aux bénéficiaires de fournir de l'oxygène simultanément à 50 patients atteints de COVID-19. En 2021-2022, le financement du Canada a permis à UNICEF d'acheter 32 usines de production d'oxygène en boîte pour 22 pays.

En réponse à la pandémie, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a continué de financer l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin qu'elle fournisse des services médicaux liés à la COVID-19 avant le départ de tous les réfugiés qui se réinstallent au Canada. Ces services comprenaient des :

- tests
- services d'isolement
- bilans de santé avant l'embarquement
- vaccinations, le cas échéant

Améliorer la collecte de données pour mieux comprendre les effets de la pandémie

En 2021-2022, Statistique Canada a participé à plusieurs initiatives visant à améliorer les activités de collecte et de communication de données relatives aux données inclusives. Par exemple, le Ministère a participé au groupe directeur de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur les statistiques liées au genre afin d'élaborer des orientations sur la mesure des répercussions de la pandémie sur les hommes et les femmes. Il sera ainsi possible de fournir des lignes directrices qui amélioreront notre compréhension des répercussions sexospécifiques de la COVID-19.

Histoires de changement

Aider les élèves des communautés rurales de l'Inde à rester à l'école

La pandémie de COVID-19 a fortement touché les populations vulnérables de l'Inde rurale et a créé des obstacles à l'éducation continue des enfants de ces communautés. Avec le soutien du Canada, [SOPAR-Bala Vikasa](#) s'est efforcé de maintenir les enfants des zones rurales de l'Inde à l'école en améliorant les mesures de sécurité liées à la COVID-19.

L'organisation a contribué à faire des écoles de l'Inde rurale un lieu plus sûr pour les enfants en mettant en place des mesures de protection, de surveillance et d'hygiène. Elle a notamment fourni des thermomètres infrarouges permettant de vérifier la température corporelle avant l'entrée des élèves dans les écoles, de distributeurs automatiques de désinfectant et de stations de lavage des mains actionnées par les pieds. L'organisation a fourni des renseignements sur la COVID-19 et a contribué à la mise en place de comités d'élèves chargés de veiller au respect des mesures de sécurité.

Quinze jours seulement après le lancement du programme, la fréquentation scolaire a augmenté de 85 %. Au total, plus de 69 000 élèves ont bénéficié des mesures de lutte contre la COVID-19 mises en place grâce au soutien du Canada.





*Distribution de matériel de prévention de la COVID-19 à des écoles publiques.
Source : © Bala Vikasa, Inde, 2022*



Le Canada au travail dans le monde : l'aide internationale en action

Le Canada a une fière tradition de contribution à la création d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus inclusif, où l'égalité des genres et les droits de la personne sont protégés pour tous. Nous réalisons ces objectifs grâce à nos programmes d'aide internationale.

La [Politique d'aide internationale féministe du Canada](#) (PAIF) reste au cœur de ce travail. Nous savons que notre monde sera plus prospère, plus pacifique et plus sûr lorsque les droits des femmes et des filles dans toute leur diversité seront respectés et que les femmes auront une part active égale au sein de leurs communautés. La section suivante présente des exemples de projets et de résultats qui s'inscrivent clairement dans les domaines d'action de la PAIF.



Source : © Raphael Mnanka, Tanzania Youth Health and Development Organisation (TAYOHADO)

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Les inégalités entre les hommes et les femmes restent un problème omniprésent dans la société actuelle, en particulier dans certaines parties du monde. Ces dernières années, de multiples crises et revers ont exacerbé encore davantage la discrimination, la violence sexuelle et fondée sur le genre et la marginalisation socioéconomique auxquelles sont confrontées les femmes, les jeunes filles et les personnes de diverses identités de genre. Par exemple, le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan en 2021 a eu des répercussions dévastatrices sur les droits et les libertés des femmes et des jeunes filles.

Au cours de l'année écoulée, le Canada a continué à travailler avec ses partenaires pour éliminer les obstacles à la réalisation de l'égalité des genres par les actions suivantes :

- aborder la question de la violence sexuelle et fondée sur le genre et les pratiques nuisibles, par exemple les mariages d'enfants, précoces et forcés, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision;
- soutenir et renforcer les organisations et mouvements locaux de défense des droits des femmes;
- appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, qui se fondent sur des données probantes.



Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi 200 millions de dollars dans l'aide internationale afin de déployer les efforts ciblés suivants :

- lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre;
- renforcer les organisations de défense des droits des femmes;
- appuyer l'élaboration de politiques et la prestation de programmes visant l'égalité des genres.

De ce montant, 198,7 millions de dollars correspondent à l'aide publique au développement.

Ces investissements ont contribué aux engagements pluriannuels suivants :

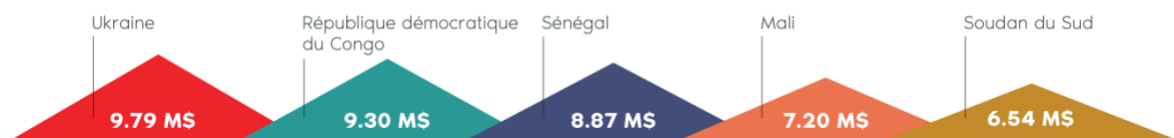
- fournir 150 millions de dollars sur 5 ans à l'initiative « Voix et leadership des femmes » pour soutenir les organisations locales de femmes qui font progresser les droits des femmes et l'égalité des genres;
- allouer 700 millions de dollars par an, d'ici 2023-2024, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, y compris l'élimination de la violence sexuelle et fondée sur le genre et des pratiques néfastes.

Si l'on tient compte des efforts déployés dans tous les domaines d'action du programme de développement, la quasi-totalité (99 %) de l'aide bilatérale au développement international du Canada au cours de la période couverte par le présent rapport a visé l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres ou a permis de les intégrer.

La réalisation de l'égalité des genres est un élément fondamental du Programme 2030, et se reflète directement dans l'**ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles**, ainsi que dans tous les autres objectifs de développement durable. Elle est au cœur de la Politique d'aide internationale féministe.

Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES



En 2021, le Canada est le donateur du CAD de l'OCDE qui a consacré la plus grande part de son aide publique au développement bilatérale à l'égalité des genres. En 2021-2022, ces investissements ont contribué à l'obtention des résultats suivants :



- atteindre plus de 42 millions de personnes (14 858 399 femmes, 10 568 352 hommes et 16 857 202 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) grâce à des projets visant à prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés et les mutilations génitales des femmes et l'excision, d'y répondre et d'y mettre un terme;



- fournir 89 millions de dollars pour soutenir et renforcer des organisations et mouvements de défense des droits des femmes;
- aider plus de 1 800 organisations et réseaux de femmes à renforcer leur capacité à faire progresser les droits des femmes et l'égalité des genres.

Initiatives clés sous les projecteurs

Démontrer le leadership du Canada au Forum Génération Égalité


Lors du Forum Génération Égalité en juillet 2021, le Canada a pris une série d'engagements politiques et financiers pour faire progresser l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Le premier ministre a annoncé 180 millions de dollars de nouveaux investissements dans l'aide internationale. Bien que les initiatives financées par cet engagement n'en soient qu'à leurs débuts, certaines donnent déjà des résultats. Par exemple, le projet [L'égalité des genres en politique](#), doté de 2 millions de dollars et mis en œuvre par l'Union interparlementaire, renforce la capacité des femmes parlementaires à contribuer à la prise de décisions législatives et politiques à Djibouti, au Mali, en Mauritanie, au Myanmar, en Sierra Leone et en Tanzanie. En outre, le projet aide les parlements de ces pays à cerner les lois discriminatoires.

Travailler avec des partenaires internationaux et locaux pour éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre

En 2021-2022, le Canada a poursuivi ses efforts pour prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Il a notamment aidé les partenaires à fournir des services complets, à promouvoir des normes sociales positives et à renforcer la responsabilité en veillant à la mise en œuvre des lois et des politiques relatives à la violence sexuelle et fondée sur le genre. Par exemple, le soutien du Canada au programme mondial Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)-UNICEF pour mettre fin aux mariages d'enfants a permis à 865 écoles de dispenser un enseignement de qualité, sûr et respectueux de l'égalité des genres. En outre, ce financement a permis à près de 16 millions de membres de la communauté de participer à des dialogues et à des séances d'apprentissage sur les thèmes suivants :

- égalité des genres;
- alternatives aux mariages d'enfants;
- droits des adolescentes;
- importance de s'attaquer aux masculinités néfastes.

Le Programme mondial est actif dans 12 des pays où la prévalence du mariage d'enfants est la plus élevée : Bangladesh, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Inde, Mozambique, Népal, Niger, Sierra Leone, Ouganda, Yémen et Zambie.



En 2021-2022, le Canada a soutenu plus de 1 800 organisations et réseaux de défense des droits des femmes, y compris des groupes de lesbiennes, de bisexuels, de transgenres, de queers et de personnes intersexués (LBTQI+).

En 2021-2022, [CAUSE Canada et CAUSE Canada Sierra Leone](#), avec le soutien du [Fonds pour l'innovation et la transformation](#), ont travaillé à l'éradication des mariages d'enfants en Sierra Leone. Ce projet a permis de sensibiliser les hommes à la recherche de filles à épouser aux conséquences négatives du mariage d'enfants, de former les leaders de la communauté, de renforcer les capacités des défenseurs et d'organiser des événements au sein de la communauté. Des données ont été collectées sur le nombre de mariages évités par rapport aux mariages qui ont eu lieu malgré l'intervention. Les résultats indiquent que 127 mariages d'enfants ont été annulés dans les districts de Koinadugu et Falaba, dans la province septentrionale de la Sierra Leone. En effet, les mariages d'enfants dans les régions ciblées ont diminué de 92 à 95 % grâce à ce projet.



Grâce au soutien du Canada, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a touché 260 587 femmes et filles dans 68 pays et territoires. Parmi elles, 65 718 femmes et filles ont eu recours à des services de soutien spécialisés pour mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre et la prévenir. Ce soutien a permis à 19 748 femmes et filles d'accéder à une aide juridique gratuite dans le cadre d'actes de violence sexuelle et fondée sur le genre.



L'année dernière, le Canada a continué à renforcer l'accès des filles à la justice en finançant le projet [Soutenir la formation de 160 filles policières pour mettre fin aux viols d'enfants au Kenya](#). Dirigé par Equality Effect, le projet soutient les enquêtes efficaces et fondées sur les droits dans les cas de viols d'enfants. En 2021-2022, 99 instructeurs et plus de 148 agents supérieurs de la police nationale kenyane ont été formés pour enquêter efficacement sur ces affaires. Ces agents supérieurs formés ont ensuite pu dispenser une formation à 31 000 membres actifs de la police nationale kenyane. En outre, plus de 135 filles et garçons de 9 écoles ont participé à des « clubs de justice virtuelle ». Ces clubs renforcent la confiance en soi de leurs membres, leurs compétences en matière de leadership et leur connaissance des droits de la personne, afin de leur donner les moyens d'agir contre les viols d'enfants.

Le financement par le Canada du projet [Plan pour les filles](#) au Bénin et au Cameroun, mis en œuvre par Plan International Canada, a permis aux adolescentes et aux jeunes femmes de prendre des décisions concernant leurs droits. En 2021-2022, le projet a organisé des activités de sensibilisation sur le mariage forcé, le viol, les droits des femmes et l'éducation sexuelle des jeunes. Ce projet a aidé les adolescentes à définir leurs priorités et à élaborer des plans d'action. Trente-deux organisations ont ensuite fourni de nouvelles ressources ou des programmes pour aider les filles à mettre en œuvre ces plans. En outre, en créant des groupes de « champions du changement », le projet a rassemblé plus de 12 500 jeunes filles et garçons pour déconstruire les normes et les inégalités de genre.

En 2021-2022, le Canada a continué à soutenir l'initiative [Justice sensible au genre et aux droits des femmes au Guatemala](#). Cette initiative a contribué à deux verdicts qui font jurisprudence dans des affaires de violences sexuelles perpétrées par des enseignants à l'encontre de jeunes filles autochtones. En attirant l'attention des médias sur la question de la violence sexuelle et fondée sur le genre et en encourageant des changements de politique dans le traitement de ces types de crimes, le projet a contribué à donner aux femmes et aux filles autochtones les moyens de dénoncer ces cas.

Faire la différence grâce au programme Voix et Leadership des Femmes

Par l'entremise du [programme Voix et Leadership des Femmes \(VLF\)](#), le Canada a fourni un financement souple et un renforcement des capacités à plus de 900 organisations et réseaux de défense des droits des femmes dans plus de 30 pays et régions en développement. Ce financement a permis à ces organisations de se concentrer sur les questions les plus importantes pour leurs communautés.



En Ukraine, un partenaire local du programme VLF a défendu efficacement les droits reproductifs des femmes en rendant les normes éthiques des institutions médicales accessibles afin de fournir une aide appropriée aux femmes et aux filles handicapées. Suite à l'invasion illégale et non provoquée de l'Ukraine par la Russie, le projet a octroyé des sous-subsidies de réponse rapide pour aider les organisations partenaires de la société civile à travers l'Ukraine à répondre aux besoins urgents, tels que la fourniture d'abris, le soutien psychosocial, la nourriture, l'hygiène et les médicaments.

Le programme Voix et leadership des femmes au [Soudan du Sud](#) a renforcé les capacités de défense des intérêts et le leadership des partenaires et des membres du réseau dans les mécanismes de prise de décisions concernant l'aide humanitaire, les femmes, la paix et la sécurité. Avec le soutien du Canada, les membres du réseau ont surveillé la mise en œuvre des politiques afin de s'assurer que



35 % des représentants dans les organes de gouvernance, tant au niveau des États qu'au niveau national, étaient des femmes.

En 2021-2022, le partenaire du VLF-[Région des Caraïbes](#) Women's Empowerment-Change a formulé une recommandation politique contre la criminalisation de l'avortement au Comité mixte jamaïcain sur la *Loi relative aux infractions contre la personne*. Women's Empowerment-Change s'est associée à d'autres organisations de la société civile pour fournir un soutien dans le cadre de la COVID-19 aux communautés touchées en Jamaïque et pour mettre en place une ligne d'aide pour les femmes LGBTQ+ qui ont besoin de solidarité et de soutien en matière de santé mentale. Au Belize, VLF-Région des Caraïbes a soutenu PETAL, une organisation qui plaide en faveur de modifications de la *Loi sur la violence domestique* du pays qui soient neutres du point de vue du genre et inclusif pour les personnes LGBTQI.

Soutien aux organisations et mouvements de défense des droits des femmes

Depuis sa création en 2019, le [Fonds Égalité](#) a accordé, directement ou indirectement, 14,5 millions de dollars à environ 150 organisations de défense des droits des femmes dans les pays en développement. Le Fonds a notamment alloué 8,6 millions de dollars en 2021-2022 pour financer 34 organisations de défense des droits des femmes et 24 fonds pour les femmes.

L'année dernière, le Canada a collaboré avec d'autres organisations de défense des droits des femmes et les a soutenues dans le cadre d'initiatives diverses. Par exemple, le Canada s'est associé à ParlAmericas et à l'organisation Caribbean Women in Leadership pour réaliser le projet [Renforcer les organisations de femmes pour soutenir le leadership politique des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes](#). Grâce à ce projet, 160 organisations et réseaux de défense des droits des femmes ont bénéficié de mesures de renforcement des capacités et d'un renforcement institutionnel. Après avoir participé au programme Young Women in Leadership, mis en œuvre en partenariat avec le Parlement d'Antigua-et-Barbuda, 14 jeunes femmes ont déclaré avoir pris des mesures concrètes pour devenir des dirigeantes dans leurs communautés locales.

En 2021-2022, le projet de [Soutien aux organisations syriennes de défense des droits des femmes](#) a apporté un soutien organisationnel, technique et thématique au renforcement des capacités de trois organisations partenaires de défense des droits des femmes basées au Liban et en Turquie. Ces groupes ont renforcé la capacité de 60 organisations syriennes de défense des droits des femmes à promouvoir les droits des femmes et à faire progresser le renforcement du pouvoir des femmes et l'égalité des genres en Syrie. En outre, le projet a renforcé les liens, les échanges et les réseaux entre les initiatives et les groupes locaux en Syrie et avec les organisations de défense des droits des femmes dans d'autres zones de conflit telles que l'Irak, les Balkans occidentaux et le Caucase du Sud.

Histoires de changement

Aider les femmes autochtones du Guyana à protéger leurs terres

Le projet [Voix et leadership des femmes - Région des Caraïbes](#) apporte un soutien pluriannuel au mouvement des femmes Wapichan au Guyana. Il permet ainsi aux femmes autochtones de jouer un rôle plus important dans la protection de leurs terres et de leurs ressources naturelles, dans la préservation de leur identité culturelle et dans la résolution des problèmes sociaux qui affectent leurs droits.

Par exemple, le projet a permis à Immaculata Casimero, une dirigeante de la nation Wapichan, de défendre les droits des femmes autochtones lors de la COP26. Lors de la conférence, elle a expliqué comment les changements climatiques affectent les terres où vivent 21 communautés autochtones du Guyana.



Lors de la réunion, elle a expliqué comment l'absence de réglementation gouvernementale en matière d'activités minières entraîne les répercussions suivantes :

- déboisement;
- inondations;
- rendements agricoles plus faibles;
- augmentation de l'insécurité alimentaire.

Pour remédier à ces problèmes, son organisation plaide en faveur de la justice climatique et s'emploie activement à obtenir la propriété et le contrôle légal de ces terres.

En participant au caucus autochtone à la COP26, Immaculata a souligné l'importance d'intégrer les organisations dirigées par des femmes et les mouvements féministes dans toutes les stratégies de financement de lutte contre les changements climatiques.

« Je ne cesse de dire aux chefs de communautés que lorsque les dirigeants gouvernementaux viennent dans nos communautés, nous devons leur demander ce qui arrive à nos terres. Et si les hommes ne peuvent pas le faire, alors les femmes le feront ».



Immaculata Casimero, de la nation Wapichan du Guyana, est une dirigeante autochtone qui donne des moyens d'action aux femmes de sa communauté. Photo prise lors de la COP26.

Source : © Agence de presse des Nations Unies / Laura Quiñones

Donner aux adolescentes les moyens de mettre fin aux mariages d'enfants au Bangladesh

Même avant la pandémie, l'incidence des mariages d'enfants était très élevée au Bangladesh. En raison de la COVID-19, de nombreuses familles ont connu des difficultés économiques et ont tenté de marier leurs jeunes filles pour survivre. Le soutien du Canada au projet d'Inter Pares [Interventions stratégiques pour stimuler la santé et les droits sexuels et reproductifs](#) a permis de sensibiliser le public aux dangers de ces pratiques.

Nijera Kori, un partenaire local du projet, a travaillé avec des adolescentes et des femmes pour créer des graffitis dans les espaces publics afin de diffuser des messages contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et le mariage d'enfants. Une jeune fille de 14 ans nommée Trisha (pseudonyme) est tombée sur le graffiti « Stop Child Marriage-Right Now! » (Arrêtez le mariage d'enfants - Maintenant!) devant le bureau de Nijera Kori. Ce message lui a donné le courage de dire au personnel de Nijera Kori que ses parents voulaient la marier contre son gré.

Avec le consentement de la jeune fille, l'organisation a informé les autorités locales et envoyé des agents administratifs au domicile de sa famille et à celui du futur marié pour les avertir des



conséquences d'autoriser un mariage d'enfants. En conséquence, les parents de Trisha ont signé un accord stipulant qu'elle n'était pas obligée de se marier.



Nijera Kori, partenaire local de mise en œuvre d'Inter Pares, a réalisé un graffiti pendant les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le genre.
Source : © Nijera Kori / Inter Pares, Bangladesh, 2021

Donner aux femmes et aux filles autochtones du Népal les moyens de défendre leurs droits

Grâce au soutien du Fonds canadien d'aide aux initiatives locales au Forum national des femmes autochtones, le Canada renforce les capacités des femmes et des filles autochtones au Népal. En 2021-2022, le projet a permis d'organiser des séances de formation qui ont renforcé les compétences en leadership des femmes et des filles autochtones marginalisées et les ont aidées à mieux défendre leurs droits.

Grâce à ce projet, plus de 160 femmes et filles autochtones ont pu :

- améliorer leurs connaissances sur leurs droits;
- apprendre à accéder aux ressources locales;
- construire et renforcer leurs réseaux;
- apprendre à mieux cerner les violations des droits.



La formation les a également aidées à trouver des solutions à des problèmes communs tels que l'inaccessibilité des terres, les mariages d'enfants et la perte des langues et des pratiques autochtones.



Des femmes et des filles autochtones participent à des formations pour renforcer leurs compétences en matière de leadership et mieux défendre leurs droits.

Source : © National Indigenous Women Forum (NIWF), Népal

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#)
- [Évaluation formative du programme Voix et leadership des femmes](#)
- [Digna](#)





Source : © Kennedy Musyoka / Amref Health Africa, Kenya

Santé mondiale, santé et droits sexuels et reproductifs, et nutrition

Des centaines de millions de personnes dans le monde n'ont pas accès aux soins de santé essentiels et à des aliments nutritifs. L'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies de « ne laisser personne de côté », ainsi que les objectifs de l'ODD 2 : Faim « Zéro » et de l'ODD 3 : Bonne santé et bien-être soulignent l'importance de garantir l'accès aux services de santé et à la nourriture.



La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités en matière de santé en perturbant l'accès aux services de santé vitaux, en particulier pour les femmes et les adolescentes. En outre, la prévalence des problèmes de santé mentale a augmenté dans le monde entier au cours des trois dernières années. L'espérance de vie dans le monde a diminué au cours de cette période et les progrès réalisés dans la lutte contre des maladies telles que le VIH, la tuberculose et le paludisme ont été compromis. La pandémie a mis en évidence la nécessité d'intégrer la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) dans tous les plans afin de renforcer les systèmes de santé.

Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi 1 824 millions de dollars dans l'aide internationale pour la santé mondiale, la santé et les droits sexuels et reproductifs et les initiatives en matière de nutrition, dont 1 824 millions de dollars au titre de l'aide publique au développement.

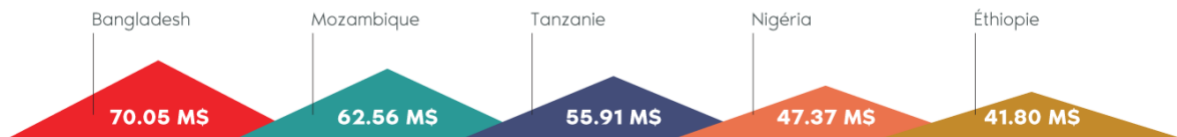
En juin 2019, le Canada s'est engagé sur dix ans à augmenter son financement de la santé mondiale afin qu'il s'élève à 1,4 milliard de dollars par an d'ici 2023. Cet investissement contribue à améliorer la santé des femmes, des enfants et des jeunes dans le monde entier. La moitié de cet investissement soutient directement la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), ainsi que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

En 2021-2022, dans le cadre de l'engagement décennal en faveur de la santé et des droits mondiaux, le Canada a investi près de 1,3 milliard de dollars en aide internationale dans des initiatives de santé et de droits mondiaux, dont 695 millions de dollars pour la santé mondiale et 561 millions de dollars pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). En outre, le Canada a fourni 465 millions de dollars pour soutenir et protéger l'accès aux services de santé de base et aux services de santé sexuelle et reproductive dans le cadre de sa réponse à la COVID-19. Ce financement a contribué à améliorer la santé des populations vulnérables et des personnes marginalisées.



Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR LA SANTÉ MONDIALE, LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS, ET LA NUTRITION



En 2021-2022, l'aide du Canada, combinée à celle d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'obtention des résultats supplémentaires ci-après.

Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)

- Fournir des avortements sûrs et des soins post-avortement à 47 185 femmes dans 18 pays par l'intermédiaire de 15 projets.
- Fournir des services de planification familiale à 3 354 492 millions de femmes et 177 821 hommes dans 28 pays dans le cadre de 29 projets.
- Prévenir 5 433 562 millions de grossesses non désirées et sauver la vie de 14 490 femmes et 99 987 enfants.

Nutrition

- Fournir des programmes nutritionnels communautaires à 121 108 femmes, 30 081 hommes et 242 007 adolescents dans 4 pays par l'intermédiaire de 7 projets.
- Fournir des conseils nutritionnels à plus de 785 000 adultes dans 15 pays par l'intermédiaire de 15 projets.
- Fournir deux doses annuelles de vitamine A à plus de 167 millions d'enfants et prévenir plus de 105 000 décès d'enfants et 730 000 cas de retard de croissance.

Services de santé

- Fournir des soins prénatals à 1 422 399 femmes dans 18 pays par l'intermédiaire de 23 projets.
- Fournir des accouchements plus sûrs à 977 071 femmes dans 18 pays par l'intermédiaire de 21 projets.
- Fournir des soins postnatals à 1 069 100 femmes dans 12 pays par l'intermédiaire de 14 projets.



Initiatives clés sous les projecteurs

Soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescents

Le [projet Améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescents en Éthiopie](#), mené par l'association Canadian Physicians for Aid and Relief in Ethiopia, a permis d'améliorer l'accès et la sensibilisation aux principaux services de santé et de droits sexuels et reproductifs et aux services de lutte contre la violence fondée sur le genre. En 2021-2022, le projet a permis d'offrir une formation sur l'égalité des genres et la santé sexuelle et reproductive à 265 dirigeants communautaires de premier plan. Il a permis de supprimer les obstacles rencontrés par les femmes et les adolescentes dans l'accès aux services de santé. Il a également permis de former 100 travailleurs de la santé à l'identification, au diagnostic et à l'orientation des cas de fistule obstétricale.

En 2021-2022, le projet [Aucune femme ou fille laissée pour compte](#), mené par Partners In Health Canada, a fourni aux adolescentes d'Afrique des services de santé sexuelle et reproductive sensibles au genre et fondés sur les droits. Grâce à ce projet, plus de 1 400 adolescentes au Malawi et plus de 2 000 adolescentes en Sierra Leone ont reçu une éducation en matière de planification familiale. Ces chiffres représentent une augmentation de 35 % et de 104 % respectivement par rapport à l'année précédente. La clinique Adolescent and Youth Friendly Services en Sierra Leone a enregistré plus de 3 510 visites en 2021-2022, soit une augmentation de 363 % par rapport à l'année précédente.

[Humanité et Inclusion Canada](#) a poursuivi son travail pour améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive dans certaines régions d'Afrique, en mettant l'accent sur les femmes et les adolescentes ainsi que sur les personnes vivant avec un handicap. En 2021-2022, le nombre d'adolescentes ayant utilisé les centres de santé pour ces services a augmenté de plus de 6 000 en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et de plus de 3 500 au Togo. Le projet a permis d'augmenter le nombre de jeunes qui viennent au centre pour obtenir des services de contraception. Par exemple, le nombre de nouveaux utilisateurs a doublé en Côte d'Ivoire et plus que quadruplé au Sénégal. Au Togo, 3 000 nouveaux utilisateurs ont bénéficié de ces services.

Dans le cadre du projet [Promotion des droits sexuels et reproductifs des adolescents au Honduras \(DEREJUV\)](#), le Canada a aidé 32 établissements de santé publique à fournir des services de santé sexuelle et reproductive à plus de 280 000 adolescents au cours de l'année écoulée. Le projet a développé des partenariats stratégiques avec des institutions de première importance telles que les ministères de la Santé et de l'Éducation, et l'Association hondurienne des municipalités. Il a contribué à prévenir les grossesses chez les adolescentes en coordonnant les efforts des principaux intervenant aux niveaux local et national.

En Bolivie, Plan International Canada a continué à réduire les grossesses chez les adolescentes et les mariages précoces en contribuant au [projet ARRIBA](#). Ce projet offre aux jeunes femmes et hommes une formation sur les droits sexuels et reproductifs et sur la dénonciation du viol ou de l'utilisation du mariage d'enfants comme moyen d'échapper à la pauvreté. À ce jour, le projet a permis à plus de 4 500 adolescents de bénéficier d'une éducation de pair-à-pair et a formé quelque 2 100 chefs traditionnels à la promotion de l'égalité des genres et de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à la protection contre la violence fondée sur le genre au sein de leurs communautés.

Élaborer des approches novatrices durant la pandémie de COVID-19

Bien que la pandémie ait créé des difficultés dans la mise en œuvre des programmes de développement, elle a offert des possibilités d'innovation. Par exemple, le projet [Avancement de la santé et les droits sexuels et reproductifs \(SDSR\) pour tous en Indonésie \(BERANI\)](#), mené en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et UNICEF, a créé un réseau de jeunes



influenceurs et des plateformes numériques dirigées par des jeunes qui ont produit du contenu lié aux droits sexuels et reproductifs. En utilisant des méthodes innovantes, telles que les stories Instagram et des robots conversationnels LINE, le projet a touché plus de 600 000 jeunes, soit trois fois plus qu'en 2020-2021. Ces plateformes ont permis de combler les principales lacunes des jeunes en matière d'accès à une éducation sexuelle complète. En outre, elles ont renforcé la sensibilisation et les programmes communautaires visant à prévenir les violences sexuelles et fondées sur le genre, les mutilations génitales des femmes, les mariages d'enfants et les mariages forcés.

Fournir des services de santé, d'immunisation et de nutrition essentiels là où ils sont nécessaires

La contribution du Canada au projet des Maisons de soins de santé familiale a continué à permettre d'offrir une formation essentielle et des services de santé communautaires en Afghanistan, malgré la prise de pouvoir par les talibans en août 2021. En 2021-2022, le projet a permis à 80 sages-femmes de recevoir une formation sur la manière de fournir des services par l'entremise de cliniques de santé communautaires dans 5 provinces. Ainsi, plus de 1 000 accouchements ont été assistés par des sages-femmes qualifiées.



En soutenant le [Fonds pour l'innovation et la transformation - FIT](#), le Canada a contribué à maximiser l'impact des innovations qu'il soutient. En 2021-2022, le FIT a financé 24 solutions potentiellement innovantes. Le Fonds porte ainsi le total à 42 innovations financées depuis son lancement en 2019, dont 18 ont achevé leur mise à l'essai au cours de l'année écoulée. Par exemple, les partenaires financés par le FIT ont mis à l'essai une approche innovante qui a démontré que l'auto-prélèvement est un moyen efficace d'accroître le dépistage du virus du papillome humain (VPH) et du cancer du col de l'utérus. Dirigé par l'Université métropolitaine de Toronto et le partenaire local, le Tata Memorial Hospital, la [méthode d'auto-prélèvement pour le VPH](#) vise à réduire les taux de mortalité liés au cancer du col de l'utérus dans les régions où les tests de Papanicolaou (Pap) ne sont pas facilement accessibles aux femmes.

En outre, le FIT a contribué à démontrer que la musicothérapie peut aider les survivants de violences sexuelles et de traumatismes à mieux se rétablir et à se réinsérer dans la communauté. Le projet innovant [Healing in Harmony](#) lancé par l'organisation canadienne Make Music Matter, en partenariat avec l'hôpital et la fondation Panzi en République démocratique du Congo, était à l'origine destiné uniquement aux femmes et aux jeunes filles. Mais en 2021-2022, ils ont testé l'incidence de l'extension du programme aux hommes et aux garçons. Les résultats de ces tests ont montré des améliorations significatives de la santé mentale des participants, notamment une réduction de l'anxiété, de la dépression et des symptômes de stress post-traumatique.

Le soutien du Canada aux efforts d'éradication de la polio au Pakistan, par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'UNICEF, a été déterminant pour réduire le risque de transmission de la polio dans le pays. Ce soutien arrive à point nommé étant donné le risque accru de transmission de la maladie par l'eau en raison des récentes inondations. Fort du soutien du Canada, le programme mondial d'éradication de la polio a mobilisé plus de 300 000 travailleurs de la santé communautaire pour vacciner des millions d'enfants dans tout le pays en 2021-2022.

La tuberculose est la deuxième maladie infectieuse la plus meurtrière au monde, derrière la COVID-19, bien qu'elle soit évitable et guérissable. En 2021-2022, avec le soutien du Canada et d'autres donateurs, le [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#) a réalisé d'importants progrès relativement aux objectifs suivants :

- trouver et traiter les personnes atteintes de la maladie;
- améliorer l'accès au diagnostic, au traitement et aux soins de qualité;
- intensifier les programmes de prévention.



Grâce à ces efforts, 5,3 millions de personnes ont été traitées pour la tuberculose et 395 000 personnes exposées à la maladie ont reçu des médicaments pour prévenir son développement.

Le soutien du Canada à Nutrition International (NI) a permis de mettre en place des interventions nutritionnelles rentables et à fort impact, notamment :

- fournir de la vitamine A et du zinc aux enfants de moins de 5 ans;
- promouvoir l'iodation du sel;
- administrer des suppléments de fer et d'acide folique aux femmes enceintes et aux adolescentes;
- travailler avec les gouvernements pour renforcer les systèmes alimentaires afin de promouvoir une alimentation saine pour tous.

En 2021-2022, les interventions de Nutrition International ont touché 631 millions de personnes dans 10 pays d'Asie et d'Afrique. Ces interventions ont permis d'éviter :

- 2,6 millions de cas d'anémie;
- 730 000 cas de retard de croissance;
- 105 000 décès chez les nourrissons et les jeunes enfants.

En outre, le Canada a soutenu un projet de [soutien à la santé et à la nutrition scolaire](#) mené par le Programme alimentaire mondial au Soudan du Sud, en Somalie, au Burkina Faso, au Niger et en République démocratique du Congo. Le projet permet de fournir des repas scolaires nutritifs quotidiens ainsi qu'une éducation à la santé et à la nutrition aux écoliers qui sont vulnérables à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire. En 2021-2022, 168 346 écoliers ont reçu des repas nutritifs quotidiens, des services de supplémentation en micronutriments et une éducation à la santé et à la nutrition grâce à ce programme.

Histoires de changement

Aider les enseignants à dispenser une éducation sexuelle complète au Guyana

Enseignante dans le district d'Haut-Takutu-Haut-Essequibo du Guyana, Rachel avait cerné plusieurs problèmes touchant sa communauté en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. Elle a acquis les connaissances dont elle avait besoin pour apporter un réel changement en participant à une série de séances de formation organisées par le projet [Droits dès le départ](#) du Guyana Responsible Parenthood Association (GRPA).

La GRPA et ses partenaires dispensent une éducation sexuelle complète et favorisant l'égalité des genres. L'association a récemment collaboré avec son réseau de jeunes pour former des animateurs, des travailleurs communautaires et des travailleurs de la santé, des éducateurs de pairs et des enseignants, comme Rachel, à une sexualité favorisant l'égalité des genres et à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes. Les participants, comme Rachel, sont maintenant en mesure d'utiliser les données qu'ils ont apprises pour aider à éduquer les jeunes dans leurs communautés.





*Photo de l'enseignante Rachel.
Source : © Guyana Responsible Parenthood Association /
Action Canada pour la santé et les droits sexuels,
Annai Region 9 Guyana, 2022*

Sauver des vies au Bangladesh grâce à la recherche sur les maladies diarrhéiques

Au Bangladesh, les maladies diarrhéiques restent un grave problème de santé. En fait, plus de 35 000 personnes sont mortes de ces maladies rien qu'en 2020.

Lorsqu'Abdul Fazal est arrivé à l'hôpital de Dhaka, le plus grand hôpital du monde spécialisé dans les maladies diarrhéiques, en mars 2022, il était au bord de la mort en raison de diarrhées et d'une déshydratation sévère. Il a été sauvé grâce aux soins immédiats et professionnels qu'il a reçus. En fait, il a pu marcher sans assistance dans les 90 minutes qui ont suivi.

Le Canada soutient depuis longtemps l'International Centre for Diarrheal Disease Research, au Bangladesh, le centre de recherche de renommée internationale qui gère l'hôpital de Dhaka où M. Fazal a été traité. Il a non seulement produit des traitements innovants, à fort impact et peu coûteux, mais il a aussi offert gratuitement des services aux patients à faibles revenus.

Lors de l'écllosion de choléra du printemps 2022, plus de 1 400 patients se sont rendus chaque jour à l'hôpital de Dhaka et plus de 60 000 personnes ont été traitées au cours de cette écllosion sans précédent.





*Opération hospitalière en cours, des médecins du icddr,b traitent des patients atteints de diarrhées à l'hôpital du icddr,b de Dhaka.
Source : © icddr,b*

Élargir le filet de sécurité sociale pour protéger les communautés vulnérables au Liban

Vu du ciel, le quartier Hay el-Tanak de Tripoli, ou quartier de la tôle, ressemble exactement à un labyrinthe. Mona est l'une des personnes qui vivent au bord de ce labyrinthe. Chaque jour apporte un nouveau défi pour elle et les personnes qu'elle doit nourrir.

Mona n'aurait jamais pensé qu'elle aurait besoin d'aide pour se maintenir à flot. Mais depuis le début de la pandémie, acheter quelques produits de base au supermarché peut revenir à dépenser le salaire mensuel minimum du Liban.

« Avant la pandémie de COVID-19 et tout ce qui se passe actuellement, tout était relativement abordable au Liban », explique-t-elle.

Grâce à l'aide que Mona a reçue du Canada dans le cadre du [programme national de lutte contre la pauvreté](#), elle peut désormais nourrir ses enfants.

« Une alimentation nutritive est particulièrement bénéfique pour les enfants », dit-elle en jetant un rapide coup d'œil à l'un de ses enfants, qui se balance sur sa chaise à côté d'elle. « La nourriture maintient les enfants en bonne santé, les immunise contre les maladies et les aide à grandir sous nos yeux ».

« Lorsque nous avons été informés que notre ménage était admissible à l'aide, nous avons été vraiment ravis », se souvient Mona. « Personne ne pouvait croire à quel point j'étais heureuse. Cela fait très longtemps que je veux la carte électronique alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) ».





*Le foyer de Mona est l'un des nombreux foyers qui ont eu besoin d'une aide humanitaire pour survivre.
Source : © PAM / Giulio Orgilia, Liban*

En savoir plus sur ce thème

- [Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde](#)
- [Priorités du Canada axées sur les domaines négligés de la santé et des droits sexuels et reproductifs](#)
- [Feteer... a leap to GOLD!](#) (en anglais seulement)
- [A new opportunity ... the spark of a dream project](#) (en anglais seulement)
- [Finding happiness in helping people](#) (en anglais seulement)





Source : © Académie des enseignants de la Reine Rania, Jordanie

Éducation

L'éducation est essentielle pour permettre aux populations du monde entier d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux et de bénéficier de la croissance économique. La pandémie de COVID-19 a encore souligné la nécessité de disposer de systèmes éducatifs résilients. Elle a mis en évidence le rôle que jouent les systèmes éducatifs dans la fourniture de services vitaux pour les enfants, comme la protection de l'enfance, le soutien à la santé mentale et le soutien psychosocial, ainsi que les services de santé et de nutrition.

La Politique d'aide internationale féministe engage le Canada à soutenir l'accès à une éducation de qualité pour les personnes vivant dans la pauvreté ou marginalisées dans le monde, en particulier les femmes et les filles. Cela comprend les personnes vivant dans des situations de crise, de fragilité, de conflit ou d'urgence humanitaire.

Le Canada s'efforce de réaliser l'[ODD 4 - Accès de tous à une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie](#) et de résoudre la crise de l'éducation causée par la perte d'apprentissage des enfants pendant les crises et les conflits.

Engagements clés

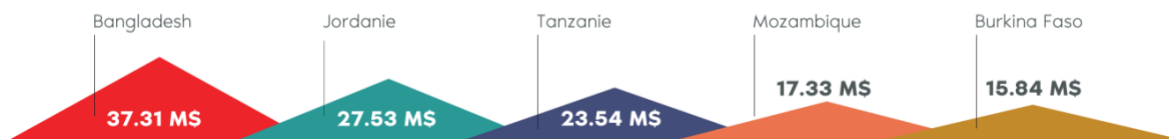
En 2021-2022, le Canada a investi 402 millions de dollars dans l'aide internationale à l'éducation, dont 401 millions de dollars au titre de l'aide publique au développement. Parmi les engagements pluriannuels importants pris ces dernières années, on peut citer les suivants :

- fournir 400 millions de dollars entre 2018 et 2021 pour soutenir la [Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité](#) dont 50 millions de dollars pour le fond [Education Cannot Wait \(ECW\)](#) entre 2019 et 2021;
- allouer 300 millions de dollars au [Partenariat mondial pour l'éducation](#) entre 2021 et 2025;
- allouer plus de 67 millions de dollars à des projets soutenant l'éducation des enfants et des jeunes victimes de déplacements forcés entre 2021 et 2027, dont plus de 40 millions de dollars à des projets résultant de l'appel à propositions de la [campagne Ensemble pour l'apprentissage](#) et de l'appel intitulé [Éducation pour les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés en Afrique subsaharienne](#).



Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR L'ÉDUCATION



Le Canada, avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'obtention des résultats suivants en 2021-2022 :

- former plus de 27 000 enseignants (12 825 femmes 12 925 hommes et 1 797 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) conformément aux normes nationales ou aux programmes de formation des enseignants approuvés et 53 053 enseignants supplémentaires ont été formés grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux
- aider près de 4 000 écoles à créer des espaces accueillants qui répondent aux besoins particuliers des filles et 53 429 autres écoles à procéder à ces changements grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux
- former plus de 20 000 personnes (15 540 femmes et 5 033 hommes) dans des domaines techniques et professionnels axés sur la demande et 13 236 personnes supplémentaires grâce au soutien à long terme du Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux
- aider près de 900 000 apprenants (780 488 femmes et filles 73 109 hommes et garçons et 4 213 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) à s'inscrire à des programmes d'éducation formelle et non formelle et 30 millions d'apprenants supplémentaires grâce au soutien à long terme du Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux

Initiatives clés sous les projecteurs

Poursuivre l'engagement du Canada en faveur de l'éducation dans les situations de crise et de conflit

En 2021-2022, le Canada a honoré sa promesse de verser 400 millions de dollars sur trois ans dans le cadre de son engagement à l'égard de la Déclaration de Charlevoix du G7 sur la qualité de l'éducation. L'[Initiative de Charlevoix pour l'éducation](#) du Canada soutient 55 projets visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité et à une formation professionnelle, en particulier pour les femmes et les filles, y compris les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés et les enfants handicapés, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, ce qui représente plus de 4 millions de femmes et de filles.

La pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture d'écoles dans le monde entier et a provoqué d'importantes pertes d'apprentissage. Néanmoins, les activités des projets financés par le Canada ont pu être réorientées. Dans la mesure du possible, celles-ci ont même été renforcées en réponse à la crise. En outre, le Canada a financé l'élaboration du [Tableau de bord du financement de Charlevoix](#) et des [rapports Attention à l'écart](#) afin de promouvoir la transparence et la responsabilité envers les

engagements pris par les donateurs du G7. Ces outils résument les progrès, les écarts, les défis et les possibilités dans l'amélioration de l'éducation et de la formation des femmes et des filles touchées par les conflits et les crises.

Grâce à la [campagne Ensemble pour l'apprentissage](#), le Canada a continué à promouvoir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour les enfants et les adolescents réfugiés, ceux déplacés de force et ceux vivant dans des communautés d'accueil. L'un des principaux résultats de la campagne en 2021-2022 a été le sommet Ensemble pour l'apprentissage, au cours duquel le ministre canadien du développement international a annoncé un financement de 67,2 millions de dollars pour l'aide au développement afin de soutenir l'éducation des enfants et des jeunes touchés par les déplacements forcés dans le monde entier. Intitulé *Favoriser la participation des jeunes déplacés pour transformer l'éducation*, ce sommet dirigé par des jeunes s'est attaché à faire entendre les voix des jeunes ayant vécu l'expérience des réfugiés et des personnes déplacées. Le sommet, qui s'est tenu virtuellement en mars 2022, a débouché sur un [Manifeste de la jeunesse](#) qui comprend un appel à l'action dans cinq thèmes principaux :

- inclusion;
- santé mentale et soutien psychosocial;
- apprentissage numérique;
- égalité des genres;
- responsabilisation.

En réponse à ce manifeste, les gouvernements, la société civile, les organisations multilatérales et les partenaires du secteur privé qui le soutiennent ont publié le [document final du sommet Ensemble pour l'apprentissage](#). Il définit des mesures visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité, notamment :

- intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial dans les programmes d'éducation;
- promouvoir des approches pour faire progresser l'éducation des filles;
- renforcer la résilience et les capacités des systèmes éducatifs;
- éliminer les écarts dans l'accès aux solutions d'apprentissage à distance.

Assurer une éducation pour tous les enfants et les jeunes

En 2021-2022, le Canada a collaboré avec CARE Canada pour mettre en œuvre le projet [Améliorer l'éducation des filles en Somalie](#). Celui-ci a permis à 2 389 filles marginalisées, notamment des filles souffrant d'un handicap, d'accéder à l'enseignement à distance. Le projet a permis de réduire d'autres obstacles à l'éducation en abordant des questions telles que la gestion de l'hygiène menstruelle, les normes sociales discriminatoires qui favorisent l'éducation des garçons par rapport à celle des filles, ainsi que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés. Des membres de la communauté, des soignants, des éducateurs et des responsables religieux et dirigeants locaux de 70 communautés ont reçu une formation sur les obstacles à l'éducation des filles et sur l'importance pour les filles d'exercer leur droit à l'éducation. En outre, le projet a contribué à fournir des aides en espèces inconditionnelles aux familles et des bourses à plus de 2 900 filles non scolarisées et ultra-marginalisées afin de faciliter leur accès à l'éducation pendant la pandémie de COVID-19 et la sécheresse qui a touché le pays en 2021-2022.

En 2021-2022, le Canada a contribué à réduire les obstacles et à améliorer les possibilités d'éducation pour les filles et les jeunes femmes du Soudan du Sud grâce au projet [Corps sain esprit sain](#). Par exemple, en partenariat avec la Croix-Rouge canadienne, 7 485 filles ont bénéficié d'un soutien en matière de gestion de l'hygiène menstruelle. Trente-huit écoles dans 190 communautés ont bénéficié d'eau potable, d'installations sanitaires et d'équipements d'hygiène, y compris des latrines adaptées aux besoins des femmes. En conséquence,



le nombre d'étudiantes ayant déclaré avoir manqué l'école en raison de leur cycle menstruel a diminué de 25 %. En outre, le nombre de filles ayant déclaré avoir été harcelées pendant leurs règles a diminué de 20 %.

En 2021-2022, le projet d'éducation des filles afghanes en situation de conflit et de fragilité a permis de créer 698 écoles communautaires en Afghanistan et d'embaucher et de former près de 700 enseignantes. Quelque 5 000 élèves ont ainsi pu bénéficier d'un accès à l'éducation malgré les interruptions causées par la pandémie de COVID-19. Tous ces élèves ont déclaré que l'environnement d'apprentissage était sûr et sécurisé, un résultat impressionnant compte tenu du conflit actif dans le pays. Près de 21 000 élèves, dont 80 % de filles, étaient inscrits au programme d'éducation communautaire de l'ONG BRAC. En décembre 2022, l'annonce de l'interdiction faite aux femmes afghanes de travailler pour des ONG a conduit l'organisation à interrompre son programme d'éducation. Toutefois, BRAC espère que les récentes exemptions accordées aux femmes enseignant jusqu'à la sixième année lui permettront de continuer à scolariser certains élèves.

En 2021-2022, le soutien du Canada au projet [Éducation pour la prospérité de la Jordanie](#) a permis d'assurer un accès équitable à une éducation de qualité pour plus de 1,6 million d'enfants dans le système éducatif public jordanien. Le projet a permis à près d'un demi-million d'enfants de poursuivre leur apprentissage malgré les fermetures d'écoles pendant la pandémie. Grâce à Learning Bridges, un programme national d'apprentissage hybride, ces élèves ont reçu chaque semaine des activités imprimées liées au programme d'études et d'autres ressources.

De plus, le Projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- créer et équiper 2 600 nouvelles classes de maternelle;
- fournir des ressources à 80 écoles;
- aménager 37 salles pour les enfants ayant des difficultés d'apprentissage;
- créer des classes d'éducation non formelle dans 206 écoles;
- élargir les programmes de rattrapage scolaire.

Avec le soutien du Canada, le projet [Améliorer l'éducation pour la résilience de la jeunesse tibétaine](#) a permis de renforcer les associations de parents d'élèves dans les écoles de réfugiés tibétains en Inde et au Népal. Grâce à ce projet, 132 membres d'associations de parents d'élèves ont reçu une formation sur leurs responsabilités, l'éducation positive et la manière de soutenir l'éducation et le bien-être des enfants en 2021-2022. De plus, le Projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- imprimer et distribuer un manuel bilingue de l'association des parents d'élèves;
- élaborer un guide à l'intention des animateurs de formations de l'association des parents d'élèves;
- organiser des ateliers sur la parentalité positive à l'intention de quelque 450 parents.

Plus de 200 étudiants, dont trois quarts de femmes, ont reçu des bourses pour poursuivre leurs études dans des universités en Inde. Pendant la pandémie, le projet a permis d'acheter du matériel de prévention à la COVID-19 pour 58 écoles tibétaines, de fournir un accès à l'Internet à près de 1 000 enseignants et de distribuer 200 tablettes électroniques à des enfants vulnérables confrontés à des obstacles qui les empêchaient de participer à des cours en ligne.

Accroître les possibilités d'emploi grâce à l'éducation

En Cisjordanie et à Gaza, le soutien du Canada au projet Salalem : Prospérité et promotion des femmes et des jeunes Palestiniens a aidé de jeunes femmes et de jeunes handicapés à prendre leurs propres décisions en matière d'emploi. En 2021-2022, plus de 700 participants, dont 110 jeunes femmes à Gaza et 88 jeunes handicapés en Cisjordanie, ont suivi la formation aux habiletés fondamentales du projet dans le cadre du Leadership Institute. 84 % des participants qui ont pris part à la formation virtuelle de



l'institut ont déclaré qu'elle leur avait permis d'acquérir de bonnes ou de très bonnes compétences en matière de préparation à l'emploi. 85 % des jeunes femmes et des jeunes handicapés ont déclaré que la formation leur avait donné un sentiment d'autonomie élevé ou très élevé. En outre, l'Institut a organisé des séances de sensibilisation pour les hommes influents, afin de garantir une plus grande adhésion de leur part et de s'assurer qu'ils encouragent les femmes et les jeunes handicapés à réaliser leur potentiel.

En 2021-2022, le soutien du Canada au projet [Éducation pour l'emploi en Tunisie](#) a permis d'accroître l'autonomisation économique des jeunes adultes en Tunisie. Il a notamment aidé les femmes marginalisées et celles vivant dans les régions les plus défavorisées du pays. Cet objectif a été atteint grâce à une meilleure adéquation entre les formations proposées et les besoins des jeunes Tunisiens en matière d'emploi et à l'amélioration des possibilités d'emploi pour les femmes titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur. Depuis le lancement du projet en 2019, plus de 300 personnes en ont bénéficié directement et 1 500 autres indirectement. Par exemple, le projet a permis à 41 enseignants de bénéficier d'une formation technique afin d'améliorer leurs compétences pédagogiques.

Histoires de changement

Transformer la vie des élèves le long de la frontière entre la Colombie et le Venezuela

La crise migratoire et le conflit armé près de la frontière entre la Colombie et le Venezuela ont privé des milliers d'enfants vénézuéliens et colombiens d'une éducation de qualité. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber les difficultés rencontrées par ces enfants, en particulier les femmes et les adolescentes. Beaucoup ont pris du retard dans des domaines d'apprentissage essentiels parce qu'ils n'avaient pas l'accès à l'Internet dont ils avaient besoin pour leur apprentissage en ligne.

En 2021-2022, le projet [Au-delà des frontières](#), mis en œuvre par Save the Children, a lancé une initiative innovante de club de rattrapage pour surmonter les obstacles à l'apprentissage et améliorer les compétences des enfants en matière de lecture et d'écriture. Ces clubs ont depuis transformé la vie de près de 400 enfants dans les zones frontalières touchées par le conflit en leur offrant des espaces d'apprentissage sûrs.



Grâce à cette initiative, des enfants comme Majo, 10 ans, peuvent apprendre et interagir avec d'autres enfants en personne, après plus d'un an d'apprentissage en vase clos.

« J'étais heureuse de retourner dans une salle de classe. Cela m'a fait du bien », dit-elle. « Le club m'a aidée à mieux lire et à mieux comprendre les textes écrits ».

L'amélioration de ses compétences en lecture, en écriture et en expression orale a donné à Majo une plus grande confiance en elle. Ces progrès l'ont incitée à continuer à fréquenter les clubs et elle rêve désormais de devenir un jour leur porte-parole.





*Club de rattrapage, Au-delà des frontières.
Source : © Save the Children, Colombie*

Donner aux professeurs de sciences les outils dont ils ont besoin en Jordanie

Walaa Abu Al-Ezz est un professeur de physique de la direction d'Al-Rusaifa en Jordanie qui a participé au programme de réseau scientifique dirigé par le Canada à l'Académie des enseignants de la Reine Rania. Par l'entremise du [programme Accroître la formation continue des enseignants](#), elle a appris des stratégies efficaces pour susciter l'intérêt des élèves de sexe masculin pour les sciences.

Bien que ses élèves aient des faiblesses en écriture et soient réticents à étudier les sciences, Walaa a appliqué des stratégies pour motiver ses élèves à aimer la physique et à l'intégrer dans leur vie quotidienne. Par exemple, Walaa a aidé ses élèves à apprendre la physique en appliquant des stratégies de soutien dans l'enseignement et l'éducation formative et en utilisant la recherche scientifique avec ses élèves. Elle les a traités comme de jeunes scientifiques explorant les sciences naturelles liées à leur vie quotidienne et à l'environnement dans lequel ils vivent.



*L'enseignante Walla Abu Al-Ezz avec ses élèves.
Source : © Académie des enseignants de la Reine Rania*



Aider les élèves du Bangladesh à apprendre pendant la pandémie de COVID-19

Avant la pandémie de COVID-19, la mère de Nusrat Akter l'envoyait à l'école tous les jours. Mais en raison des fermetures d'écoles qui ont touché plus de 30 millions d'enfants en âge scolaire dans le pays, Nusrat a dû poursuivre sa scolarité à la maison. Malheureusement, sa mère ne pouvait pas l'aider à faire ses devoirs.

Grâce au soutien du Canada, l'ONG BRAC, basée au Bangladesh, a aidé les enseignants à rendre visite aux élèves à domicile pendant la pandémie. Le professeur de Nusrat rendait visite à tous ses élèves à leur domicile pour les aider dans leurs études.

« Le professeur de Nusrat se rendait chez nous chaque semaine et donnait des cours par téléphone. Elle a parcouru des kilomètres à pied pour se rendre au domicile de chaque élève. Son dévouement m'a stupéfait », explique la mère de Nusrat.

En 2021-2022, le programme a permis à plus de 121 000 élèves de recevoir des visites à domicile de la part d'enseignants afin qu'ils puissent terminer leurs études primaires.



Une étudiante bangladaise qui a la possibilité de poursuivre son apprentissage pendant la pandémie de COVID-19.

Source : © Haut-commissariat du Canada au Bangladesh

En savoir plus sur ce thème

- [Éducation](#)
- [Évaluation de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale](#)
- [Ensemble pour l'apprentissage : Éducation des enfants et des adolescents réfugiés, de ceux déplacés de force et de ceux vivant dans des communautés d'accueil](#)
- [Initiative de Charlevoix sur l'éducation](#)





Source : © Aéroport international de Vancouver

Action humanitaire

Les besoins humanitaires sont d'une ampleur sans précédent dans le monde d'aujourd'hui. Cette situation résulte de l'augmentation du nombre et de l'intensité des conflits armés, ainsi que de l'ampleur et de la fréquence des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. L'aide humanitaire internationale du Canada vise à répondre aux besoins essentiels des personnes touchées par ces crises.

Le Canada continue de concentrer ses efforts sur une aide humanitaire rapide et favorisant l'égalité des genres, qui permet de sauver des vies, d'alléger les souffrances et de préserver la dignité des personnes touchées par les conflits et les catastrophes naturelles.

Le Canada peut ainsi continuer de répondre aux besoins et aux priorités particuliers des personnes en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et les filles. En tenant compte des vulnérabilités préexistantes et de la discrimination intersectionnelle portant entre autres sur le genre, la race, l'origine ethnique, l'âge, les capacités, l'orientation sexuelle et le statut de réfugié, les acteurs humanitaires peuvent répondre plus efficacement aux besoins des personnes touchées par les crises.

L'aide humanitaire vitale du Canada se concentre sur quatre domaines clés :

- principes humanitaires et droit international humanitaire;
- violence sexuelle et fondée sur le genre dans le contexte des crises humanitaires;
- santé sexuelle et reproductive pendant les interventions humanitaires;
- renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Ces efforts portent sur de nombreux ODD, notamment l'ODD 1 : Pas de pauvreté, l'ODD 2 : Faim « Zéro » et l'ODD 3 : Bonne santé et bien-être, et ODD 5 : Égalité entre les sexes.

Engagements clés

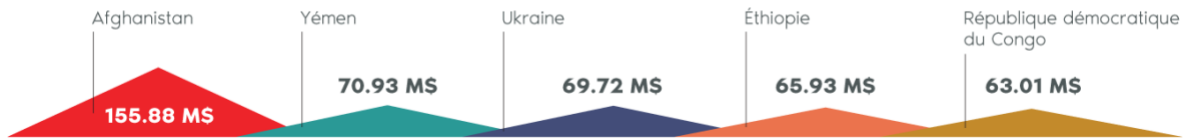
En 2021-2022, le Canada a continué à fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par des conflits et des catastrophes naturelles dans le monde entier, par l'intermédiaire de partenaires des Nations Unies, d'ONG et des mouvements internationaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'année dernière, le Canada a investi 1 045 millions de dollars dans l'aide internationale pour l'aide humanitaire, la totalité étant pour l'aide publique au développement.

Cette aide a continué de répondre aux besoins et aux priorités particuliers des personnes en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et les filles. En 2021-2022, 99 % des projets d'aide humanitaire bilatérale du Canada ont intégré des considérations relatives à l'égalité des genres, à l'exception du financement des opérations logistiques humanitaires.



Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR L'ACTION HUMANITAIRE



En 2021-2022, le Canada et d'autres donateurs ont fourni une aide humanitaire qui a contribué à l'obtention des résultats suivants :

- atteindre un nombre record de 128,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial et de ses partenaires (en 2021);
- fournir de l'aide et de la protection à 94,7 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR);
- aider plus de 118 millions de personnes et mobiliser 779 partenaires locaux et nationaux en fournissant des fonds communs nationaux des Nations Unies;
- apporter un soutien à 51,5 millions de personnes dans 40 pays et territoires par l'intermédiaire du Fonds central d'intervention d'urgence.

Initiatives clés sous les projecteurs

Répondre aux crises humanitaires et aux conflits dans le monde

En 2021-2022, le Canada a réagi aux conséquences humanitaires des guerres et des conflits dans le monde entier, notamment en Ukraine, en Jordanie, au Yémen, en Éthiopie, au Myanmar et au Bangladesh. Par exemple, au début de 2022, le Canada a consacré 86 millions de dollars pour répondre à la croissance exponentielle des besoins humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins. Ce montant a été augmenté au fur et à mesure de l'intensification de l'intervention, pour atteindre 320 millions de dollars à la fin de 2022.

Conscient des lacunes des chaînes d'approvisionnement au début de la guerre, le Canada a envoyé 20 vols de fret transportant plus de 377 000 articles de première nécessité en Ukraine et dans la région avoisinante. En outre, il a financé le déploiement d'experts humanitaires pour appuyer les interventions des Nations Unies et de la Croix-Rouge dans la région.

L'année dernière, le Canada a annoncé une aide humanitaire de plus de 25 millions de dollars pour répondre aux besoins immédiats et vitaux des réfugiés rohingyas à Cox's Bazar, ainsi que d'autres populations déplacées et vulnérables partout au Myanmar. La contribution du Canada a permis de fournir une aide alimentaire à plus de 5 millions de personnes. Plus de 3 millions de personnes ont bénéficié de services de protection et plus de 2,8 millions de personnes ont reçu une aide sanitaire dans les deux pays.

En 2021-2022, le Yémen était confronté à l'une des plus graves crises humanitaires au monde. Le financement de 70 millions de dollars accordé par le Canada pour soutenir les interventions en cours dans le pays a permis à ses partenaires multilatéraux d'atteindre les résultats suivants :

- fournir des services de santé reproductive à près de 2 millions de personnes;
- fournir une aide alimentaire mensuelle à plus de 12 millions de personnes;
- améliorer l'accès à l'eau potable pour quelque 8,8 millions de personnes.

En 2021-2022, le Canada a fourni plus de 66 millions de dollars d'aide humanitaire à l'Éthiopie pour répondre aux besoins des personnes touchées par la sécheresse, les conflits et l'insécurité. La souplesse du financement accordé par le Canada aux Nations Unies, à la Croix-Rouge et à ses ONG partenaires, ainsi que l'augmentation du soutien au Fonds humanitaire pour l'Éthiopie, qui compte plusieurs donateurs, ont permis d'apporter une aide humanitaire cruciale et rapide à plus de 20 millions de personnes dans le besoin dans l'ensemble de l'Éthiopie.

Protéger et soutenir les réfugiés et les migrants dans le monde entier

L'année dernière, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a commencé à réinstaller rapidement quelque 40 000 ressortissants afghans dans le cadre d'une [initiative humanitaire](#) spéciale. L'engagement du Canada comprenait la réinstallation des personnes qui ont aidé étroitement le Canada pendant sa mission en Afghanistan, ainsi que d'autres groupes vulnérables et à risque. À la fin du mois de mars 2022, le Canada avait accueilli plus de 10 000 Afghans à risque.

En 2021-2022, le Canada a continué à répondre à la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens, l'un des plus grands déplacements de population au monde. Plus de 5,75 millions de Vénézuéliens vivent actuellement dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui pèse lourdement sur la région. Pour remédier à cette situation, IRCC et Affaires mondiales Canada ont soutenu des initiatives ciblées visant à réduire :

- la souffrance humaine;
- l'insécurité alimentaire;
- les migrations irrégulières;
- les menaces à la sécurité.

À cette fin, ces initiatives visent à améliorer l'intégration des réfugiés et des migrants vénézuéliens, en particulier des femmes et des jeunes filles, dans les communautés d'accueil de la région.

Le Canada a continué à renforcer les capacités de certains pays d'Afrique et d'Asie afin d'améliorer la gouvernance des frontières et des migrations et de lutter contre la traite de personnes et le passage de clandestins. Par exemple, en 2021-2022, le Canada a collaboré avec l'Organisation internationale pour les migrations pour fournir du matériel et une formation aux autorités nigérianes afin d'installer le Migration Information and Data Analysis System (MIDAS) à l'aéroport international Murtala Mohammed de Lagos et à l'aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja. Les autorités nigérianes ont indiqué que, pour la seule année 2021, elles ont réussi à empêcher la traite de 100 filles par l'aéroport de Lagos grâce au système MIDAS.

Fournir une aide d'urgence après les catastrophes naturelles

La réserve pour les interventions humanitaires et d'urgence du [Fonds canadien d'initiatives locales \(FCIL\)](#) est conçue pour fournir un financement rapide et à petite échelle aux organisations locales immédiatement après les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence. En 2021-2022, le programme a fourni directement plus de 1,1 million de dollars d'aide humanitaire à près de 50 000 personnes dans 21 pays. Par exemple, il a soutenu des projets en apportant une aide vitale aux personnes touchées par :

- les inondations en Guyane;



- le super typhon Odette aux Philippines;
- des catastrophes naturelles telles que les incendies de forêt en Argentine et en Algérie;
- les éruptions volcaniques en République démocratique du Congo et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Histoires de changement

Utiliser la technologie spatiale à Madagascar afin de mieux répondre aux catastrophes naturelles

En tant que membre de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures », l'Agence spatiale canadienne (ASC) travaille avec d'autres agences spatiales pour soutenir les opérations de secours en cas de catastrophe, sans frais pour l'utilisateur final. Par exemple, le Canada fournit des données précieuses grâce à la mission de la Constellation RADARSAT et aux satellites RADARSAT2, qui offrent tous deux des services d'appel d'urgence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 en cas de catastrophe dans le monde entier.

L'utilisation des données de RADARSAT améliore considérablement les capacités d'intervention des gestionnaires des mesures d'urgence sur le terrain en leur fournissant une vue distincte de la zone sinistrée. Cette vue spatiale avancée de la catastrophe leur permet de prendre des décisions éclairées qui peuvent contribuer à sauver des vies. À titre d'exemple, en février 2022, les satellites canadiens ont contribué aux activités d'intervention en cas de catastrophe liées au cyclone Emnati à Madagascar, où plus de 30 000 personnes avaient été évacuées. Les satellites canadiens de la MCR ont détecté l'étendue des inondations (la surface du territoire couverte par l'eau) dans le district de Mananjary, dans la région de Vatovavy Fitovinany de Madagascar, où environ 650 personnes vivent à proximité des zones inondées.

En savoir plus sur ce thème

- [L'aide humanitaire internationale du Canada](#)





Source : © Habitat para la Humanidad, Nicaragua

Emplois, possibilités et croissance économique

La croissance économique inclusive est essentielle pour atteindre les ODD et les objectifs de développement plus généraux du Canada. En privilégiant la croissance au service de tous, l'aide internationale du Canada contribue à l'éradication de la pauvreté et à la promotion de l'égalité des genres, en particulier pour les personnes qui vivent dans la pauvreté et la marginalisation. Elle contribue à une croissance économique profitable à toutes les nations.

En 2021-2022, le Canada a continué à concentrer ses efforts sur trois domaines interdépendants :

- éliminer les obstacles à l'autonomisation économique des femmes;
- bâtir des économies plus inclusives et durables;
- renforcer la résilience économique.

Le Canada continue de mettre l'accent sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, ce qui constitue le moyen le plus efficace de parvenir au développement durable. En particulier, le Canada s'est efforcé de remédier aux inégalités entourant la prestation de soins non rémunérée et rémunérée, qui ont été exacerbées pendant la pandémie. Ces inégalités constituent des obstacles à l'autonomisation économique des femmes et à leur participation à l'éducation, à la formation et à la vie publique.

La pandémie actuelle de COVID-19, l'intensification des conflits et les changements climatiques ont contraint le Canada à adapter ses programmes d'aide internationale. En forgeant de nouveaux partenariats, en tirant parti des possibilités socioéconomiques et en fournissant des ressources financières supplémentaires, le Canada a aidé les pays en développement à relever ces défis et à mettre en place une reprise économique durable.

Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi 1 043 millions de dollars en aide internationale dans des initiatives ayant contribué à la création d'emplois et à la croissance économique inclusive, dont 1 043 millions de dollars sous forme d'aide publique au développement.

Lors du Forum Génération Égalité en juin 2021, le premier ministre a annoncé un engagement quinquennal de 100 millions de dollars de nouveaux fonds pour aborder les questions relatives à la prestation de soins non rémunérée et rémunérée dans les pays à revenus faibles et moyens. En 2021-2022, trois projets distincts ont été approuvés, représentant près d'un quart de l'engagement du Canada.



Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR LES EMPLOIS, LES POSSIBILITÉS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE



En 2021-2022, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- aider près de 6 millions de personnes (2 305 275 femmes, 3 149 136 hommes et 168 825 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) par l'entremise de projets contribuant à l'autonomisation économique des femmes, et près de 4 millions de personnes supplémentaires grâce à des projets financés par le soutien à long terme du Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux;
- fournir à près de 7 millions d'entrepreneurs, d'agriculteurs et de petits exploitants (2 797 582 femmes, 3 510 308 hommes et 483 863 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) des services financiers ou de développement des entreprises, et fournir à 5 millions d'autres personnes des services financiers ou de développement des entreprises grâce au soutien à long terme du Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux.

Initiatives clés sous les projecteurs

Accroître les débouchés économiques pour les femmes et les autres communautés marginalisées

En soutenant le projet Initiatives des femmes pour favoriser la croissance et la sécurité en Ukraine, le Canada a pu améliorer la sécurité économique des femmes vulnérables, en particulier celles qui ont été touchées par l'invasion illégale russe. En 2021-2022, le projet a permis d'offrir des emplois et des formations professionnelles à plus de 700 femmes, dont 59 ont reçu des fonds de démarrage et un soutien pour lancer leur propre entreprise. En réponse à l'invasion, une organisation à but non lucratif ayant reçu du soutien dans le cadre du projet a fourni des repas à 190 personnes déplacées à l'intérieur du pays dans deux abris temporaires. En outre, le projet a permis de reloger et de fournir un abri et un soutien psychologique à 85 enfants handicapés de la région de Donetsk.

En 2021-2022, le projet d'[autonomisation économique des femmes en Égypte](#), financé par le Canada, a permis d'offrir à des femmes le soutien dont elles avaient besoin pour participer activement au marché du travail. Dans le cadre de la collaboration entre ONU Femmes et le Centre pour l'entrepreneuriat et l'innovation de l'Université américaine du Caire, quelque 570 femmes entrepreneures en phase de démarrage, dont des femmes handicapées, ont bénéficié d'une formation et d'un accès à des services financiers et non financiers. Ce résultat a été obtenu par le biais du mentorat et de l'accès à des fournisseurs de services juridiques, financiers et numériques. Vingt-huit autres femmes entrepreneures ont participé à un camp d'entraînement à l'incubation et ont pu recevoir et présenter des idées commerciales. Sept entreprises dirigées par des femmes ont été sélectionnées par voie de concours pour le cycle d'incubation et ont reçu des récompenses financières. En 2021, 477 femmes en recherche d'emploi ont suivi un programme visant à améliorer leurs compétences en matière d'employabilité et ont obtenu un stage.

L'année dernière, le projet [Opportunités durables pour l'emploi, la paix et l'emploi en Colombie](#), mis en œuvre par Cuso International, a étendu ses activités à l'Équateur et au Pérou. En 2021-2022, le projet a permis d'accroître la participation de groupes de personnes vulnérables au marché du travail en offrant des occasions de formation et d'emploi à :

- des femmes;
- des victimes de conflits armés;
- des jeunes à risque;
- des migrants vénézuéliens.

Plus de 1 300 participants ont pu trouver un emploi dans des secteurs tels que les services de nettoyage, les centres d'appel, l'industrie alimentaire et les communications. Ce projet a permis d'améliorer les politiques d'emploi afin d'aider les groupes vulnérables à entrer sur le marché du travail. Au total, 42 partenaires du secteur privé ont rendu leurs pratiques en matière de ressources humaines plus inclusives et plus favorables à l'égalité des genres grâce au projet.

En 2021-2022, le projet [Promouvoir le développement économique rural pour les femmes et les jeunes de la région de Lempa au Honduras](#) a amélioré le bien-être économique des petits entrepreneurs et des producteurs de café dans la région du Corridor sec du Honduras. À ce jour, le projet a permis d'aider plus de 14 000 personnes, dont 75 % sont des femmes et 98 % s'identifient comme étant autochtones. L'année dernière, les producteurs de café ont augmenté leur productivité de 41 % et leurs ventes de 35 %. Les femmes productrices de café ont pu augmenter leurs ventes de 185 %, comblant ainsi l'écart de revenus entre les hommes et les femmes. Le revenu annuel moyen des entrepreneurs du secteur du tourisme a augmenté de 60 %, ce qui représente une amélioration significative par rapport à l'année précédente. En outre, le projet a permis d'établir des partenariats stratégiques avec des institutions gouvernementales, des municipalités et des partenaires locaux pour favoriser sa durabilité à long terme après sa conclusion en 2022-2023.

Bâtir des économies plus inclusives et résilientes

Au Bénin, le Canada a contribué à améliorer le bien-être socioéconomique de la population grâce à l'initiative [Appui au développement, à la professionnalisation et à l'assainissement de la microfinance](#). Lancée en partenariat avec Développement international Desjardins, cette initiative permet d'offrir une éducation et une formation sur les concepts financiers de base, principalement à des femmes, des jeunes et des habitants des zones rurales. À ce jour, près de 80 000 personnes ont été formées, dont plus de 30 900 en 2021-2022. Parmi elles, plus de 22 400 étaient des femmes. Depuis le lancement de l'initiative en 2017, plus de 600 000 personnes ont ouvert des comptes personnels auprès d'institutions financières, dont 99 864 l'an dernier (de ce nombre, plus de la moitié étaient des femmes).

En 2021-2022, la contribution du Canada au projet [Appui à l'Africa Enterprise Challenge Fund](#) (AECF) a permis d'améliorer la sécurité économique des populations rurales pauvres dans 11 pays d'Afrique subsaharienne. L'initiative agit comme un catalyseur pour les petites et moyennes entreprises en fournissant une assistance technique et des subventions de l'AECF qui sont complétées par des investissements du secteur privé. En décembre 2021, le fonds avait créé directement près de 5 000 emplois, dont 45 % étaient occupés par des femmes. Au total, cet investissement a bénéficié à 1,5 million de ménages, dont la moitié sont dirigés par des femmes.



En Haïti, le Canada travaille avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et des partenaires locaux pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques. En partenariat avec des coopératives agricoles travaillant dans le secteur du cacao, le projet [Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti](#) permet également d'intégrer les femmes dans les entreprises et de renforcer leurs capacités d'entrepreneuriat et de gestion. Le projet a aidé plus de 1 200 agricultrices à adopter des pratiques d'adaptation aux changements climatiques en 2021-2022. En

outre, il a permis d'augmenter de 25 % le nombre de femmes élues au conseil d'administration des coopératives ciblées. Les femmes occupent désormais 29 % de ces postes.

Avec le soutien du Canada, le projet [Appui national aux climats d'investissements locaux en Indonésie](#) a contribué à développer des entreprises plus durables, plus équitables et plus compétitives en Indonésie. Afin de renforcer un climat d'investissement respectueux de l'égalité des genres, 29 % des recommandations totales du projet ont été adoptées par le gouvernement national et les administrations locales. En outre, 18 districts économiques prioritaires ont reçu des fonds d'innovation réactifs pour assurer la durabilité de leurs produits et de leurs liens avec le marché. Par exemple, des industries comme celles du poivre blanc, du café, des dérivés de la noix de coco et des produits artisanaux tissés en bambou ont toutes été en mesure d'obtenir un accès plus large aux marchés nationaux grâce aux initiatives du projet.

Le soutien du Canada à l'initiative de [Modernisation de l'agriculture au Ghana](#) contribue à la mise en œuvre d'une approche globale de l'agriculture, axée sur le marché, ainsi qu'au renforcement et à la modernisation des services de vulgarisation agricole dans l'ensemble du pays. En 2021-2022, près de 5 millions de petits exploitants agricoles, dont près de 2 millions de femmes, ont eu accès à des services, des renseignements et des technologies pour soutenir la production agricole. La productivité de plusieurs grandes cultures de base s'en est trouvée considérablement améliorée, ce qui a renforcé le pouvoir économique des agriculteurs et leur capacité de résistance à l'insécurité alimentaire. Par exemple, les rendements de l'arachide en 2021 ont augmenté de 45 % par rapport à l'année précédente et ceux du taro de 34 %.

En Ukraine, le Canada a continué à soutenir le projet Horticulture Business Development II. Malgré la guerre en cours et les bombardements fréquents à proximité des zones rurales ciblées par le projet, 38 groupes d'agriculteurs, dont la moitié étaient des femmes, ont bénéficié d'un financement dans le cadre du programme d'aide à la reprise post-pandémique (COVID-19) du projet. Ce financement a permis aux agriculteurs d'accroître leur visibilité, d'améliorer leur commercialisation et d'acheter du matériel agricole respectueux de l'environnement. En 2021-2022, le projet a lancé une plateforme d'apprentissage en ligne pour permettre aux agriculteurs d'accéder à des données horticoles pratiques en ligne. Au cours du projet, près de 100 000 participants ont pris part à près de 4 000 activités d'apprentissage et webinaires. Ces ateliers pratiques ont permis aux participants d'améliorer leurs connaissances des modèles d'entreprise horticole, d'accéder à de nouveaux marchés et de se familiariser avec des techniques de production agricole respectueuses de l'environnement et d'autres sujets connexes.

Histoires de changement

Renforcer le pouvoir des femmes chefs d'entreprise en République démocratique du Congo

Le soutien du Canada au projet d'inclusion financière de la [Fondation pour l'assistance communautaire internationale](#) (FINCA) a aidé des femmes chefs d'entreprise de la République démocratique du Congo à obtenir le coup de pouce dont elles ont besoin.

Charlotte Assumani est cliente de la [FINCA](#) à l'agence de la Gombe à Kinshasa depuis plus de 15 ans. Cette veuve et mère a d'abord rejoint la FINCA en tant que cliente de la banque du village. Elle a ainsi pu obtenir un prêt en tant que membre d'un groupe de femmes qui se soutiennent mutuellement et garantissent les remboursements de leurs prêts.

Le premier prêt bancaire du village de Charlotte, d'un montant de 400 dollars, l'a aidée à ouvrir son propre restaurant. Aujourd'hui, elle est une cliente emprunteuse et a augmenté le montant de son prêt à



plus de 15 000 dollars. Ce financement lui a permis de développer avec succès son entreprise, de créer de la richesse, d'envoyer ses enfants à l'école et d'employer d'autres personnes.

Aujourd'hui, elle emploie huit personnes. Ses employés sont, à leur tour, en mesure de subvenir aux besoins de leurs propres familles grâce aux emplois offerts par Charlotte. Le restaurant de Charlotte sert aujourd'hui près de 150 personnes par jour et réalise un chiffre d'affaires quotidien de plus de 300 dollars.



Renforcer le pouvoir des femmes chefs d'entreprise en République démocratique du Congo.
Source : © FINCA 2021, RDC

Aider les familles autochtones à gagner leur vie dans les zones rurales de Bolivie

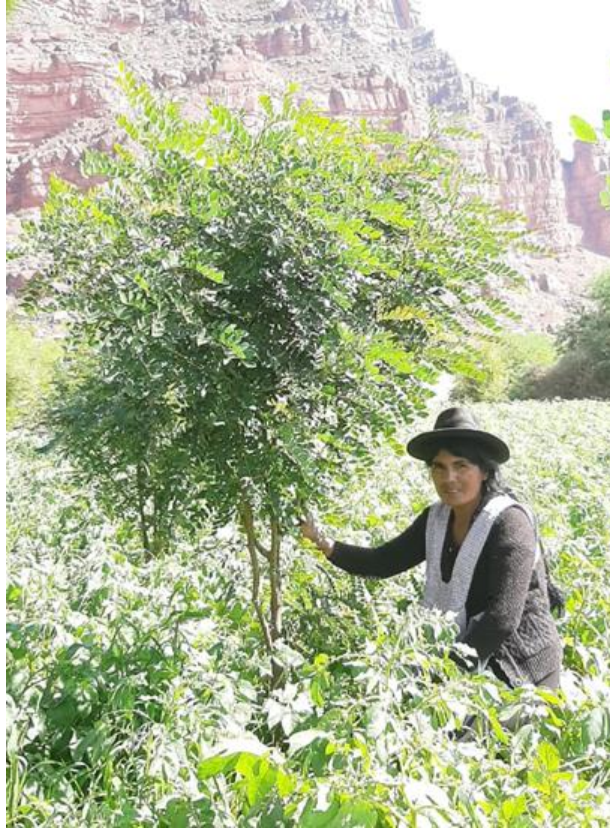
En Bolivie, les familles autochtones rurales n'ont toujours pas la possibilité d'améliorer leurs moyens de subsistance et de sortir de l'agriculture de subsistance. Les producteurs et les autorités locales n'ont pas la capacité de promouvoir la diversification rurale et les chaînes de valeur vertes qui relient les agriculteurs locaux à des marchés nationaux et internationaux plus vastes. Grâce au projet [Améliorer les conditions de vie et la santé des communautés rurales et autochtones de Chuquisaca \(PROMAVI\)](#), le Canada a aidé plus de 2 100 entreprises familiales autochtones en Bolivie à commencer à produire, industrialiser et commercialiser les gousses de tara. Cet extrait provient d'une petite plante et est utilisé dans les industries du tannage, des cosmétiques et de l'alimentation.

Le développement de cette chaîne de valeur verte permettra à terme d'augmenter les revenus des familles autochtones de la région, en particulier ceux des femmes. Il réduira également l'extrême pauvreté dans les zones rurales et contribuera à la reprise économique après la pandémie de COVID-19. En outre, cette plante améliorera la qualité des sols en fixant l'azote et en captant le carbone, tout en favorisant la biodiversité et en contribuant à lutter contre les effets des changements climatiques.

« Nous avons rejoint le programme dans l'idée d'obtenir un revenu supplémentaire et nous avons donc planté 600 arbres. Mais une inondation en a emporté plus de 200. Pour moi, ce n'était pas un obstacle. Au contraire, c'était une leçon, et je fais maintenant officiellement partie du conseil d'administration d'ANAPROD, l'association nationale des producteurs diversifiés », déclare Faustina Perez Tomina, agricultrice à Chuquisaca, en Bolivie.



« Je peux vous dire que les membres de ma famille ont été vraiment ravis quand je leur ai dit que je faisais partie du conseil d'administration et que les membres du conseil avaient promis de m'apprendre d'autres applications mobiles pour que je puisse participer aux activités qui seraient présentées ».



*Faustina Perez Tomina, bénéficiaire à Chuquisaca, en Bolivie, s'occupe de ses arbres.
Source : © SOCODEVI, 2022*

Apporter aux femmes entrepreneures de Cisjordanie le soutien dont elles ont besoin

Rawan Rajab est la fondatrice de Blue Stone, une entreprise qui recycle des déchets comme le verre, le papier et le bois, et les transforme en pierres d'intérieur respectueuses de l'environnement.

Espérant développer sa petite entreprise, cette jeune femme de 21 ans originaire de Cisjordanie s'est portée candidate au projet She Succeeds. Ce projet, qui est mis en œuvre par Save the Children et bénéficie du soutien du Canada, fournit une aide à de petites entreprises dirigées par des femmes.

« J'ai beaucoup profité des cours de formation du projet, qui portaient sur la manière d'affiner et de développer l'idée du projet, de la commercialiser et de produire un plan de faisabilité économique, ainsi que sur la manière d'obtenir un financement à l'avenir », explique Rawan.

Ce financement a permis à Rawan d'acquérir les outils nécessaires à son développement, notamment une machine de traitement et de mélange des déchets et les moules pour former les pierres. Elle a commencé à recevoir des commandes de toute la Cisjordanie et espère augmenter sa production, ouvrir une salle d'exposition et même concevoir une maison écologique.



Rawan est aujourd'hui un modèle au sein de sa communauté. Elle encourage d'autres femmes à s'intéresser aux possibilités d'émancipation économique dans le domaine de l'environnement.

« Nous, les jeunes, devons être l'instrument du changement et les leaders du changement, sans attendre le changement de la société dans laquelle nous vivons, et c'est ce que j'ai cherché à faire ».



Rawan empilant des tuiles dans l'atelier de « Blue Stone » en Cisjordanie.
Source : © Save the Children

En savoir plus sur ce thème

- [ONU Femmes : In the words of Amena El-Saie, “I believe that everyone has a role to play in enhancing the inclusion of all persons with disabilities in all communities”.](#) (en anglais seulement)
- [The household is a shared responsibility.](#) (en anglais seulement)





Source : © Asafu Chijere, Malawi

Climat et environnement

Au cours des deux prochaines décennies, les changements climatiques et la perte de biodiversité réduiront notre résilience collective et notre capacité d'adaptation, compromettent les gains de développement à long terme et exacerberont les vulnérabilités déjà présentes, en particulier pour les personnes qui vivent dans la pauvreté et la marginalisation, y compris dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Le Canada s'est engagé à prendre des mesures urgentes pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter, ainsi que pour protéger la biodiversité.

Pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts de transition vers un monde à faible émission de carbone, à l'épreuve des changements climatiques et respectueux de la nature, le Canada continue de financer des initiatives visant à atteindre les objectifs suivants :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale;
- améliorer la résilience climatique;
- conserver, protéger et gérer durablement les écosystèmes et leurs services.

Le Canada aide des partenaires mondiaux à faire face aux effets des changements climatiques et à renforcer la résilience face aux risques qu'ils posent, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés sont souvent les plus durement touchés et les moins bien équipés pour prévenir les conséquences des chocs climatiques et de la dégradation des écosystèmes et y faire face.

Le Canada comprend que, bien qu'importantes, les mesures de sensibilisation, d'adaptation et de résilience ne peuvent se substituer à des mesures d'atténuation ambitieuses et à une gestion responsable de l'environnement. Les deux doivent aller de pair si le Canada veut contribuer à atténuer les risques posés par les changements climatiques.

Cependant, le Canada reconnaît que les femmes et les filles peuvent être de puissants agents de changement si elles bénéficient d'un véritable accès et contrôle sur les ressources environnementales. C'est pourquoi nous continuons à veiller à ce qu'elles jouent un rôle de premier plan dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de réponses stratégiques aux changements climatiques et à d'autres questions de première importance liées à l'environnement et à la biodiversité.

Ces efforts sont harmonisés avec les objectifs du Programme 2030 ainsi qu'avec :

- la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris;
- la Convention sur la lutte contre la désertification;
- la Convention sur la diversité biologique;



- le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi 1 058 millions de dollars en aide internationale pour des initiatives en matière d'environnement et d'action climatique, dont 1 029 millions de dollars sous forme d'aide publique au développement.

En 2021, le Canada s'est engagé à doubler son engagement en matière de financement international de la lutte contre les changements climatiques pour le faire passer à 5,3 milliards de dollars sur cinq ans. Cet engagement aidera les pays en développement dans leur transition vers un développement durable à faibles émissions de carbone, à l'épreuve des changements climatiques et inclusif. Cet engagement s'appuie sur la réussite de l'engagement précédent de 2,65 milliards de dollars du Canada. Par cet engagement, le Canada augmente de 30 % à 40 % la proportion de ses contributions au financement climatique sous forme de subventions, pour permettre un meilleur accès pour les communautés affectées. Le Canada :

- consacre 40 % de son financement pour le climat à des projets d'adaptation aux changements climatiques;
- alloue un minimum de 20 % du financement à des projets qui tirent parti de solutions climatiques fondées sur la nature et contribuent aux avantages communs de la biodiversité comme [Partenariats pour le climat](#);
- veille à ce que les considérations liées à l'égalité des genres soient intégrées dans au moins 80 % des projets de financement pour le climat, conformément à la politique d'aide internationale féministe du Canada.

Le Canada a déjà annoncé un certain nombre d'initiatives qui seront financées dans le cadre de l'engagement de 5,3 milliards de dollars pour le financement de la lutte contre les changements climatiques. De plus amples renseignements sur nos programmes sont accessibles sur le site Web d'[Environnement et Changement climatique Canada](#).

En 2021, le Canada et les autres membres du G7 ont adopté le Pacte du G7 pour la nature à l'horizon 2030, convenant d'œuvrer en faveur de l'élimination des émissions nettes d'ici 2050 et d'inverser le déclin de la nature d'ici 2030.

En outre, le Canada continue de respecter les engagements pris lors du sommet du G7 à Charlevoix, au Québec. Il s'agit notamment d'investir 100 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir un fonds d'atténuation des déchets marins dans le cadre de la Charte sur les plastiques dans les océans et 100 millions de dollars pour soutenir l'extension de la couverture de l'assurance contre les risques climatiques dans les pays vulnérables aux changements climatiques, y compris les petits États insulaires en développement.

Le Canada étudie comment sa politique et ses programmes en matière de paix et de développement dans le monde, ainsi que son financement pour le climat, pourraient prendre en considération les répercussions des changements climatiques sur la sécurité ou contribuer à y faire face. Pour ce faire, le Canada s'est engagé à soutenir les appels en faveur d'une prise en considération des changements climatiques et de la sécurité dans le cadre de l'OTAN, du G7, des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'autres programmes internationaux liant les priorités en matière de développement, de finances et de sécurité.



Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT



En 2021-2022, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- mettre en œuvre des projets d'adaptation aux changements climatiques qui ont bénéficié à près de 3 millions de personnes (1 624 576 femmes, 1 134 240 hommes et 13 709 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) et à 18 millions de personnes supplémentaires grâce à des projets financés par le soutien à long terme du Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux;
- réduire ou éviter 2,99 mégatonnes métriques d'émissions de gaz à effet de serre, le soutien du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux contribuant à réduire 151,51 mégatonnes supplémentaires d'émissions de gaz;
- employer près de 6 000 personnes (229 femmes, 47 hommes et 5 706 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) dans le secteur de l'environnement, notamment dans des fonctions techniques, de supervision et de gestion.

Depuis 2015-2016, le Canada a versé 600 millions de dollars au [Fonds vert pour le climat](#) (FVC) afin d'aider les pays en développement à faire la transition vers des économies à faibles émissions de carbone, résistantes aux changements climatiques et favorables à la nature. En 2021, le FVC a approuvé 32 projets supplémentaires dans 67 pays en développement. En outre, il a fourni une aide à la préparation à 96 pays en développement et dans le cadre de 11 demandes de projets de préparation d'installations. Ces projets devraient permettre d'éliminer plus de 750 millions de tonnes d'émissions d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂) et d'accroître la résilience de plus de 200 millions de personnes.



En 2021-2022, le Canada était le septième plus important donateur du [Fonds pour l'environnement mondial](#) (FEM). Au cours de cette période, le Conseil du FEM a approuvé 179 projets supplémentaires qui devraient réaliser les objectifs suivants :

- aider plus de 8 millions de personnes à s'adapter aux changements climatiques;
- gérer plus de 53 millions d'hectares de terres pour qu'elles deviennent à l'épreuve des changements climatiques;
- protéger 129 millions d'hectares de zones terrestres et marines;
- améliorer les pratiques industrielles et locales pour protéger la biodiversité de près de 99 millions d'hectares d'habitats marins;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 338 millions de tonnes de CO₂.



Initiatives clés sous les projecteurs

Soutenir les énergies renouvelables pour promouvoir une croissance économique durable

Au Burkina Faso, le soutien du Canada en 2021-2022 a permis d'accroître l'adoption de technologies et de pratiques adaptables et respectueuses de l'environnement. Le projet [Énergie et croissance économique](#) dans la région de la Boucle de Mouhoun a permis d'obtenir les résultats suivants :

- raccorder 16 villages au réseau électrique national;
- fournir de l'équipement d'énergie solaire à 9 centres de santé et de promotion sociale;
- soutenir 88 entrepreneurs et 2 groupes de femmes grâce à des installations solaires;
- aider environ 560 ménages à acquérir des kits solaires.

Ces initiatives, en plus de celles ayant été mises en œuvre depuis le début du projet, permettent maintenant de réduire les émissions de CO₂ de 508 tonnes par an.

Le soutien continu du Canada au projet [Développement économique durable par l'énergie renouvelable en Jordanie](#) favorise une croissance économique durable et inclusive pour des groupes pauvres et défavorisés, en particulier les femmes et les jeunes, dans les régions de Deir Alla et d'Ajloun. En 2021-2022, ce projet a contribué à la mise en place de 2 fermes solaires et d'une station de recharge de véhicules électriques couplée à un système photovoltaïque. Environ 94 % des ménages bénéficiaires dans les régions ont vu leur revenu disponible augmenter grâce aux économies d'énergie ou à l'augmentation des actifs du ménage. En outre, le projet a aidé 315 personnes à trouver un emploi ou à devenir indépendantes.

Promouvoir l'adaptation aux changements climatiques et le développement économique dans le secteur agricole

Le Canada a continué à travailler avec le Centre d'étude et de collaboration international (CECI) et des partenaires locaux pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur du cacao en Haïti. En 2021-2022, le projet [Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti](#) a permis de mieux faire connaître les répercussions différenciées des changements climatiques en fonction du genre et de promouvoir des solutions fondées sur la nature. Par exemple, il a mis en place des écoles de formation pour les agriculteurs afin de leur enseigner des méthodes plus efficaces axées sur la nature, comme :

- le paillage du sol pour conserver l'humidité;
- la rotation des cultures;
- le compagnonnage des plantes, qui permet une meilleure gestion de la fertilité des sols.

L'année dernière, 370 agriculteurs ont amélioré leurs connaissances en matière de protection de l'environnement, de résilience aux changements climatiques et de bonnes pratiques agricoles. Depuis le début du projet en 2019, le nombre d'agriculteurs ayant mis en œuvre ces pratiques d'adaptation aux changements climatiques a dépassé de 10 % les objectifs fixés. Et parmi ces agriculteurs on dénombrait 1 200 femmes.

Le soutien du Canada à l'initiative [Améliorer le marché des haricots en Afrique](#) a permis d'améliorer la productivité des haricots, la nutrition et les liens avec le marché parmi les petits exploitants agricoles, hommes et femmes, dans 31 pays d'Afrique. En mars 2022, le projet avait mis en relation directe 3,5 millions d'agriculteurs, dont la moitié étaient des femmes, avec des petites et moyennes entreprises travaillant dans la chaîne de valeur des haricots. Le projet a ainsi permis à 16 millions de personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, d'avoir accès à des haricots à teneur plus élevée en fer. L'initiative a



fourni des services de renseignement sur les changements climatiques afin d'aider les producteurs de haricots à prendre des décisions éclairées sur les pratiques de plantation et à envisager de nouvelles variétés et technologies. Ces mesures ont permis de renforcer leur résistance aux phénomènes climatiques extrêmes tels que la sécheresse, les inondations, le gel et la chaleur.

Lutter contre la pollution de l'eau dans le secteur minier

Dans le cadre du projet [Améliorer la gestion environnementale des activités minières et énergétiques au Pérou](#), le Canada a continué à renforcer le système péruvien d'évaluation des répercussions sur l'environnement et d'application de la législation environnementale. Le projet a travaillé avec les gouvernements centraux et régionaux afin d'améliorer la supervision et le contrôle des activités minières artisanales et à petite échelle. En 2021-2022, le projet a obtenu les résultats suivants :

- formation de 780 fonctionnaires à la gestion environnementale inclusive;
- sensibilisation de plus de 7 000 mineurs aux risques environnementaux liés à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle;
- formation de 1 100 membres d'organisations de la société civile sur l'importance de faire participer les femmes dans la gouvernance environnementale et d'autres initiatives.

Renforcer la résilience climatique dans les pays insulaires du Pacifique

L'[Initiative Kiwa](#) contribue à rendre les écosystèmes, les économies et les communautés des îles du Pacifique plus résilients aux répercussions des changements climatiques. En mars 2022, elle a obtenu les résultats suivants :

- les capacités de plus de 60 institutions, organisations de la société civile et ministères à concevoir et mettre en œuvre des projets de solutions axées sur la nature ont été renforcées;
- 4 appels d'idées de solutions axées sur la nature ont été lancés et ont généré 60 grands projets régionaux et 177 projets locaux de petite et moyenne taille;
- 6 projets régionaux et 10 projets locaux ont été définis, et une superficie de 20 hectares a bénéficié d'un projet de conservation et de restauration de la biodiversité soutenu par l'initiative Kiwa;
- un total de 2,6 millions de dollars en cofinancement a été mobilisé auprès d'autres donateurs, et 14,6 millions de dollars auprès des donateurs existants de l'initiative Kiwa pour soutenir des projets supplémentaires.

Les huit projets régionaux en cours de réalisation représentent un montant de 44,83 millions de dollars et bénéficieront à 14 pays insulaires du Pacifique. Les thèmes des projets de solutions régionales axées sur la nature sont les suivants :

- protection de la biodiversité;
- fermes d'apprentissage biologiques;
- mesures d'adaptations aux changements climatiques axées sur l'écosystème;
- gestion des espèces envahissantes;
- gestion de la pêche axée sur la communauté.



Contribuer à l'adaptation des pays en développement aux changements climatiques

Grâce au projet [Renforcement du pouvoir des femmes pour l'action pour le climat au Honduras](#), mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Canada a aidé des femmes à participer activement à l'action climatique au sein de l'industrie forestière. Depuis 2018, le projet a permis à plus de 1 700 femmes autochtones et vivant dans des zones rurales d'améliorer la conservation et la gestion durable de la forêt dans l'ouest du Honduras. La cible finale du projet est de soutenir 2 000 femmes et jeunes. En mettant en œuvre des plans d'action visant à réduire la déforestation et la dégradation, et en élaborant des politiques d'utilisation durable des ressources naturelles, le projet a permis d'éliminer plus de 30 000 tonnes de dioxyde de carbone. Par ailleurs, 46 tonnes de CO₂ ont été absorbées grâce à l'utilisation de foyers consommant moins de bois de chauffage, et 414 tonnes de dioxyde de carbone ont été absorbées grâce à la mise en œuvre de technologies et de mesures agricoles intelligentes sur le plan climatique, comme la pratique du zéro brûlage. Dans l'ensemble, les activités de reboisement du projet ont le potentiel d'absorber à terme plus de 27 000 tonnes de CO₂.

En 2021-2022, le Canada a continué à soutenir le [Réseau international de forêts modèles](#) (RIFM), le plus grand réseau mondial consacré à la gouvernance durable des paysages. Au cours de la dernière année, le Secrétariat du RIFM à Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts, s'est joint à deux partenaires du RIFM en Bolivie et au Costa Rica pour continuer à réaliser le projet RESTAURacción : Restauration des zones touchées par des feux incontrôlés en Amérique latine. Le projet vise à garantir que les femmes jouent un rôle prépondérant dans la restauration des écosystèmes à la suite des incendies dévastateurs en Amazonie et à promouvoir des investissements à plus long terme dans l'utilisation durable des terres. En 2021-2022, RESTAURacción a offert 55 ateliers de formation, cours et séances d'information visant à promouvoir le leadership et le renforcement du pouvoir des femmes ainsi que la gouvernance environnementale. Ces activités ont permis de renforcer les capacités de recherche technique et scientifique de 600 personnes. En outre, le projet a fourni aux participants des renseignements précis sur les écarts entre les hommes et les femmes et sur les conséquences de ces écarts, et a défini des solutions potentielles pour les réduire.

Aider à se préparer et à réagir aux catastrophes naturelles dans le monde entier

Entre 2016 et 2022, le Canada a versé 10 millions de dollars à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour l'initiative [Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques](#) (en anglais seulement). Ces fonds ont permis de soutenir les efforts visant à protéger les vies et les biens contre les catastrophes naturelles en Asie du Sud-Est, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Par exemple, le projet [Building Resilience to High-Impact Hydro-Meteorological Events Through Strengthening Multi-Hazard Early Warning Systems in Small Island Developing States and Southeast Asia](#) a renforcé la résilience aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes. Cet objectif a été atteint grâce à des projets visant à obtenir les résultats suivants :



- mieux prévoir les phénomènes météorologiques violents dans les Caraïbes;
- améliorer les conseils en matière de crues soudaines aux Fidji;
- améliorer la capacité de prévision des inondations côtières dans d'autres îles du Pacifique Sud;
- mettre en œuvre des activités d'alerte précoce communautaires afin de se préparer et de réagir aux événements météorologiques, hydrologiques et climatiques extrêmes.





La brigade des filles et des garçons de Niue éduque le public à l'aide de panneaux personnalisés sur les niveaux d'alerte cyclonique dans leur langue locale, en partenariat avec le service météorologique de Niue.

Source : © Service météorologique de Niue, 2021

Catalyser les investissements du secteur privé en Asie pour lutter contre les changements climatiques

Dans l'est de l'Indonésie, le [Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie](#) a contribué à une enveloppe financière de 40 millions de dollars américains accordée à Vena Energy par la Banque asiatique de développement. Un financement a été accordé au projet d'énergie renouvelable en Indonésie orientale (phase 2) pour développer et exploiter quatre centrales solaires sur l'île de Lombok. Pour développer la main-d'œuvre locale, Vena a proposé une formation et une certification dans le domaine des systèmes d'énergie solaire et a contribué à une formation en entrepreneuriat et à la prestation de conseils commerciaux destinés à une entreprise de croustilles de manioc détenue par des femmes sur l'île. En outre, le projet a permis d'aider l'entreprise à obtenir une certification lui permettant d'exporter ses produits sur les marchés internationaux.

Histoires de changement

Renforcer la résilience au Ghana et au Kenya

L'initiative [Envisioning Resilience](#) (en anglais seulement) a permis aux femmes sous-représentées de faire entendre leur voix dans les processus de planification et d'adaptation au Ghana et au Kenya. Cette initiative est le fruit d'un [partenariat financé par le Canada](#) entre le [Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation](#) (en anglais seulement) et [Lensational](#) (en anglais seulement).

En 2021-2022, l'initiative a permis d'équiper 14 femmes d'appareils photo numériques et de les former à la photographie et à la narration. Ces séances ont permis aux femmes d'apprendre à utiliser leur appareil photo, mais aussi de mettre en lumière les problèmes liés aux changements climatiques. Grâce à ces conseils, les participantes ont pu élaborer des récits visuels qui illustrent les expériences vécues par leurs communautés relativement aux changements climatiques.



Ces femmes ont ensuite présenté leurs photos aux décideurs politiques lors d'ateliers de dialogue sur la politique et d'expositions de photos à Accra et à Nairobi. Il s'en est suivi des échanges approfondis entre ces femmes et les décideurs. Ces discussions ont permis de développer une compréhension commune des effets des changements climatiques sur la vie des femmes et des priorités en matière d'adaptation de leurs communautés.

« Ces reportages ont permis de brosser un tableau fidèle de la situation et influencent la manière dont les décideurs politiques devraient décider des mesures, des stratégies et des politiques », explique Thomas Lerenten Lelekoitien, directeur adjoint de l'adaptation aux changements climatiques à la Direction sur les changements climatiques du ministère kenyan de l'Environnement et des Forêts.

En outre, ces reportages photographiques ont mis en évidence le rôle que les femmes peuvent jouer en tant qu'agentes de changement pour mener les communautés vers un avenir plus résilient et plus prospère.

« Je suis météorologue de profession et il y a tellement d'autres façons de dire aux gens de s'adapter aux changements climatiques, en changeant les cultures ou les moyens de subsistance, par exemple », explique Rose Lekalesoi, météorologue au département météorologique du Kenya. « J'ai constaté que la communauté elle-même peut gérer sa propre adaptation aux changements climatiques. Notre politique en matière de changements climatiques doit partir de la base ».



Les dialogues sur les politiques ont été l'un des points forts du programme Envisioning Resilience. À Nairobi (photo), les stagiaires et les décideurs politiques ont noué le dialogue en échangeant des histoires de résilience et ont pu discuter de pistes de changement.

Source : © Jojakes Kairu



Soutenir le passage aux énergies renouvelables en Jordanie

Le projet [Développement économique durable par l'énergie renouvelable en Jordanie](#) (Sustainable Energy and Economic Development - SEED) vise à promouvoir une croissance durable et inclusive en Jordanie. Il a été cofinancé par le Canada et le Fonds jordanien pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, et mis en œuvre par Cowater.

Ghada Qudah est à la tête de l'une des organisations communautaires partenaires de SEED à Ajloun, en Jordanie. Selon elle, le projet a transformé le travail de l'organisation pour promouvoir les énergies renouvelables et les initiatives d'efficacité énergétique.

« Il nous a permis non seulement d'accroître nos capacités dans des domaines auxquels nous n'aurions jamais imaginé pouvoir accéder, mais aussi de mieux faire connaître le travail que nous effectuons et les services que nous offrons », explique-t-elle. « Nous sommes maintenant un pôle pour nos communautés locales en ce qui concerne l'apprentissage des pratiques d'efficacité énergétique et l'accès à celles-ci. »

Le soutien de SEED a aidé la communauté locale à appliquer des solutions qui ont permis de réduire les factures d'électricité. Ces économies ont été réinvesties dans l'amélioration des moyens de subsistance et du bien-être des habitants de l'une des communautés les plus pauvres de Jordanie. SEED a contribué à faire tomber les barrières liées aux genres en démontrant à la communauté que les femmes pouvaient faire carrière dans un domaine technique, comme ceux de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Ghada affirme que l'initiative a renforcé sa propre confiance et sa pratique professionnelle.

« L'approche de SEED pour renforcer nos capacités étant très méticuleuse et systématique, tout ce que j'ai appris m'a beaucoup donné confiance », déclare Ghada. « Non seulement cela, mais SEED m'a permis de travailler en réseau et de rencontrer un large éventail de personnes grâce à l'amélioration de mes compétences ».



Ghada Qudah, responsable d'une organisation communautaire à Ajloun, aide sa communauté à accéder à des solutions en matière d'efficacité énergétique et à les adopter.

Source : © Cowater International / SEED



En savoir plus sur ce thème

- [L'environnement et l'action pour le climat — PAIF](#)
- [Projets de financement de la lutte contre les changements climatiques](#)
- [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#)
- [Accord de Paris](#)
- [Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification](#)
- [Convention sur la diversité biologique](#)
- [Cadre mondial de la biodiversité, Kunming-Montréal](#)
- [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe](#)
- [Pacte du G7 pour la nature à l'horizon 2030](#)
- [Charte sur les plastiques dans les océans](#)
- [Engagement mondial pour le financement des forêts](#)
- [Fonds vert pour le climat - Rapport annuel sur les résultats](#)
- [Fonds pour l'environnement mondial - Tableau de bord](#)
- [Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques \(CREWS\), Organisation météorologique mondiale](#)





Source : © Jurists Without Chains, Libye

Gouvernance inclusive

La gouvernance influe sur la manière dont le pouvoir est exercé et dont les ressources sont allouées dans la société, mais aussi sur la participation politique, les services publics et les processus de justice disponibles. En outre, elle influe sur la manière dont les pays gèrent des problèmes complexes tels que les inégalités, la corruption, les dettes, les migrations et la violence.

L'approche du Canada en matière de gouvernance inclusive s'appuie sur la PAIF et reflète un engagement de longue date envers la démocratie et l'égalité des genres. Elle se concentre sur quatre grandes voies :

- la promotion et la protection des droits de la personne;
- la prestation d'un accès équitable à la justice;
- le renforcement de la participation à la vie publique;
- la prestation de services publics qui fonctionnent pour tous.

Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi plus de 438 millions de dollars dans des initiatives de gouvernance inclusive, dont 423 millions de dollars sous la forme d'aide publique au développement.

Cette aide visait à garantir que les femmes et les autres groupes marginalisés, y compris les personnes 2ELGBTQI+, puissent s'exprimer et participer aux décisions concernant leurs communautés et les politiques qui les touchent.

En 2021-2022, le Canada s'est fixé comme priorité d'apporter une aide accrue aux personnes handicapées dans le cadre de ses programmes d'aide internationale et en défendant leur cause au sein des instances multilatérales.

Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR LA GOUVERNANCE INCLUSIVE



En 2021-2022, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :



- renforcer les capacités de plus de 200 000 personnes (172 807 femmes, 36 508 hommes et 5 633 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) à faire progresser les droits de la personne, et rejoindre 3 400 femmes supplémentaires grâce au soutien à long terme offert par le Canada à des partenaires multilatéraux et mondiaux;
- fournir de meilleurs services judiciaires ou juridiques à plus de 20 000 personnes (7 772 femmes, 5 253 hommes et 7 450 personnes dont le genre n'a pas été indiqué);
- sensibiliser plus de 200 000 personnes (173 023 femmes, 26 626 hommes et 31 533 personnes dont le genre n'a pas été indiqué) et améliorer leurs connaissances et leurs compétences afin de promouvoir la participation et le leadership des femmes dans la vie publique;
- veiller à ce que plus de 3 000 institutions nationales, régionales et locales soient en mesure de fournir des services publics inclusifs, adaptés et durables.

Initiatives clés sous les projecteurs

Protéger et promouvoir les droits de la personne dans le monde entier

En 2021-2022, le Canada a apporté un soutien institutionnel au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) afin de contribuer à la protection des droits de la personne des citoyens du monde entier. Le financement offert par le Canada dans le cadre du projet [Renforcer les droits des femmes autochtones et autres femmes discriminées au Guatemala](#) a aidé le HCDH à agir comme accompagnateur à toutes les étapes d'affaires relatives aux droits de la personne : de l'observation du procès à la défense des droits et à l'établissement de rapports. Il a également contribué à l'obtention de réparations dignes. Par exemple, le projet a permis d'offrir à plus de 300 tisserands et sages-femmes autochtones du Guatemala des stratégies pour soutenir la mise en œuvre de trois décisions de la Cour constitutionnelle. Grâce à ce soutien, le travail des sages-femmes autochtones a été légalement reconnu et elles reçoivent désormais une allocation financée par l'État.

En Irak, le Canada collabore avec Heartland Alliance International dans le cadre d'[Avenir : Initiative pour le leadership des femmes irakiennes](#), afin de renforcer le leadership des femmes et d'accroître leur capacité à garantir leurs droits économiques. En 2021-2022, les efforts de défense des intérêts du groupe ont contribué à l'adoption par le Conseil judiciaire suprême de recommandations visant à protéger les femmes de la violence et des abus dans le cadre des élections. Les responsables du projet ont organisé des ateliers à Erbil et à Bagdad sur l'égalité des genres et les politiques en matière de harcèlement sexuel, d'exploitation et d'abus, et a convaincu six partis politiques d'intégrer ces deux politiques dans leurs statuts. En s'adressant à des chefs religieux et communautaires yézidis et chiites influents pour qu'ils défendent les droits des femmes, les responsables du projet ont réussi à encourager 52 chefs religieux et civiques à faire des déclarations publiques en faveur des droits économiques et politiques des femmes.

Le soutien du Canada à [Access Now](#) a permis de faire progresser la protection de la sécurité numérique pour les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits de la personne dans le monde entier. L'année dernière, le groupe a apporté son soutien à plus de 2 000 clients par l'intermédiaire de son service d'assistance téléphonique en matière de sécurité numérique.

En 2019, le Canada a annoncé le Programme d'aide internationale pour les personnes LGBTQ2I. Ce programme prévoit un financement de 30 millions de dollars sur cinq ans, suivi d'un financement annuel de 10 millions de dollars, afin de promouvoir les droits de la personne et d'améliorer la situation socioéconomique des personnes LGBTQ2I dans les pays en développement. En 2021-2022, ce programme a permis de financer six projets ayant contribué à promouvoir les droits fondamentaux des personnes LGBTQ2I, et il a rejoint des bénéficiaires dans 33 pays. La mobilisation des intervenants canadiens et internationaux est essentielle pour que le programme soit pertinent et réponde aux



besoins, aux réalités et aux priorités des communautés LGBTQ2I dans le domaine complexe qu'est la pratique du développement. C'est pourquoi les responsables du programme ont mis sur pied une communauté de pratique officielle pour les partenaires canadiens et internationaux afin de leur permettre de mettre en commun leurs connaissances et d'orienter l'exécution du programme. Lancée en mai 2021 et coprésidée par le Réseau Dignité Canada, cette communauté de pratique propose une démarche structurée et systématique pour mobiliser les intervenants. À ce jour, quatre réunions ont eu lieu, auxquelles ont participé environ 30 membres canadiens et internationaux.

Accroître l'accès à un système de justice fonctionnel

En Haïti, [Avocats sans frontières Canada](#) améliore l'accès à la justice et lutte contre la corruption et l'impunité. Avec le soutien du Canada pour le projet [Accessibilité aux services judiciaires en Haïti](#), le groupe a créé un cabinet d'avocats local spécialisé dans les litiges relatifs aux droits de la personne. Il a contribué à la libération de 140 personnes détenues arbitrairement. En 2021-2022, le cabinet a fourni une aide juridique à plus de 1 100 personnes, dont la moitié étaient des femmes. En outre, le cabinet a soumis une pétition à la Commission interaméricaine des droits de l'homme concernant les crimes commis sous le régime Duvalier. La [pétition vise](#) à faire reconnaître la responsabilité de l'État haïtien dans les violations des droits de la personne commises sous sa dictature, une étape importante pour les victimes qui n'ont jamais obtenu justice.

En 2021-2022, le Canada a continué à travailler avec le Centre d'études sur la justice des Amériques pour améliorer l'accès à une justice civile équitable et efficace en Amérique latine. Le soutien du Canada a permis la mise en place de 10 programmes de formation spécialisés pour plus de 240 juristes et décideurs. Ces programmes ont porté sur diverses questions, notamment :

- l'égalité des genres et la justice;
- la gestion judiciaire;
- les procès avec jury;
- les preuves;
- l'indépendance judiciaire;
- les litiges.

S'appuyant sur les cinq dernières éditions du projet (2016-2020), plus de 180 praticiens du droit et décideurs ont participé en 2021-2022 à un dialogue dirigé sur la réforme de la justice civile sensible aux besoins des femmes et l'accès à la justice. Au Pérou, le projet a amené un changement dans les procédures civiles en introduisant des auditions orales. Sur les 34 cours supérieures du Pérou, 24 ont mis en œuvre les procédures orales pour les affaires civiles en 2021-2022.

Renforcer la participation à la vie publique et aux élections

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Canada s'est associé au Département de la coopération et de l'observation des élections de l'Organisation des États américains (OEA) pour mettre en place le projet [Programme canadien de soutien électoral en Amérique latine et dans les Caraïbes](#). En collaborant, ils établissent des processus électoraux plus efficaces et plus inclusifs et renforcent la surveillance de la société civile dans le cadre de ces processus. En 2021-2022, l'organisation a fourni une assistance technique aux conseils de gestion des élections en Équateur et en Colombie afin d'améliorer leurs processus électoraux. En Équateur, 87 % des fonctionnaires des conseils ayant reçu une formation ont déclaré avoir amélioré leur capacité à administrer les élections. En outre, l'organisation a dispensé une formation sur la désinformation et l'observation électorale à 150 représentants de la société civile et responsables électoraux dans les Amériques. Ces personnes ont ainsi pu approfondir leurs connaissances des stratégies, des outils et des mesures visant à lutter contre la désinformation lors des futures élections.



Veiller à ce que les services publics fonctionnent pour tous et profitent à tous

En Mongolie, le Canada a contribué à [améliorer la gestion des services et des ressources publics](#) par la sensibilisation et la mobilisation des gouvernements nationaux et infranationaux, des organisations de la société civile et du secteur privé. Pour ce faire, il a organisé des séances de formation, des ateliers et des séminaires sur l'éthique, la transparence et la responsabilité dans tout le pays. À ce jour, le projet a fourni à environ 400 entreprises des renseignements sur les conséquences de la corruption dans le monde des affaires. En outre, le Canada a aidé le [Conseil de la fonction publique](#) à élaborer le plan d'action de la Mongolie pour l'égalité des genres dans la fonction publique 2021-2023, qui comprend des recommandations issues du tout premier sondage de la fonction publique mongole sur le harcèlement sexuel en milieu de travail.

En 2021-2022, le soutien du Canada aux défenseurs des droits de la personne au Myanmar leur a permis de mieux protéger les droits des groupes et des personnes vulnérables. Le Canada a apporté son soutien aux médias et aux chercheurs indépendants afin de favoriser l'établissement d'espaces de dialogue et d'action inclusifs. Par exemple, avec l'aide du Canada pour le projet [Renforcer le fédéralisme et la gouvernance inclusive au Myanmar](#), le Forum des fédérations a formé plus de 1 100 décideurs et acteurs de premier plan sur le fédéralisme et le processus démocratique, et sur la manière de favoriser la prise de décisions inclusive au niveau local.



Grâce à son soutien au projet [Promotion de l'égalité des langues nationales au Sri Lanka](#) en 2021-2022, le Canada a aidé 74 institutions gouvernementales dans 5 provinces du Sri Lanka à rédiger des plans pour fournir des services gouvernementaux dans ses deux langues officielles, notamment dans les hôpitaux et les postes de police. Le Canada a également contribué à l'élaboration et à l'approbation du cadre stratégique de mise en œuvre de la politique des langues officielles, qui intègre une stratégie d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes reconnaissant officiellement les agents de coordination pour l'égalité des genres dans tous les départements et institutions linguistiques.

En 2021-2022, l'aide du Canada à l'Ukraine a contribué à réformer la gouvernance. En effet, le Canada a financé un programme pilote de réforme nationale visant à former 4 200 fonctionnaires à l'institutionnalisation et à la mise en œuvre d'approches de services inclusives et axées sur les citoyens. Par l'intermédiaire du programme Soutien aux réformes de la gouvernance en Ukraine, le Canada a soutenu une série d'autres initiatives visant notamment l'amélioration des établissements correctionnels, ce qui a permis d'améliorer les conditions sanitaires et d'augmenter de 33 % le nombre de consultations psychologiques pour les femmes détenues. Les responsables du programme ont élaboré une campagne visant à mettre en évidence les droits des enfants handicapés à une éducation inclusive et les avantages des services communautaires pour ces enfants.

L'Agence du revenu du Canada (ARC) fournit une aide visant à renforcer la capacité fiscale des administrations bénéficiaires. En 2021-2022, par l'intermédiaire d'[Inspecteurs des impôts sans frontières](#), l'ARC a fourni une aide spécialisée en matière d'évaluation des risques, de vérification et de techniques de prix de transfert liées à l'imposition de l'industrie forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'industrie minière en Guinée. En collaborant virtuellement pour partager les pratiques exemplaires, l'Agence a également contribué à renforcer la gestion des finances publiques et à accroître le financement du secteur public au Bénin.

Lutter contre la discrimination et promouvoir l'inclusion dans l'emploi

En 2021-2022, le Canada a aidé les pays partenaires à améliorer le respect des normes internationales du travail par l'intermédiaire du [Programme de financement du travail](#) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC). L'année dernière, EDSC a lancé six nouveaux projets d'assistance technique par l'intermédiaire de l'Organisation internationale du travail (OIT). Par exemple, l'OIT a contribué à favoriser un respect durable de la législation dans les usines d'articles de voyage et de sacs au Cambodge, un



segment du secteur de l'habillement qui connaît une croissance rapide. L'organisation a également renforcé la capacité des syndicats du secteur de l'habillement en Indonésie à organiser et à représenter efficacement tous les travailleurs et a aidé le secteur de l'habillement en Jordanie à créer un environnement de travail plus inclusif et plus équitable pour les travailleurs et les syndicalistes. En outre, deux projets ont soutenu les efforts déployés par le Mexique pour supprimer les obstacles et les pratiques qui empêchaient les travailleurs d'exercer leur droit de s'associer librement et de négocier collectivement de manière efficace.

Histoires de changement

Améliorer l'accès aux services de soutien juridique et psychosocial pour les femmes dans les camps de réfugiés

Layla (pseudonyme), 27 ans, est une femme yézidie de Shingal, en Irak, qui a fui son foyer lorsque Daech a envahi la région en 2014. Depuis huit ans, elle vit dans le camp de réfugiés de Khanke, mais n'a pas pu trouver de travail parce qu'elle a seulement été à l'école primaire.

Cinq ans après son arrivée à Khanke, Layla a épousé un Yazidi vivant dans le camp. Elle espérait fonder une famille et se créer une vie meilleure. Mais ces rêves se sont rapidement assombris lorsque son mari est devenu violent et abusif, et l'a quittée alors qu'elle était enceinte, sans aucun moyen de subvenir à ses besoins ou à ceux de son enfant.

L'initiative [Avenir : Initiative pour le leadership des femmes iraqiennes](#) financée par le Canada apporte un soutien aux femmes du camp de Khanke, comme Layla, par l'intermédiaire de son partenaire local, People's Development Organization. L'organisation propose des séances de sensibilisation juridique et fait la promotion des services de soutien juridique et psychosocial par l'intermédiaire du centre de ressources pour les femmes du camp.

Grâce à cette initiative, Layla a pris conscience de ses droits, notamment celui de recevoir une pension alimentaire de la part du père de son enfant. L'organisation a donné à Layla les fonds nécessaires pour couvrir les frais de justice et un avocat pour intenter une action en son nom, action qu'elle a finalement gagnée.

Layla a désormais accès à des services essentiels de santé maternelle et reproductive, tels que des soins gynécologiques et des examens médicaux réguliers, grâce à la pension alimentaire versée par son mari.

En outre, Layla a reçu une microsubvention dans le cadre du programme, ce qui lui a permis d'ouvrir un petit magasin de vêtements et de jouets pour enfants à l'intérieur du camp de Khanke. Grâce à toutes ces aides et à tous ces services, Layla a gagné en indépendance et en sécurité économique et sa santé mentale s'est améliorée.





Layla se tient devant le magasin de vêtements et de jouets pour enfants qu'elle a ouvert grâce à une microsubvention financée par le Canada.
Source : © Heartland Alliance International

Faire entendre la voix des femmes tunisiennes en politique publique

Le [Programme pour un leadership municipal inclusif des femmes en Tunisie](#) vise à accroître l'influence des femmes tunisiennes et des femmes leaders locales dans la gestion des questions de politique publique. Ce projet, financé par le Canada, a aidé de nombreuses femmes à prendre confiance en elles, à mieux connaître les besoins de leur municipalité et à développer des compétences en matière de diplomatie et de leadership.

Nesrine Rezgui est une enseignante qui a reçu une formation dans le cadre de ce programme pour représenter la municipalité de Sidi Bourouis. Elle est secrétaire générale de l'association Phénix Sidi Bourouis.

« Avant, j'avais beaucoup de difficultés à m'exprimer en public », explique Nesrine. « J'avais l'habitude de bégayer et j'avais des trous de mémoire. Ce qui était le plus difficile pour moi était d'être dans un groupe et de me faire poser une question par une autre personne. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. À présent, je m'exprime comme je le veux. Je suis plus à l'aise pour parler! Je suis plus ambitieuse, et lorsque notre ambition grandit, on travaille davantage sur notre personnalité et on obtient de meilleurs résultats. Et c'est ce dont j'ai le plus profité ».





Nesrine Rezgui, institutrice et leader pleine d'avenir, représentant la municipalité de Sidi Bourouis.
Source : © Programme pour un leadership municipal inclusif des femmes, Fédération canadienne des municipalités

Donner accès à la justice à tous en Cisjordanie

Le Canada a financé la construction du [palais de justice d'Hébron, en Cisjordanie](#), qui a été achevée en 2022. S'étendant sur plus de 16 000 mètres carrés, cette structure innovante et impressionnante a été construite pour servir de modèle aux futurs palais de justice. C'est aujourd'hui un lieu de travail animé pour 359 000 habitants d'Hébron et de ses environs. Il a également beaucoup contribué à améliorer l'accès à des services de justice inclusifs dans la région. En 2021, l'ancien palais de justice traitait plus de 50 000 affaires. Cette charge de travail devrait augmenter dans le nouveau bâtiment en raison de son efficacité.

La juge en chef Yasmin Jarad, qui dirige les tribunaux du gouvernorat d'Hébron, et qui est également la première femme à occuper ce poste, déclare que le nouveau palais de justice constitue une grande amélioration par rapport au précédent. « Tout a changé lorsque nous avons emménagé dans ce nouveau bâtiment, qui offre un environnement adapté aux litiges et préserve la dignité des plaignants ».

La sécurité, l'égalité des genres et l'accessibilité ont été des éléments de première importance lors de la planification, de la conception et de la construction du palais de justice. La protection de la vie privée des femmes, des filles et de tous les usagers des palais de justice est une priorité. Le nouveau bâtiment améliorera la manière dont les affaires sensibles sont traitées, notamment les affaires concernant des mineurs, les affaires de violence familiale et les affaires de violence fondée sur le genre.

En outre, le palais de justice répond aux normes architecturales internationales les plus élevées. Le bâtiment ultramoderne utilise des panneaux solaires photovoltaïques et récupère les eaux de pluie, en plus d'être automatisé et numérique. Ces mesures permettent de minimiser la consommation d'énergie et de maximiser l'efficacité et la qualité des services.





La justice en action au palais de justice d'Hébron, en Cisjordanie.

Source : © Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) / Programme d'aide au peuple palestinien

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : La gouvernance inclusive](#)
- [Le Canada annonce un nouveau financement pour appuyer les droits des personnes LGBTQ2](#)





Source : © GRC

Paix et sécurité

Le Canada contribue depuis longtemps de manière directe à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans le monde. Les conflits violents entraînent des défis permanents et complexes de sécurité pour toutes les nations. Pour de nombreux pays, ces défis, qui vont de la criminalité transnationale et du terrorisme au trafic de personnes, d'armes et de drogues, sont insurmontables.

L'édification et le maintien de la paix dans des contextes fragiles et affectés par des conflits nécessitent des interventions rapides et souples ainsi que des efforts à plus long terme pour régler les causes fondamentales du conflit. Le Canada œuvre à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité, à la fois pour la sécurité des citoyens et comme condition préalable du développement durable et de la paix. Des programmes permettent d'atteindre ces objectifs, notamment :

- le [Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#);
- des programmes du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion;
- le [Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité](#) et le [Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes](#);
- le [Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes](#).

La protection et la promotion des droits des femmes et des filles sont essentielles pour construire un monde plus pacifique, plus juste et plus inclusif. Le soutien offert par le Canada au programme sur les femmes, la paix et la sécurité veille à ce que l'aide cible des initiatives qui font progresser l'égalité des genres et l'inclusion dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. Il s'agit notamment de promouvoir la participation pleine, égale et significative des femmes et de permettre aux organisations de défense des droits des femmes de participer aux processus de paix et aux efforts de prévention des conflits.

Le Canada est passé de la gestion des crises et de la réponse à celles-ci à la prévention des conflits et à l'amélioration de l'efficacité et de l'inclusivité des interventions lors des crises existantes. Au final, l'objectif du Canada est de sauver des vies et d'éviter les coûts de la violence. Pour ce faire, il privilégie les mesures suivantes :

- renforcer le système multilatéral afin de prévenir plus efficacement le déclenchement, l'intensification, la poursuite et la répétition des conflits;
- soutenir la prévention de conflits violents, l'intervention en cas de crise et la paix durable dans les contextes fragiles et touchés par des conflits, et ce, d'une manière inclusive et favorable à l'égalité des genres;
- soutenir les réductions des menaces à la sécurité et les réformes des systèmes de sécurité en favorisant l'égalité des genres.



Engagements clés

En 2021-2022, le Canada a investi 302 millions de dollars dans l'aide internationale pour des initiatives visant la paix et la sécurité, dont 190 millions de dollars la sous forme d'aide publique au développement.

Le Canada a continué à soutenir les opérations de paix et la consolidation de la paix au moyen d'une série de mesures, dont les suivantes :



- déployer un expert civil canadien pour contribuer à l'élaboration d'un nouveau plan d'action sur les femmes, la paix et la sécurité, qui intégrera les considérations liées à l'égalité des genres dans toutes les activités de l'OTAN;
- soutenir les initiatives visant à améliorer l'efficacité, l'efficience et l'inclusivité des opérations de paix des Nations Unies;
- aider l'[Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix](#) à cerner et à supprimer les obstacles à une participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix des Nations Unies;
- renforcer la capacité des missions de maintien de la paix à protéger les enfants, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats;
- renforcer les institutions multilatérales qui jouent un rôle essentiel dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans l'instauration et le maintien de la paix.

Afin de soutenir les efforts internationaux de contrôle des armes et de traiter les questions liées à la prolifération des armes, le Canada prend les mesures suivantes :

- renforcer le contrôle des armes et le désarmement;
- soutenir un système international de non-prolifération fondé sur des règles;
- trouver des moyens de faire face aux menaces posées par les armes de destruction massive.

Il s'agit notamment de renforcer les fondements du désarmement et du contrôle des armes à l'échelle internationale, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Point de mire sur les résultats

LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE FÉDÉRALE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



En 2021-2022, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- soutenir 120 organisations de la société civile, dont 66 organisations de femmes en leur offrant du financement pour accroître la participation des femmes aux négociations de paix et aux efforts de prévention des conflits;
- investir 202,4 millions de dollars dans des fonds d'aide internationale dans le cadre des efforts internationaux et nationaux visant à enquêter sur les crimes commis dans des situations de



conflit violent, y compris les crimes impliquant de la violence sexuelle et fondée sur le genre, et à tenter des poursuites.

Initiatives clés sous les projecteurs

Soutenir la paix et la sécurité en Ukraine

Avant l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le Canada versait environ 10 millions de dollars par année pour la mise en œuvre de programmes à ce pays. Ces programmes se concentraient sur plusieurs priorités, notamment les réformes du secteur de la sécurité, en mettant fortement l'accent sur la promotion du plan d'action national de l'Ukraine pour les femmes, la paix et la sécurité. Après l'invasion de la Russie, le Canada a adapté ses programmes pour répondre aux besoins en évolution constante du pays. Le Canada a rapidement élaboré de nouvelles initiatives qui ont renforcé la résilience et la résistance de l'Ukraine face à l'agression russe.

Par exemple, le Canada a contribué à soutenir le projet Mobile Service Delivery for Conflict-Affected Populations in Eastern Ukraine (prestation de services mobiles pour les populations touchées par le conflit). Cependant, les fréquents attentats à la bombe à proximité des zones ciblées par le projet ont gravement affecté ses résultats. En réponse à l'invasion russe, le projet a permis de fournir une aide d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il s'agit notamment d'équipements spécialisés pour les hôpitaux, de mobilier, d'appareils électroménagers et de matelas pour les communautés dans l'ensemble du pays.

En outre, le Canada a fourni des équipements de protection, notamment des masques respiratoires et des dosimètres, à l'Ukraine pour aider le pays à contrer les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires à la suite de l'invasion russe en février 2022.

Soutenir des projets de déminage dans les zones de conflit

Le Canada a fourni une assistance dans le cadre de deux projets visant à contribuer aux efforts de déminage en Azerbaïdjan et en Arménie : les projets [Assistance technique à l'intervention humanitaire antimines de l'Azerbaïdjan au Nagorno-Karabakh](#) et [Nettoyage humanitaire des objets explosifs sur le territoire du Haut-Karabakh sous contrôle arménien](#). Ces projets réduisent les risques pour les civils des deux côtés de la ligne de démarcation dans la région du Haut-Karabakh. À la suite de l'accord conclu en 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour mettre fin à ce cycle de conflit violent, les projets ont aidé à recenser, enlever et éliminer les restes explosifs de guerre, ainsi qu'à dispenser une formation sur les risques liés aux mines.

L'année dernière, le Canada a soutenu le projet [Consolidation de la paix au Sri Lanka par le déminage](#), en partenariat avec le Mines Advisory Group. Le projet a permis de déminer près de 112 000 mètres carrés de mines terrestres et de restes de guerre dans le nord du Sri Lanka.

Protéger les enfants dans les régions en conflit du monde entier

En 2021-2022, le Canada a continué à travailler avec l'équipe de protection de l'enfance du [Département des opérations de paix](#) des Nations Unies (DPO) pour intégrer les Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats. Grâce à la contribution de 2,2 millions de dollars du Canada, l'équipe de protection de l'enfance du DPO intègre ces 17 principes dans la formation et l'orientation des policiers, des militaires et des civils chargés du maintien de la paix dans le monde entier. Les forces de maintien de la paix pourront de la sorte cerner les signes précurseurs du recrutement et de l'utilisation d'enfants comme soldats, et agir plus tôt pour les empêcher. Le projet fournira des outils pour intégrer la protection des enfants



dans la planification et les opérations des missions de maintien de la paix, et soutiendra la recherche pour s'assurer que leur travail de protection des enfants tient compte de la dimension de genre.

Renforcer la sécurité des aéroports en Afrique du Nord

Le Programme canadien d'aide au renforcement des capacités antiterroristes a soutenu le projet AIRCOP au Maroc, en Algérie et en Égypte. Ce programme a été lancé en partenariat avec l'[Office des Nations Unies contre la drogue et le crime](#), [INTERPOL](#) et l'[Organisation mondiale des douanes](#). Il a permis d'offrir une formation et des équipements modernes pour renforcer la capacité à mieux identifier et intercepter les armes, les drogues illicites et les passagers suspects, y compris les combattants terroristes étrangers dans les secteurs suivants :

- sécurité dans les aéroports;
- douanes;
- aviation civile;
- services de police;
- agents du renseignement.

Outre l'amélioration de la coopération interinstitutions, le projet a permis de renforcer la sécurité des aéroports pour tous les passagers voyageant en Afrique du Nord et traversant la région.

Renforcer les systèmes judiciaires pour améliorer la paix et la sécurité

En 2021-2022, le [Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité \(PARCLC\)](#) du Canada, mené en partenariat avec Avocats sans frontières Canada, a fourni une formation spécialisée aux fonctionnaires de la justice pénale et aux acteurs de la société civile en Amérique centrale. Plus de 3 500 intervenants de la justice et de la société civile du Guatemala, du Salvador et du Honduras ont reçu une formation sur les normes internationales et les pratiques exemplaires en matière de lutte contre la traite de personnes et l'exploitation sexuelle. En outre, plus de 200 victimes dans 81 affaires de traite des personnes et d'exploitation sexuelle ont bénéficié d'une aide juridique et de services d'assistance judiciaire de qualité au Guatemala et au Honduras. Parmi ces affaires, vingt ont donné lieu à des condamnations au criminel.

Dans le cadre du projet [Appui au Plan d'action national jordanien sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU \(JONAP\)](#), le Canada a aidé l'Institut et le Conseil judiciaires à intégrer des communications tenant compte de la dimension de genre dans le programme national de formation des juges. En 2021-2022, le projet a offert une formation spécialisée sur la manière de traiter les cas de violence fondée sur le genre à diverses personnes, notamment :

- quelque 130 membres de la Direction de la sécurité publique et du ministère du Développement social, dont des policiers et des travailleurs sociaux;
- près de 400 juges, procureurs et notaires.

De plus, le Canada a contribué à augmenter la représentation des femmes dans le milieu judiciaire. En 2021, les femmes juges en Jordanie représentaient 28 % du secteur, contre seulement 19 % en 2017.

Soutenir d'autres initiatives clés pour construire la paix et la sécurité

En Haïti, le soutien offert par le Canada pour le projet [Soutenir et renforcer la création de la Police nationale des frontières haïtiennes](#) en 2021-2022 a permis de renforcer les droits des migrants vulnérables et des victimes de la criminalité, des violations des droits de la personne et de la traite des



personnes en améliorant l'accès aux mécanismes de protection. En outre, le financement de l'Organisation internationale pour les migrations a permis de sécuriser la frontière haïtienne et dominicaine en renforçant la coopération entre les autorités frontalières des deux pays.

En 2021-2022, le Canada a continué de diriger les efforts de la [Signature initiative to Mitigate Biological Threats in Africa](#) (en anglais seulement) du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. L'initiative est mise en œuvre en partenariat très étroit avec les centres africains de contrôle et de prévention des maladies. Elle se concentre sur le renforcement de la biosécurité et de la sûreté biologique sur l'ensemble du continent. En novembre 2021, le Canada a co-organisé une réunion virtuelle de haut niveau sur la mobilisation des représentants du public à la biosécurité et à la préparation à la pandémie. Lors de cette conférence, le Programme canadien de réduction de la menace des armes s'est engagé à fournir une première tranche de 10 millions de dollars pour soutenir l'initiative.

Partager l'expertise canadienne pour créer un monde plus sûr et plus sécuritaire

En 2021-2022, les Forces armées canadiennes (FAC) et l'[Arrangement de la police canadienne](#) (APC) ont apporté un soutien essentiel au Bureau du coordonnateur de la sécurité des États-Unis (USSC) dans le cadre de l'opération PROTEUS. L'USSC a été créé en 2005 pour appuyer la coordination de la sécurité israélo-palestinienne et l'aide internationale à la réforme et au renforcement des capacités dans le secteur de la sécurité de l'Autorité palestinienne. Le Canada contribue actuellement à l'USSC grâce à la participation de 23 membres des Forces armées canadiennes et de trois membres de la police civile. En 2021-2022, la Force opérationnelle Jérusalem de l'Opération PROTEUS s'est concentrée sur le renforcement des capacités opérationnelles des diverses forces de sécurité et d'intervention d'urgence de l'Autorité palestinienne. Elle s'est concentrée sur les communications, la logistique, la police et la police douanière, ainsi que sur leurs cadres juridiques.

En 2021-2022, par l'entremise de l'APC, le Canada a continué à répondre aux besoins en matière de sécurité des États fragiles et touchés par un conflit, afin de construire un monde plus sûr et plus sécuritaire. Par exemple, l'année dernière, la GRC a affecté 103 policiers canadiens à onze missions internationales dans huit pays.

En 2021-2022, les policiers canadiens participant à des opérations de paix et à des missions ont soutenu les efforts visant à prévenir et traiter les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et à réaliser des enquêtes et à intenter des poursuites relativement à ces cas. Par exemple, des policiers canadiens déployés au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ont fourni un encadrement et des conseils stratégiques à la police nationale haïtienne au sujet de l'intégration de la dimension de genre et les services de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. L'APC, en partenariat avec les Nations Unies, la Suède et la Tanzanie, a mis en place une équipe de police spécialisée pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre au sein des populations vulnérables de manière holistique et globale.

Histoires de changement

Aider les femmes à se libérer de la violence en Jordanie

En 2021, ONU Femmes et l'Union des femmes jordaniennes ont aidé les survivantes de la violence fondée sur le genre partout en Jordanie grâce au soutien du Canada, de la Finlande, de la Norvège, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Cette aide faisait partie du [Plan d'action national de la Jordanie pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité](#) (en anglais seulement).



Akaber est l'une des nombreuses bénéficiaires du programme. Cette réfugiée palestinienne, mère de deux garçons, a également été victime de violence familiale. Elle a bénéficié d'un soutien juridique, financier et psychosocial de la part de l'Union des femmes jordaniennes. Elle a ainsi pu trouver un emploi, obtenir la garde complète de ses enfants, louer une maison et entamer une nouvelle vie.

« Les premières années de mon mariage ont été paisibles. Puis mon mari a commencé à boire et m'a trompée. Malgré cela, je continuais à penser que la vie avec lui était préférable à un retour dans ma famille. Comme il devenait de plus en plus violent envers moi et nos deux fils, j'ai commencé à craindre pour ma vie. J'ai couru jusqu'à la maison de mes parents, où je n'ai pas trouvé la paix. Ma mère voulait me mettre à la porte, mes enfants se sont tournés vers la rue et mon ex-mari entrain en trombe et nous menaçait », explique-t-elle.

Elle a ensuite été orientée vers la ligne d'assistance téléphonique de l'Union des femmes jordaniennes. Elle pensait que les choses ne s'amélioreraient jamais, mais en cherchant de l'aide, elle a trouvé le soutien dont elle avait besoin.

« J'ai passé toutes mes journées à chercher du travail jusqu'à ce que je trouve un emploi de concierge dans une école. Le fait de pouvoir subvenir à mes besoins et à ceux de mes enfants m'a donné, pour la première fois, un sentiment de liberté et d'indépendance », explique Akaber.

L'Union des femmes jordaniennes lui a attribué un avocat et lui a apporté un soutien psychologique et financier. Ce soutien lui a permis de comprendre que le changement ne se fait pas du jour au lendemain, mais qu'il est possible.

Le message d'Akaber à toutes celles qui pensent que leur situation est désespérée est qu'il existe une solution. Et que toute femme confrontée à la violence comme elle l'a été devrait demander de l'aide. Elle affirme que l'Union des femmes jordaniennes est devenue son système de soutien et qu'elle se sent aujourd'hui suffisamment forte pour surmonter ses peurs.



Akaber, 42 ans, est une survivante de la violence familiale qui a bénéficié de services juridiques et psychologiques par l'intermédiaire de l'Union des femmes jordaniennes.

Source : © ONU Femmes / Tamara Abdin



En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : La paix et la sécurité](#)
- [Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité](#)
- [Programmes de renforcement des capacités en matière de sécurité](#)
- [Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)
- [Chaîne YouTube d'Affaires mondiales Canada](#)
- [Police internationale, Gendarmerie royale du Canada](#)





Source : © OWSD

Aller de l'avant : partenariats et innovation

Le Canada est toujours à la recherche d'approches novatrices pour mettre en œuvre son programme d'aide internationale. Pour s'assurer que son financement est utile et génère les incidences escomptées, le Canada renforce en permanence ses partenariats multipartites. En explorant des moyens novateurs d'investir dans l'aide internationale et en tirant parti de nouveaux partenaires comme de partenaires existants, le Canada est déterminé à améliorer la manière dont il accomplit son travail. Il pourra ainsi mieux répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables et contribuer à l'édification d'un monde inclusif qui fonctionne pour tous.

Collaborer avec les partenaires du Canada

En 2021-2022, le Canada a favorisé l'établissement de divers partenariats inclusifs, novateurs et efficaces au moyen de mécanismes multilatéraux et avec des organisations canadiennes, internationales et locales à l'étranger. Comme le montre clairement le présent rapport, ces partenariats jouent un rôle essentiel en fournissant l'expertise technique, les conseils et les orientations politiques, les connaissances logistiques et la sensibilisation nécessaires pour soutenir les pays partenaires du Canada et ainsi atteindre les personnes les plus vulnérables.

En mobilisant des contributions venant de partout au Canada, ces partenariats permettent de tirer parti d'une approche pansociétale pour réaliser des progrès en vue de la réalisation des ODD des Nations Unies, renforçant ainsi la contribution du Canada au développement, à la paix et à la prospérité dans le monde. Cette année encore, le Canada a été en mesure de répondre rapidement et efficacement aux multiples crises auxquelles le monde a été confronté, grâce à la souplesse et à la capacité d'adaptation de ses partenaires.

En 2021-2022, le CRDI du Canada a relevé des défis persistants qui menaçaient d'interrompre, voire d'annuler, les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et d'égalité des genres dans de nombreuses régions du monde. En collaborant avec des partenaires de divers secteurs, le CRDI a mobilisé des alliances pour soutenir la réalisation de recherches transformatives en matière d'égalité des genres qui se sont attaquées aux inégalités. Ces recherches ont tenu compte des expériences vécues par les femmes et les filles et ont promu l'établissement de solutions durables permettant de réduire les obstacles pour les femmes. Par exemple, le CRDI a investi dans des priorités telles que :

- renforcer le pouvoir économique des femmes;
- contribuer à une gouvernance plus inclusive;
- éliminer les disparités entre les hommes et les femmes dans le domaine de la science;
- lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux soins de santé;
- renforcer le leadership des femmes en matière de sécurité alimentaire.

L'une des principales priorités du CRDI est de travailler avec des partenaires tels que les autorités locales, les ONG et le secteur privé. Le CRDI valorise les recherches et les résultats de divers intervenants pour améliorer les politiques et les pratiques.



Société civile

La [Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#) continue d'orienter la collaboration du Canada avec l'ensemble des organisations de la société civile, qu'elles soient nationales, internationales ou locales. Ces organisations ont des expériences précieuses et uniques qui contribuent :

- à obtenir des résultats efficaces;
- à encourager la création d'idées nouvelles;
- à renforcer les capacités locales;
- à mobiliser les Canadiens en tant que citoyens du monde.

Organisations de la société civile canadienne

Pour étendre la portée et les incidences de ses initiatives de développement, le Canada s'est appuyé sur l'expertise et les réseaux de ses partenaires de la société civile canadienne. En 2021-2022, le Canada a fourni plus de 907 millions de dollars de financement à ces partenaires et a travaillé directement avec environ 200 organisations de la société civile.



Ces partenariats ont particulièrement aidé les petites et moyennes organisations. Par exemple, le Canada a financé 38 projets de développement dans le cadre de l'initiative [Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation](#). Il a appuyé la mise à l'essai et l'expérimentation de petites et moyennes organisations, en partenariat avec des organisations locales, qui ont fait progresser l'égalité des genres dans les pays du Sud par l'intermédiaire du [Fonds pour l'innovation et la transformation](#). L'initiative a également continué à améliorer l'efficacité du travail des petites et moyennes organisations canadiennes par l'intermédiaire du [Programme Activer le changement](#). Grâce à ce programme, 74 % des petites et moyennes organisations participantes ont renforcé leur capacité à fournir des programmes inclusifs, sensibles au genre, durables et innovants.

Organisations locales de la société civile à l'étranger

En 2021-2022, le Canada a continué à collaborer avec des organisations de la société civile locale et à les appuyer, notamment par l'entremise de son réseau de missions et de diverses instances, ainsi que par des programmes tels que le [Fonds Égalité](#). Cette année, le [Fonds canadien d'initiatives locales](#) a financé 690 projets d'une valeur totale de 23,6 millions de dollars dans 124 pays, ainsi que dans les territoires palestiniens. Parmi ces projets, 88 % sont mis en œuvre par des organisations locales. Au total, le Canada a versé plus de 530 millions de dollars à près de 1 300 organisations de la société civile internationale.



En savoir plus sur ce thème

- [La Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#)
- [Digna](#)
- [Guides en matière de financement](#)
- [Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement](#) (en anglais seulement)
- [Réseau de coordination des conseils](#)
- [Semaine du développement international](#)
- [Programme de stages internationaux pour les jeunes \(PSIJ\)](#)
- [Activer le changement](#)
- [Partenariat d'assistance technique](#)

Engagement multilatéral : Organisations, sommets et forums

Pour atteindre ses objectifs en matière d'aide internationale, le Canada s'appuie sur un vaste réseau d'organisations, de partenariats et d'instances multilatéraux. Ce réseau est essentiel pour faire progresser les efforts menés par le Canada en vue d'éradiquer la pauvreté et de construire un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Les partenaires multilatéraux offrent des avantages comparatifs, notamment les suivants :

- une expertise et une présence sur le terrain;
- un pouvoir de rassemblement grâce à leurs réseaux et à leurs intervenants;
- une capacité d'influence.

Ces avantages permettent d'amplifier et d'élargir l'impact des programmes d'aide internationale du Canada.

Fonds et programmes des Nations Unies

En 2021-2022, le Canada a continué à promouvoir et à défendre ses intérêts et ses valeurs par l'intermédiaire d'organisations multilatérales et a renforcé l'efficacité de ces institutions. Le Canada est l'un des dix principaux donateurs des fonds et programmes des Nations Unies, notamment le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP et ONU Femmes. Travailler avec ces organisations internationales, notamment en s'engageant activement auprès de leurs conseils de gouvernance respectifs, permet de s'assurer que l'aide du Canada rejoint les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables et contribue ainsi à la réalisation des Objectifs de développement durable. En 2021-2022, le Canada a contribué à consolider la mise en place du système de coordonnateur résident qui est chargé de la coordination des efforts collectifs des Nations Unies au niveau national. En conséquence, le soutien du système des Nations Unies pour la réalisation des ODD est plus efficace, plus efficient et plus cohérent. En outre, le Canada a apporté un soutien institutionnel à plusieurs organismes des Nations Unies, notamment des institutions humanitaires, sanitaires et environnementales, pour lesquelles le Canada continue d'être l'un des dix principaux donateurs.



Veuillez consulter le résumé des réalisations de ces [organisations](#) sur le site d'Affaires mondiales Canada.



Comité d'aide au développement de l'OCDE

Le Canada est un membre actif du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Ce comité est une instance d'envergure mondiale composée des plus grands donateurs gouvernementaux d'aide internationale. Il sert de plateforme pour établir des normes en matière de coopération au développement, dans le but d'améliorer l'efficacité de cette coopération. En 2021-2022, avec le soutien du Canada et d'autres membres, le CAD de l'OCDE a rendu compte pour la première fois de son nouveau [Soutien public total au développement durable](#). Parmi les autres réalisations importantes, on peut citer ce qui suit :

- l'adoption d'une déclaration du CAD sur l'harmonisation des efforts de développement et de lutte contre les changements climatiques;
- l'élaboration d'un plan de travail pour favoriser le soutien au développement positif pour la nature;
- la publication de plusieurs documents d'orientation et rapports à l'intention des gouvernements et de la société civile;
- le lancement d'orientations sur l'*Amélioration des impacts du développement dans les petits États insulaires en développement : Mise en œuvre des principes d'efficacité*, en partenariat avec l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), le Canada et le Royaume-Uni.

L'année dernière, le CAD a adopté une nouvelle recommandation sur la participation de la société civile à la coopération au développement et à l'aide humanitaire. En outre, le Comité a continué à jouer son rôle d'intendance en recueillant et en publiant des données sur l'aide publique au développement.

Partenaires humanitaires

En 2021-2022, le Canada a fourni près de 380 millions de dollars en aide internationale au [Programme alimentaire mondial](#) (PAM). En 2021, le Canada a été le quatrième donateur bilatéral du PAM. Ce soutien a permis au PAM et à ses partenaires d'aider un nombre record de 128 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente.



En outre, le Canada a fourni un financement de plus de 155 millions de dollars au [Comité international de la Croix-Rouge](#) (CICR). En 2021-2022, les activités de l'organisation visant à assurer la protection, l'aide et le respect du droit international humanitaire ont permis de répondre à des besoins humanitaires urgents dans des pays tels que Haïti, la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan, le Myanmar, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et l'Ukraine.

Par l'intermédiaire du HCR, l'aide humanitaire du Canada a permis, au cours de la dernière année, de venir en aide à près de 95 millions de réfugiés dans 135 pays et territoires.

G7 et G20

Le [G7](#) et le [G20](#) ont traditionnellement servi de plateformes permettant au Canada de faire progresser ses priorités en matière d'aide internationale. Le Royaume-Uni a assuré la présidence du G7 en 2021 et s'est fait le champion de dossiers de première importance comme :

- les investissements dans les infrastructures;
- l'égalité des genres;
- l'éducation des filles;
- la prévention de la famine;
- l'équité en matière de vaccination;
- les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.



Le Canada a contribué à faire progresser ces priorités en améliorant l'accès aux vaccins contre la COVID-19, en approuvant la déclaration sur l'éducation des filles, qui comprend deux nouveaux objectifs mondiaux en matière d'éducation, et en acceptant des mesures visant à combler les lacunes en matière de financement des investissements dans les infrastructures. En 2022, sous la présidence allemande du G7, le Canada et le reste du G7 ont fait front commun alors que la Russie entamait sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Il s'agissait notamment de fournir une aide financière, humanitaire et militaire essentielle à l'Ukraine et de coordonner les sanctions à l'encontre de la Russie.

En 2021-2022, le Canada a travaillé avec des partenaires du G20 aux vues similaires pour faire progresser l'égalité des genres et le traitement de la dette des pays confrontés à des chocs multiples, tels que la pandémie de COVID-19, l'inflation et le resserrement des conditions monétaires mondiales. Dans le cadre du G20, le Canada a contribué au lancement du Groupe de travail conjoint sur les finances et la santé afin de renforcer la prévention des pandémies et la préparation et l'intervention en cas de pandémie. Le Canada a également profité du G20 pour demander des comptes à la Russie sur les conséquences négatives de sa guerre contre l'Ukraine et a signé la déclaration de Matera sur la sécurité alimentaire. Dans le cadre du G20, le Canada a accepté de redoubler d'efforts pour promouvoir le financement du développement durable et faire progresser les ODD en travaillant avec la société civile et les autorités locales pour répondre aux besoins particuliers de différentes zones géographiques.

Le Commonwealth et la Francophonie

En tant que principal contributeur du [Commonwealth](#) et participant actif à ses organes de gouvernance, le Canada s'emploie à faire en sorte que les programmes de cette organisation cadrent avec la PAIF du Canada. En 2021-2022, le Canada a contribué aux trois institutions du Commonwealth :

- le Secrétariat du Commonwealth;
- le Commonwealth of Learning;
- la Fondation du Commonwealth.

L'année dernière, le Canada a renouvelé son soutien institutionnel à long terme au [Commonwealth of Learning](#) (en anglais seulement) (COL), la seule institution du Commonwealth située en dehors du Royaume-Uni. La contribution du Canada à l'organisation, qui s'élève à 2,6 millions de dollars par an, contribue à la mise en œuvre de son plan stratégique, y compris le programme [GIRLS Inspire](#) (en anglais seulement). Ce programme se concentre sur la promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes par le développement de compétences liées aux moyens de subsistance en utilisant l'apprentissage ouvert et les ressources numériques.



En 2021-2022, GIRLS Inspire a étendu sa portée à 10 pays. Le programme a également offert une formation professionnelle à plus de 10 000 femmes et filles, dont plus de 3 100 ont été encadrées et ont reçu des ressources financières, des services communautaires et des possibilités d'emploi. Le COL a également collaboré avec les gouvernements du Belize, de la Guyane, de la Jamaïque et du Tonga pour résoudre le problème des mauvais résultats scolaires des garçons et des taux élevés d'abandon scolaire. Il a formé plus de 700 enseignants en Jamaïque à conseiller les garçons dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer leurs résultats scolaires. Son programme d'apprentissage tout au long de la vie pour les agriculteurs (Lifelong Learning for Farmers) a permis de former plus de 55 000 agriculteurs en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes aux activités bancaires de groupe, aux procédures bancaires et à la culture numérique et financière, tout en facilitant l'accès aux ressources d'apprentissage liées à l'agriculture.

Le Canada a collaboré avec un large éventail de partenaires au sein de l'[Organisation internationale de la Francophonie](#) (OIF) au cours de la dernière année. En 2021-2022, le Canada a maintenu son soutien à l'OIF pour mettre en œuvre des programmes recentrés, dont les domaines d'intervention (paix,



démocratie et droits de la personne, éducation et formation, économie et transformation numérique, développement durable, égalité des genres) s'alignent sur les principaux champs d'action de la PAIF du Canada. Au total, les 25 projets phares de l'OIF ont touché plus de 2,3 millions de bénéficiaires directs et indirects. L'OIF s'appuie sur plus de 800 partenaires (intervenants institutionnels, académiques et organisations de la société civile), auxquels elle apporte un soutien financier pour mettre en œuvre des initiatives sur le terrain. Ces initiatives, qui sont principalement menées dans les régions de l'Afrique subsaharienne et de l'océan Indien, ont contribué de manière significative au renforcement du pouvoir des femmes et des jeunes francophones. Par exemple, l'initiative [La Francophonie avec Elles](#), en 2021, a soutenu 84 projets dans 27 pays de l'espace francophone. Ces projets ont aidé les femmes et les filles à accéder à des services de développement économique, d'éducation et de santé, et les ont protégées contre toutes les formes de violence. En 2021, cette initiative a reçu un soutien ciblé du Canada en faveur des femmes au Liban.

Institutions financières internationales

Les institutions financières internationales (IFI), qui comprennent le Groupe de la Banque mondiale et ses agences, les banques multilatérales de développement et le Fonds monétaire international (FMI), jouent un rôle essentiel dans l'architecture de l'aide mondiale. Ces institutions fournissent des financements à grande échelle qui soutiennent les travaux visant à réaliser les ODD. Ainsi, les IFI sont des partenaires essentiels pour promouvoir et faire progresser les intérêts, les priorités et les valeurs du Canada, y compris ceux qui sont mentionnés dans la PAIF.

De plus amples informations sur les relations du Canada avec les IFI sont accessibles sur la [page Web des partenariats et des organisations](#). Le volume 2 du présent rapport fournit des renseignements supplémentaires sur la participation du Canada au Groupe de la Banque mondiale, au FMI et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

En 2021-2022, les banques multilatérales de développement ont été des partenaires de premier plan du Canada dans la mise en œuvre de l'action climatique et ont réalisé des progrès significatifs cette année. Alors que le monde reste confronté à la crise climatique, il est urgent de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, il faudrait prendre les mesures suivantes :

- mettre hors service les centrales électriques à forte intensité d'émissions;
- accélérer l'installation d'infrastructures d'énergie propre;
- accroître la résilience aux changements climatiques.

Les banques multilatérales de développement aident à mobiliser les capitaux nécessaires pour respecter l'engagement collectif à fournir 100 milliards de dollars américains pour la lutte contre les changements climatiques.

Voici quelques exemples des réalisations des banques en 2021-2022 :

- la Banque africaine de développement a contribué à la production de 72 MW d'énergie renouvelable en 2021;
- les opérations de la Banque asiatique de développement ont permis d'installer une capacité de 1 600 MW d'énergie renouvelable, réduisant les émissions de gaz à effet de serre de l'équivalent de 17,8 millions de tonnes de CO₂;
- le Groupe de la Banque mondiale a débloqué un montant record de 31,7 milliards de dollars pour des investissements liés au climat, ce qui représente 36 % du financement total du Groupe.



Secteur privé

Le Canada reconnaît le rôle fondamental que le secteur privé joue pour stimuler l'innovation, la productivité et la croissance économique inclusive. Les partenariats inclusifs avec le secteur privé sont également essentiels à la réalisation des priorités de développement du Canada. S'appuyant sur la publication de sa [stratégie de mobilisation du secteur privé en faveur du développement durable](#) en août 2021, le Canada a encouragé les acteurs du secteur privé à prendre part à des initiatives d'aide internationale selon des modalités nouvelles, plus efficaces et plus évolutives. En particulier, le Canada utilise de nouveaux outils de financement innovants pour travailler directement avec des investisseurs privés et philanthropiques. Le financement de l'aide au développement est alloué de manière ciblée pour atténuer les risques des possibilités d'investissement et stimuler les investissements privés dans les pays en développement, dans des domaines à forte incidence sur le développement.

Par exemple, le Canada s'est engagé à verser quelque 25 millions de dollars en contributions remboursables et 6,8 millions de dollars en assistance technique au [Fonds d'équipement des Nations Unies](#) (en anglais seulement) et à [Bamboo Capital Partners](#) (en anglais seulement). Ce financement sera destiné aux petites et moyennes entreprises qui sont harmonisées avec les ODD et dont les besoins ne sont pas nécessairement couverts par le microfinancement et les banques traditionnelles dans les pays les moins développés.

En outre, en 2021-2022, la contribution du Canada à l'initiative du African Guarantee Fund, l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA), a permis d'établir une collaboration avec Melanin Kapital et ABSA Bank Kenya, qui a soutenu le [Programme Let's Unite to See Her Empowered de Tuungane 2X](#) (en anglais seulement) au Kenya. Avec l'aide du Canada, l'[African Guarantee Fund](#) permettra de renforcer les capacités de 300 jeunes entreprises afin d'accroître leur accès au crédit garanti. Cela contribuera à renforcer le pouvoir des femmes et à lever les principaux obstacles auxquels les femmes entrepreneures sont confrontées dans le développement de leur entreprise.



Cette année, dans le cadre du Programme d'innovation en aide internationale, le Canada s'est associé à [FinDev Canada](#) pour créer le mécanisme 2X. Son premier investissement a été un fonds de 13 millions de dollars américains, l'Energy Entrepreneurs Growth Fund, qui offre du financement catalytique et de l'assistance technique aux entreprises en phase de démarrage et de croissance afin d'améliorer l'accès à une énergie propre, sûre, fiable et abordable pour les ménages et les entreprises hors réseau en Afrique subsaharienne. Plus particulièrement, ce fonds réalise des investissements qui répondent aux besoins énergétiques uniques des femmes africaines, notamment des femmes chefs d'entreprise. Il encourage également des pratiques inclusives au sein des entreprises de son portefeuille, qui ont un impact positif sur l'autonomisation économique des femmes dans la région.

Financement innovant du développement

En 2019, le Canada a lancé 2 nouveaux programmes de financement innovants : le Programme d'innovation en aide internationale et le Programme de prêts souverains. Ces programmes mettent à l'essai l'utilisation d'investissements ciblés au moyen de financements remboursables dans les pays en développement.

L'objectif de cette approche innovante du financement du développement vise à augmenter le niveau global de financement des ODD à l'échelle mondiale, tout en concentrant les rares ressources d'aide là où elles sont le plus nécessaires. Cette approche peut contribuer aux réalisations suivantes :

- construire des marchés équitables;
- créer des emplois;



- soutenir l'égalité des genres;
- mobiliser l'expertise et la capacité d'innovation des secteurs privé et public.

Avec [FinDev Canada](#), le nouveau site [Programme d'innovation en aide internationale \(PIAI\)](#) aide à accélérer le développement du secteur privé qui contribue à la réalisation des ODD dans les pays en développement. Les investisseurs privés étant souvent réticents à investir dans les pays en développement, l'aide internationale du Canada peut être utilisée de manière stratégique pour catalyser des fonds privés supplémentaires en faveur de projets ayant un impact élevé et positif sur le développement international.

Par l'intermédiaire du PIAI, le Canada a engagé 164,7 millions de dollars en financement concessionnel au cours de la dernière année afin de catalyser du financement privé supplémentaire et de l'aide en vue de la réalisation de projets favorables à la réalisation des ODD. À ce jour, le PIAI s'est engagé à verser près de 300 millions de dollars dans le cadre de six initiatives d'assistance technique remboursables. Ces initiatives soutiennent l'agriculture et les infrastructures adaptées aux changements climatiques, l'énergie propre et le financement des petites et moyennes entreprises.

En 2021-2022, le Programme de prêts souverains a continué d'évaluer la possibilité d'octroyer des prêts à des pays à revenu intermédiaire admissibles, mais n'a pas achevé de négociations.

Innovation et expérimentation en matière de développement

Innovation

L'innovation dans l'aide internationale est une combinaison de processus, d'état d'esprit et de moyens permettant de mettre en place de nouvelles solutions locales ou d'améliorer les solutions existantes. En voici quelques exemples :

- modèles d'entreprise;
- pratiques stratégiques;
- approches;
- partenariats;
- technologies;
- introspection comportementale;
- mécanismes de financement;
- méthodes de prestation des produits et des services.

L'approche du Canada en matière d'innovation dans le domaine de l'aide internationale est ancrée dans les [Principes de Whistler pour accélérer l'innovation au service du développement](#). Elle vise à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD et est harmonisée avec la politique d'aide internationale féministe du Canada.

Le Canada est membre actif de l'[International Development Innovation Alliance](#). Le réseau consultatif de l'Alliance, composé d'experts techniques, de leaders d'opinion et d'entrepreneurs de l'hémisphère sud, contribue à renforcer les approches des donateurs en faveur d'une innovation inclusive et locale qui aura un impact plus important sur le développement. Par l'entremise d'instances comme la communauté de pratique multipartite sur l'innovation pour le développement, le Canada encourage des approches fondées sur les données afin d'évaluer les progrès et l'impact des programmes avec les organisations de la société civile canadienne.

En 2021-2022, le Canada a accordé un financement à 55 partenaires nouveaux et diversifiés, dont des organisations de la société civile canadienne et internationale, des organisations multilatérales et des



partenaires canadiens et internationaux du secteur privé. L'objectif de ce financement était de favoriser l'innovation dans l'acheminement de l'aide internationale. Le Canada a également contribué à la mise en œuvre fructueuse de 28 innovations dans le cadre de 15 initiatives. Il s'agit notamment de partenariats de première importance avec des organisations telles que [Grand Défis Canada](#), qui s'est engagé à verser près de 16 millions de dollars pour financer 56 innovations dans le domaine de la santé dans 33 pays.

Par exemple, le soutien du Canada à Grands Défis Canada a permis au fabricant sud-africain de dispositifs médicaux Sinapi Biomedical Limited de passer à la phase de développement à grande échelle de son dispositif de tamponnement utérin Ellavi. Ce dispositif a été spécialement conçu pour traiter les hémorragies post-partum dans les établissements de santé disposant de faibles ressources. En mars 2022, ce dispositif avait sauvé la vie de plus de 2 800 femmes et amélioré celle d'environ 12 000 femmes en Afrique subsaharienne. Le soutien du Canada a également contribué à plus de 160 innovations potentielles dans d'autres projets.

Expérimentation

L'expérimentation, ou la mise à l'essai et la comparaison, est une méthode visant à s'assurer que les projets et les services donnent les meilleurs résultats possibles, tant pour nos partenaires que pour les Canadiens. En testant rigoureusement une approche avant de la déployer à plus grande échelle, on augmente les chances qu'elle atteigne ses résultats escomptés. En outre, l'expérimentation peut réduire les risques et maximiser l'impact.

Au cours des quatre dernières années, le Canada a élargi son recours à l'expérimentation et il s'emploie à renforcer les capacités de ses institutions et de ses partenaires à promouvoir l'expérimentation. À cette fin, le Ministère cherche à accroître la sensibilisation à l'expérimentation et les connaissances à ce sujet, ainsi que la disponibilité des conseils d'experts relativement à la conception et à la mise en œuvre d'expérimentations. En 2021-2022, le Canada a continué à :

- recueillir des données sur les expériences prévues ou en cours;
- intégrer l'expérimentation aux organes de gouvernance ministériels ou aux processus décisionnels;
- établir une communauté de pratique d'expérimentation interne;
- consacrer des ressources humaines et financières à l'expérimentation.

